

Moyen orient :  
éclatement,  
pauvreté  
et humiliation

CM

CAHIERS  
MARXISTES



*marie-madeleine crabbé - henri goldman - islah jad -  
pervine jamil - hugues le paige - abdel jawal saleh -  
dominique vidal - immanuel wallerstein*

mai 1991 - 179

---

## **abonnement**

pour la Belgique  
pour l'étranger

900 F  
1.000 F

Faites-vous et faites-nous plaisir en effectuant sans tarder un versement  
au compte 001-1047600-76 des CM  
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

---

### **comité de patronage :**

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, Roger Somville.

### **comité de rédaction :**

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, Dominique Driessen, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Jean-Pierre Keimeul, Rosine Lewin, Bérangère Marquès-Pereira, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Jean-Marie Rosier, Christian Vandermorten, Benoît Verhaegen.

**mise en page :** Hélène De Noose

**rédacteurs en chef :** Pierre Gillis, Michel Godard

---

Avec l'appui de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.  
Edité par FREE asbl avec le soutien de la Fondation Jacquemotte.

---

## sommaire

<b>éditorial</b>	2
-de la guerre annoncée à la paix espérée <b>dominique vidal-sephiha</b>	7
-une fois de plus, l'enjeu pétrolier <b>marie-madeleine crabbé</b>	23
-kurdistan, pays de nulle part ?entretien avec <b>pervine jamil</b>	39
-histoire du leadership palestinien depuis la fin du 19ème siècle <b>abdel jawal saleh</b>	47
-les femmes dans le mouvement national palestinien <b>islah jad</b>	69
-glossaire arbitraire du juif de gauche <b>henri goldman</b>	83
-info de guerre, info marchande <b>hugues le paige</b>	95
-la guerre froide et le tiers-monde : le bon vieux temps <b>immanuël wallerstein</b>	103
-l'enseignement aux enseignants ? <b>claudes herne</b>	123
<b>livres</b>	139
<b>revues</b>	143

"Ni Bush, ni Saddam", ça ne faisait pas un très bon slogan pour mobiliser les citoyens européens en décembre 1990, mais c'était peut-être l'appréciation la plus profondément ressentie par bon nombre d'entre nous. Quelques mois plus tard, après que quelques illusions et les effets d'une gigantesque intoxication ont été dépassés, cette formule reste comme un point d'appui minimaliste de toute proposition d'avenir, avec le «non à la guerre», celle des USA et de leurs godillots en l'occurrence.

Jusqu'à la nausée, on aura vu, depuis, les Kurdes encouragés à la révolte puis laissés à leurs bouchers irakiens, ou refoulés par l'armée fascisante de Turquie et abandonnés à une mort lente dans les montagnes enneigées. Ou les Palestiniens du Koweït, chassés comme des lapins par des féodaux qui ont déjà oublié de faire semblant de promettre la démocratie. Ou les Palestiniens sous régime israélien, laissés à leurs tortionnaires, à la merci d'un gouvernement raciste et expansionniste qui se fout totalement des résolutions des Nations Unies.

En bouclant le dossier de ce numéro des *CM*, nous avons pourtant l'impression qu'un travail de réflexion est nécessaire, possible et utile.

Le point de départ, c'est certainement de faire un effort de connaissance de la réalité de chaque région du globe, car notre européocentrisme profond est un produit historique -plus précisément, colonial- qu'il faut déconstruire. Tout autant qu'il faut combattre l'ignorance méprisante qui en est la forme la plus commune. Pour le Golfe par exemple, les travaux d'Alain GRESH et de Dominique VIDAL, notamment leur dernier livre commun *Clés pour une guerre annoncée*, nous montrent une région qui, à bien des égards, ressemble à l'Europe centrale d'avant 1914 (ou 1940, ou d'aujourd'hui ?) : des siècles de luttes entre empires et religions, une

---

multitude de micro-féodalités... une complexité ignorée généralement. Nous vous proposons une présentation synthétique de ce travail par Dominique VIDAL, qui conclut sur une proposition de «Conférence régionale de sécurité et de coopération économique».

Nous avons aussi dû faire des choix, à mesure des possibilités de collaboration et des contraintes de place et de temps : s'il n'y a pas d'articles cette fois sur le Liban, l'Iran ou d'autres pays, et seulement des photos de Turquie, ce n'est que partie remise.

Problème plus classique, et d'évidence central, il nous a paru important de bien cerner les enjeux pétroliers, en particulier les stratégies et le rôle des «sept soeurs» -cinq américaines et deux anglaises- qui contrôlent le marché, et aussi la région, depuis que les USA, dans les années 30, ont supplanté les Anglais sur ce tronçon de la Route des Indes. Marie-Madeleine CRABBE nous propose à la fois une analyse des faits et une esquisse d'alternative en forme de stratégie européenne.

Dans ce Moyen-Orient féodal et balkanisé, puis soumis aux tensions des émergences nationales et des stratégies de division coloniales, les Kurdes jouent une sorte de rôle «polonais»: souvent soutenus par l'un des voisins contre les autres, ils sont régulièrement aussi massacrés par consensus, et en tout cas, leur existence nationale est déniée par tous. Pervine JAMAL, de l'Institut kurde de Bruxelles, a accepté de répondre à nos questions sur les perspectives actuelles du mouvement national. On notera qu'avec le Kurdistan, il s'agit d'un cas typique de frontières coloniales sans légitimité : l'affirmation de celle-ci, construite par le droit international, tiendra-t-elle encore le coup longtemps ? Nous nous promettons d'y revenir.

Autre problème-clé, et non résolu par la guerre du Golfe, que du contraire: celui de l'Etat palestinien. Nous vous proposons à ce sujet la transcription de deux des cours de la chaire Liebman de l'hiver dernier, à l'ULB : celui d'Abdel Jawad SALEH sur l'histoire du leadership palestinien, et celui d'Islah JAD sur les femmes palestiniennes. Manière en outre de nous associer à la défense, contre l'armée d'occupation qui la ferme, de l'Université Bir Zeit dont font partie ces deux enseignants.

Revenant ensuite aux questions qui se posent plus directement à nous,

nous vous proposons d'abord un «glossaire arbitraire du juif de gauche». Sous la plume d'Henri GOLDMAN, ce glossaire éclaire quelques aspects particuliers du rapport au sionisme, encore que l'identification, désormais, de celui-ci aux structures et actions politiques de l'Etat israélien ne soit pas abordée : elle interroge plutôt la gauche israélienne.

La guerre du Golfe a aussi relancé un débat sur le rôle des media, si bien qu'on n'ose pas trop souligner, aujourd'hui, que les précités Gresh et Vidal sont journalistes, tant ils illustrent une conception éminente et rare du métier, aux antipodes de la pratique commune. Or c'est justement celle-ci qu'il s'agit de combattre : à la fois dans une perspective concrète de connaissance et dans celle, plus large, d'une résistance au décervellement et aux cléricatures et liturgies qui le portent. Hugues LE PAIGE situe l'enjeu dans une analyse de l'évolution même de l'industrie médiatique, et on comprendra vite qu'il n'est pas du côté de ces espèces de commentateurs sportifs qui, dans le Golfe, décrivaient l'avant-match, l'après, les vestiaires et le moral des troupes, et plus rarement une phase de jeu, comme ils auraient décrit, ailleurs, les toilettes de totoches à sang bleu.

Nous concluons sur un essai de mise en perspective d'Immanuel WALLERSTEIN. En se souvenant de ses thèses sur le déclin du système-monde dominé par les USA après 1967-68 (voir *CM* n°168), on imagine que le débarquement massif et le barbare matraquage US dans le Golfe puissent être analysés comme une contre-preuve. I.W. persiste pourtant, et confirme, en expliquant sa conception du «lénino-wilsonnisme». En perspective, les rapports Nord/Sud pour le 21<sup>ème</sup> siècle.

Le reportage photo qui ponctue ce numéro porte sur la Turquie, et notamment Schaerbeek-en-Anatolie, alias Emirdag. Il est de Muharem TURKOZ. Et hors-thème, nous vous proposons une suite au dossier enseignement (*CM* n°176), avec un texte de Claude HERNE sur le vide du discours «économico-patronal».

Il reste à vous dire un mot du titre de couverture : il est directement inspiré de celui du livre de Georges CORM, *Le Proche-Orient éclaté*, qui vient heureusement d'être l'objet d'une édition «augmentée et mise à jour»(au 8 octobre 1990), en livre de poche. L'original datait de 1983, et était centré sur la guerre israélienne au Liban... L'éclatement, surtout militaire, se

---

poursuit et rien ne permet de croire que le dernier aurait pu être le bon. Mais c'est aussi G.Corm qui, comme d'autres, insistait sur le facteur **pauvreté**, immense à côté de quelques fortunes pétrolières. La guerre aura provoqué quelques pauvretés de plus : en Egypte, en Jordanie, ... et évidemment au Koweït et en Irak. Et enfin G.Corm s'employait à faire percevoir **l'humiliation** : celle que, tour à tour ou simultanément, les puissances coloniales, la politique israélienne, les compagnies pétrolières et les USA ont imposée aux peuples arabes du Proche et du Moyen Orient. Le droit que viennent de s'arroger le flic américain et ses acolytes de massacrer le voyou Saddam n'a fait qu'ajouter un flot de sang. Y aurait-il des droits pour les sous-hommes ?

Michel GODARD

Au Kurdistan turc, ou dans la "Turquie des montagnes", propagande du gouvernement d'Ankara: "Soyez fiers d'être Turcs" En turc: ça ne risque pas d'être lu.



## de la guerre annoncée, à la paix espérée

dominique vidal - sephiha

*L'essentiel de l'article ci-après a été rédigé en février 1990 et est paru une première fois dans la revue de l'UPJB(\*), Points Critiques, n°45 d'avril, sous le titre "Leur guerre, notre paix".*

*Avec l'aimable permission de la revue, nous rééditons ainsi un texte qui comprend notamment une excellente synthèse de l'ouvrage que l'auteur et Alain GRESH ont publié à l'automne 1990, et dont le titre est ici repris et complété.<sup>(1)</sup>*

*Ce texte n'a pas pris une ride, mais Dominique VIDAL nous a toutefois confié une brève postface qui en actualise les conclusions. La clairvoyance du propos et de l'exposé n'en sont que plus perceptibles.*

*"Je crois que personne, aujourd'hui, ne peut se ranger dans un camp ou dans l'autre sans "états d'âme". Je suis effectivement contre la guerre, sans nier pourtant qu'il y ait une forte légitimité à se battre contre Saddam Hussein".*

Comme Daniel Cohn-Bendit, bien des "intellectuels de gauche" ont eu du mal à se situer dans l'affrontement qui a ensanglanté le golfe arabo-persique.

---

*(\*) Union des Progressistes Juifs de Belgique, 61 rue de la Victoire -1060- Bruxelles  
Abonnement: 4 numéros/an -750 F-(000-0743528-23)*

Les uns, à l'instar de l'ex-héros de mai 68, s'en sont tenu malgré tout à leur engagement pacifiste. D'autres ont basculé. Ainsi Pierre Vidal-Naquet : "A partir du moment où la guerre est lancée, je ne vois pas comment on peut manifester pour la paix sans faire le jeu de Saddam Hussein". Ou le chanteur Wolf Biermann espérant que "cette guerre aboutira à la destruction de l'arsenal acquis à l'Est comme à l'Ouest destiné à la destruction totale d'Israël". Ou encore Hans Magnus Enzensberger considérant Saddam Hussein comme "le continuateur authentique du Führer". On a même vu un directeur de théâtre -Marcel Maréchal pour ne pas le nommer- annuler les représentations prévues des *Paravents* de Jean Genêt !...

## une guerre sans précédent

Par-delà les opportunités toujours à l'affût, pareille confusion s'explique peut-être simplement : la guerre du Golfe n'a pas de précédent. Ce n'est pas un de ces conflits Est-Ouest par pays ou mouvement interposés auxquels les dernières décennies nous avaient habitués. Ni une guerre coloniale classique, où il suffirait aux femmes et aux hommes de progrès de prendre parti pour le peuple aspirant à sa libération contre la puissance impérialiste la lui refusant. Ni le "traditionnel" bras de fer israélo-arabe, dans lequel nous savons devoir défendre à la fois le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël et celui du peuple palestinien à une patrie. Ni, bien sûr, la soit-disant "croisade" du droit international dont on nous rebat les oreilles. Bref, le mur de Berlin a entraîné, dans sa chute, tant et tant de schémas tout faits et de dogmes quasi-pavloviens qu'il nous faut impérativement en faire table rase, afin de réfléchir à neuf. Le drame qui s'est joué autour du Koweït nous en donne l'occasion et l'obligation.

La crise du Golfe démarre, en effet, non le 2 août 1990, mais le 9 novembre 1989. Le déclin du communisme -non du fait de Gorbatchev, bien sûr, mais bien plutôt de Staline et de ses successeurs, Brejnev en premier lieu, qui lui ont inoculé cette maladie si grave que *glasnost* et *perestroïka* n'ont pu en venir à bout- met fin au partage de Yalta. En Europe, mais également dans les autres régions du monde, le partage des zones d'influence entre Américains et Soviétiques est globalement caduc. Voilà la toile de fond sur laquelle se prépare au Moyen-Orient, la septième explosion généralisée, après les guerres israélo-arabes de 1948-1949, de 1956, de 1967, de 1973 et de 1982 ainsi que, de 1980 à 1988, l'interminable boucherie opposant

l'Irak à l'Irak.

De cette ultime aventure, l'Irak sort épuisé : des dizaines de milliers de morts, des pertes en infrastructures dont la reconstitution nécessitera 60 milliards de dollars, une dette extérieure estimée à 70-80 milliards de dollars. La frustration populaire s'exprime d'autant plus vivement, malgré l'implacable répression, que tous ces sacrifices n'ont servi à rien, ou presque : Saddam Hussein n'a atteint aucun des objectifs de son agression de 1980, ses "prises de guerre" se limitent à quelques centaines de Km<sup>2</sup> occupés et à quelques dizaines de milliers de prisonniers iraniens. Ces rares acquis, Bagdad les bradera d'ailleurs dès la mi-août 1990, reconnaissant la frontière fixée par les accords d'Alger de 1975 sur le Chatt al Arab dans le -vain- espoir de se gagner les faveurs de l'Iran...

### ce que voulait saddam

Le propre des dictateurs en difficulté est de n'imaginer d'autre issue à leur faillite que la fuite en avant. C'est justement ce que va faire le régime irakien. L'invasion du Koweït, le 2 août 1990, répond, par-delà l'exutoire ainsi donné au mécontentement de la population, à plusieurs objectifs.

\* Le premier est évidemment **financier**. Tout au long des mois qui précèdent, Bagdad, aux abois, se plaint de ce que ses "frères" arabes, notamment koweïtiens, se refusent à effacer la dette accumulée à leur égard par l'Irak. Or il l'a, prétend-il, acquittée par le sang de ses soldats, qui leur ont servi de rempart face à la menace khomeyniste. Autant dire qu'en mettant la main, le 2 août, sur la "banque" du Moyen-Orient, le maître de Bagdad espère d'abord renflouer ses caisses. C'est compter sans le gel quasi-immédiat des avoirs koweïtiens en Occident, estimés à quelque 200 milliards de dollars : la proie de Bagdad se réduit aux seules réserves d'or et de devises des coffres de Koweït-City, soit 3 à 4 milliards de dollars.

\* Il s'agit, ensuite, d'acquérir un poids décisif dans la **politique pétrolière**, en ajoutant l'or noir du Koweït à celui de l'Irak. En doublant ainsi ses réserves -au total 20% des réserves pétrolières mondiales- Bagdad compte bien dicter sa ligne à l'OPEP, en imposant des quotas de production susceptibles de faire remonter le prix du baril. C'est compter, là encore, sans l'embargo des Nations Unies, qui limite au minimum la commercia-

lisation de la production irakienne et koweïtienne, à laquelle supplée l'augmentation de la production de plusieurs pays, à commencer par l'Arabie Saoudite.

\* Le troisième objectif, **stratégique**, plonge ses racines loin dans le passé. Des années 30 jusqu'à nos jours, l'Irak n'a cessé de contester l'existence du Koweït, allant, lors de son indépendance en 1961, jusqu'à la menace d'invasion : il fallut alors l'arrivée des troupes britanniques pour protéger sa souveraineté. Mais ce que Bagdad convoite particulièrement, c'est l'accès au Golfe arabo-persique : le contrôle des îles de Warba et de Boubiane lui permettrait à la fois de créer un port de mer et d'utiliser, vers Bassora, une autre voie de navigation que le Chatt al Arab, inutilisable du fait de la guerre avec l'Iran.

Mais ces objectifs, Saddam Hussein les inscrit dans un but majeur : la conquête du *leadership* sur le monde arabe. A ses yeux, l'Egypte est disqualifiée pour avoir signé la paix avec Israël, la Syrie trop occupée au Liban : l'heure est venue pour l'Irak de faire valoir ses droits. "Nouveau Nabuchodonosor" et "nouveau Saladin", il postule au titre de "nouveau Nasser".

Si, contrairement aux dires de la propagande irakienne, le Koweït, en fait de "création artificielle du colonialisme britannique", existe bel et bien depuis deux siècles, avec d'ailleurs à sa tête la même famille Al Sabah, comment nier à Bagdad le prestigieux héritage de la Mésopotamie, où naquirent quelques-unes des plus anciennes et des plus riches civilisations humaines ? Riche d'une grande culture, l'Irak peut miser sur une population relativement nombreuse (18 millions d'habitants), de grandes richesses pétrolières (10% des réserves mondiales) et le développement qu'il a su en tirer depuis une trentaine d'années. Plus l'atout-maître forgé par le régime baasiste : la puissance militaire.

Déjà bien avancée dans les années 70, grâce en particulier à Valéry Giscard d'Estaing et à Jacques Chirac, cette course aux armements effectue un véritable bond en avant avec la guerre contre Téhéran. Agitant habilement l'épouvantail de la Révolution islamique, le dictateur irakien sait obtenir des Etats-Unis et des autres pays occidentaux, non seulement qu'ils cautionnent son agression contre l'Iran, mais qu'ils complètent

l'arsenal fourni par les Soviétiques avec un formidable potentiel d'armements plus sophistiqués les uns que les autres <sup>(2)</sup>. Après l'Iran du chah, l'Irak de Saddam devient le "gendarme" régional de l'Occident. Même l'utilisation des armes chimiques, contre les soldats iraniens puis contre les civils kurdes, ne brisera pas l'alliance conclue par l'Ouest avec Saddam Hussein, au point qu'en janvier 1989 encore, on verra des diplomates américains et français se démener pour que la conférence internationale de Paris sur les armes chimiques ne condamne pas nommément le régime de Bagdad ! L'homme de théâtre Joël Jouanneau a raison de le souligner : *"L'Occident a fécondé une créature qu'il est amené à détruire. C'est notre monstruosité que nous sommes en train de détruire là-bas"*.

D'où la sous-estimation par le maître de Bagdad de la réaction à son invasion du Koweït. En septembre 1980, il avait déjà sous-évalué la résistance iranienne à son invasion. L'erreur se comprend : soutenu qu'il était, à bout de bras, par l'Ouest, comment craindre que celui-ci l'abandonne, *a fortiori* se retourne contre lui pour les beaux yeux des Al Sabah ? L'ambassadeur américain à Bagdad, April Glaspie, ne lui a-t-elle pas donné le feu vert en lui déclarant, le 25 juillet 1990 : *"Là où nous n'avons pas de point de vue, c'est sur les différends inter-arabes, tel votre différend frontalier avec le Koweït" ?* Le leader baasiste est tellement sûr de son fait que, quatre jours après l'invasion, il répète au chargé d'affaires US : *"En quoi les intérêts des Etats-Unis sont-ils menacés à l'intérieur du Koweït ou à l'extérieur ? A notre connaissance, vos intérêts sont sauvegardés dès lors que vous pouvez commercer librement et que vos approvisionnements de pétrole sont garantis. Où est donc le danger qui vous amène à envisager une action militaire qui se soldera à coup sûr par votre défaite ? Et je vais vous dire comment. Vous êtes une grande puissance, et nous savons que vous êtes en mesure de nous nuire, comme j'ai dit à Madame l'ambassadeur. Mais vous perdrez ensuite l'ensemble de la région"*.

## **ce que voulait george bush**

Fatale erreur d'analyse. Les Etats-Unis l'ont-ils délibérément attiré dans ce piège ? Les signaux pour le moins confus qu'ils lui ont adressés relèvent-ils plutôt de la pesanteur de leur politique passée à son égard ? A-t-il simplement outrepassé les limites tacitement convenues, ce que laisserait accroire April Glaspie lorsqu'elle confie : *"Je ne pensais pas, et personne*

ne pensait, que les Irakiens prendraient **tout le Koweïf** (souligné par G & V). En tout cas, Saddam Hussein n'a rien compris à l'évolution de la stratégie américaine, comme d'ailleurs à l'effacement de l'URSS dont il espérait le soutien.

Il est courant de dire que la tendance fondamentale des années 80-90, c'est l'affaiblissement interne et externe de l'Union Soviétique. Sans doute. A condition de ne pas oublier l'autre tendance, essentielle même si moins spectaculaire : le recul relatif des Etats-Unis vis-à-vis du Japon et -si du moins elle se décidait à exister- de l'Europe. Certes l'Amérique a de la réserve, et ses instruments de domination lui permettent encore de faire payer au reste du monde son énorme déficit. Le signal d'alarme n'en a pas moins retenti : mesurée en Produit national brut par habitant, la puissance de l'ex-empire du Soleil Levant a dépassé celle de l'oncle Sam. Réaffirmer le *leadership* mondial de Washington -moins face à "l'ennemi" soviétique, pour l'instant KO, qu'à l'égard des "amis" concurrents, et par la même occasion du Tiers-monde remuant- constitue pour George Bush, comme hier pour Ronald Reagan, un impératif catégorique. Saddam Hussein lui a tendu une perche inespérée.

Le lieu de la riposte n'est bien sûr pas indifférent. On sait que le sous-sol des pays riverains du Golfe recèle 65% des réserves pétrolières mondiales, mais on oublie souvent l'essentiel : d'ici 2020-2030, du fait de l'épuisement rapide des ressources pétrolières ailleurs, ce sera -sauf modification des conditions d'exploitation des pétroles dits lourds- la seule grande zone de production ! Or, d'après tous les *scenarii* des organismes spécialisés, le pétrole demeurera alors la principale source d'énergie à l'échelle planétaire : qui tiendra, demain, le pétrole du Golfe, détiendra une arme décisive de suprématie économique et politique.

Au-delà du pétrole, les Etats-Unis caressent un vieux rêve au Moyen-Orient. Du Pacte de Bagdad au CENTO, de "consensus stratégique" en Force de déploiement rapide, ils se sont toujours efforcés de constituer dans la région l'équivalent de l'Otan en Europe. Surnommée "GULFO" par la journaliste américaine Flora LEWIS (pour rimer avec NATO !), cette organisation réunirait sous direction américaine les pays arabes dits "modérés" et, si possible, Israël, ce qui supposerait, évidemment, une issue au conflit israélo-arabe. Economique -d'où le discours sur un "plan

Marshall" moyen-oriental- et politique, elle serait aussi militaire : à défaut de l'Arabie Saoudite, dont le régime déjà fragile pourrait être menacé par la présence durable "d'infidèles" à proximité des Lieux Saints de l'Islam, Bahrein pourrait fournir les bases où stationneraient en permanence les troupes "alliées"- telle aurait été, le 6 août 1990, la condition mise par le roi Fahd à son acceptation de l'opération *Bouclier du Désert*.<sup>(3)</sup>

Une opération qui, avec le recul, préfigure bien ce que projettent, pour l'avenir, les Américains : constituer une coalition qu'ils dirigent, évidemment, mais dont une (petite) partie des troupes et une (grande) partie du financement sont fournies par les coalisés. Mieux, Washington profite, grâce à la brutalité de Saddam Hussein, d'un double avantage qui sert singulièrement ses desseins : la bataille contre l'Irak envahisseur a pu être menée au nom du droit international, et bénéficier de ce fait d'un consensus international sans précédent, symbolisé par les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

## un engrenage irréversible

En comprenant ainsi les stratégies respectives de l'Irak et des Etats-Unis, on comprend mieux pourquoi l'engrenage a pris un tour irréversible. Pour Saddam Hussein, consentir à une "ouverture" -en l'occurrence à un retrait ou à l'annonce d'un retrait du Koweït- signifiait renoncer à sa perspective de suprématie régionale, tandis qu'une fermeté maintenue le hissait à la stature de "héros", voire -en cas de guerre- de "martyr" du monde arabe. Seule la crainte de voir son régime s'effondrer et son pouvoir personnel menacé l'a amené à céder en février 91 à la pression soviétique. En vain. De même, pour George Bush, tout "geste" -et notamment l'acceptation d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient- handicaperait sa prétention au *leadership* mondial, la détermination à aller "jusqu'au bout" constituant à l'inverse un exemple à méditer pour tous. Bref, d'un côté comme de l'autre, la moindre concession a longtemps pris des allures de capitulation : d'où leur élan vers la guerre, puis de la phase aérienne de celle-ci vers la phase terrestre, au risque même de l'apocalypse des armes non conventionnelles.

Si le risque a été pris, c'est aussi que tous ceux qui auraient pu s'interposer ont renoncé à jouer les médiateurs, chacun pour des motifs spécifiques.

\* **L'Europe**, faute d'exister : cette crise aura à nouveau démontré que, dès lors que les Etats-Unis sont impliqués dans un conflit, les Douze ne parviennent pas à y intervenir en tant que communauté, si cette intervention doit tant soit peu gêner le grand allié américain. Quitte à sacrifier, ce faisant, les intérêts fondamentaux du vieux continent.

\* **La France**, pour les mêmes raisons, et non sans une éclatante contradiction. A quoi bon multiplier les initiatives de paix, aussi adaptées soient-elles -c'était le cas tant du discours de François Mitterrand à l'ONU, le 24 septembre 1990, que du plan en six points soumis au Conseil de Sécurité le 15 janvier 1991- si l'on envoie ses soldats renforcer l'une des parties en présence ? Quant à l'argument selon lequel on ne saurait être partie prenante de la paix sans avoir été préalablement partie prenante de la guerre, on jugera de sa validité, demain, surtout si la France -j'y reviendrai- se voit durablement rejetée par les peuples arabes.

\* **L'URSS** gorbatchévienne procédait depuis quelque cinq ans au rééquilibrage de sa diplomatie moyen-orientale, renouant avec les régimes arabes modérés et normalisant ses relations avec Israël. Mais ce qui a guidé le "suivisme" de Moscou à l'égard de Washington, c'est sûrement l'extrême gravité de sa situation économique et politique, qui rend l'aide occidentale primordiale. D'où la limite de l'offensive diplomatique de Moscou, qui n'a pas été jusqu'à rompre la "solidarité" avec les Etats-Unis.

\* **La Chine**, elle aussi, disposait au Conseil de Sécurité d'un droit de veto qui aurait pu bloquer la machine. Si elle n'en a pas usé, c'est d'abord pour faire oublier l'horreur de Tien An Men, et bénéficier à nouveau de la coopération avec l'Occident, indispensable pour les réformes économiques poursuivies par Pékin.

## à mauvaise cause, bons arguments

De cet affrontement, nul ne sait encore aujourd'hui, outre l'ampleur exacte du nombre des victimes et des destructions, mesurer l'ensemble des conséquences. Sauf une, d'ores et déjà évidente : le fossé qui sépare les Arabes des Européens se creuse à grande vitesse. Qu'importe aux Etats-Unis : la guerre terminée et leur GULFO mis en place, ils observeront, de loin, un "match" dont ils peuvent même tirer profit. L'Europe et le monde arabe, eux, resteront face à face de part et d'autre de la *mare nostrum*, contraints par la géographie et l'histoire à une coexistence ruinée par cette guerre.

Il est trop facile d'expliquer l'hostilité croissante des peuples du Sud de la Méditerranée envers ceux du Nord par on ne sait quelle "propension naturelle" des Arabes à l'extrémisme. Sensibles à la propagande de Saddam Hussein, ils le sont sur des bases qu'il est essentiel de comprendre. Quitte à être accusé de schématisme, disons que le dictateur de Bagdad se sert, pour servir sa mauvaise cause, de bons arguments.

Ainsi lorsqu'il dénonce l'usage de "deux poids, deux mesures". De fait, les Territoires palestiniens occupés -depuis 24 ans- en violation des résolutions de l'ONU, attendent toujours, pour leur libération, l'armada d'un demi-million d'hommes constituée -en six mois- pour libérer le Koweït. Cet état de choses, et plus généralement le fait que l'Etat arabe, prévu aux côtés de l'Etat juif par le plan de partage de la Palestine de 1947, n'ait toujours pas vu le jour représentent pour tous les Arabes une véritable humiliation.

A laquelle s'ajoute, inséparable, la frustration du sous-développement. Lorsque Saddam joue les Robin des Bois défendant "les masses arabes pauvres contre les riches émirs", il s'appuie sur une réalité : l'immense majorité des Arabes se débat dans une misère chronique qu'aggrave bien sûr la course aux armements, elle-même engendrée par l'état de guerre depuis 1948. Et, face à cette misère, combien choque l'extrême richesse des familles régnantes d'une poignée d'émirats pétroliers ! Sait-on que le Produit national brut par habitant, qui mesure -approximativement- le niveau de vie moyen, va de 170 dollars en Somalie à 15.770 dans les Emirats Arabes Unis ! Pire encore, les "rois du pétrole" préfèrent investir aux Etats-Unis que d'aider les pays "frères" : le montant de leurs capitaux placés en Occident dépasse 670 milliards de dollars, alors que la dette à l'égard de l'Occident qui étrangle les autres pays arabes ne se monte "qu'à" 250 milliards de dollars !

Il y a d'ailleurs là de quoi expliquer l'emprise de la parole islamique. Devant les impasses convergentes du socialisme bureaucratique et du capitalisme libéral, comment les jeunes arabes ne tendraient-ils pas l'oreille aux promesses des partisans du retour aux sources ? Faute d'un développement démocratique -dont seuls le Yémen, l'Algérie, la Jordanie, la Tunisie connaissent quelques prémisses- même le mouvement démocratique se laisse séduire par le chant des sirènes, fussent-elles irakiennes.

Certes, les observateurs qui prétendent que tous les Arabes ont basculé du côté de Saddam Hussein prennent leur fantasmes pour des réalités : rien qu'en Egypte et dans les pays de la péninsule arabique, qui comptent plus du tiers des Arabes, les partisans de l'Irak ne se manifestent guère. Reste qu'ailleurs, le calcul du dictateur de Bagdad s'est avéré juste : en entonnant en même temps les trompettes nationalistes et islamistes, en dénonçant à la fois l'Occident, Israël et leurs "valets" du Golfe, il a réussi à mobiliser en profondeur "la rue" arabe. Même si beaucoup y bougent plus par anti-américanisme que par sympathie pour le dictateur irakien. Quant à ceux qu'il n'avait pas entraînés, conscients qu'ils étaient de ses véritables buts, la guerre américaine leur a fait choisir, *volens-nolens*, leur camp : le spectacle des bombes s'acharnant sur l'Irak a suffi à les convaincre...D'où cette vague anti-occidentale, et notamment anti-française, dont les manifestations imposantes font craindre le pire pour l'avenir. Pour qu'un monarque aussi autoritaire qu'Hassan II, engagé aux côtés des Etats-Unis contre l'Irak au point d'avoir mandé 2.000 de ses soldats sur le front, ait fait le grand écart en s'associant aux manifestations de solidarité avec l'Irak, faut-il que l'exigence populaire soit forte ! Tout se passe comme si les gouvernements arabes, en premier lieu dans le Maghreb, avaient été soumis à une pression si irrésistible qu'il leur ait fallu s'y soumettre...ou se démettre.

Nul ne sait jusqu'où cette poussée pourra ébranler l'ordre arabe existant. Ce qui est sûr, en tous cas, c'est qu'elle risque de condamner la coopération arabo-européenne. Nombre d'Arabes ont ressenti la guerre du Golfe comme une nouvelle "croisade" de l'Occident contre leur civilisation. Et, parmi les peuples autrefois occupés par la France, l'affrontement ravive les blessures occasionnées par la colonisation, la résistance de la métropole à la lutte émancipatrice et le néo-colonialisme...Se trouvent ainsi en danger, non seulement un héritage culturel -et linguistique- indispensable aux pays européens comme arabes, les relations de tous ordres mutuellement avantageuses, mais également la situation des immigrations arabes en Europe, déjà rendue précaire par la montée du racisme. On imagine, non sans effroi, les conséquences qu'aurait eu l'assaut terroriste promis par Bagdad et ses agents...

## sur le modèle de la csce

Il a pu sembler surréaliste, au milieu des vrombrissements des avions et du fracas des bombes, de parler de paix. Et pourtant, rien n'était et n'est plus urgent. La guerre du Golfe va d'évidence aggraver tous les problèmes dont souffre le Moyen-Orient et qui génèrent les conflits qui le ravagent. Raison de plus pour faire en sorte qu'on s'y attaque. A la racine.

Parmi les dirigeants israéliens et ceux qui les soutiennent inconditionnellement, l'expression "conférence internationale" est littéralement diabolisée. Que Saddam Hussein en ait fait son cheval de bataille n'a pas arrangé les choses. Telle reste pourtant la voie de la paix, à condition de s'entendre sur le sens d'un tel forum. Lorsque l'URSS, un temps d'ailleurs en accord avec les Etats-Unis, en fit la proposition, elle entendit essentiellement réunir Israël et ses voisins pour résoudre le conflit les opposant. Au lendemain de l'actuel affrontement, cette conception s'avèrera sans doute dépassée.

De quoi s'agira-t-il alors, du moins si la raison prévaut ? De mettre sur la table, au-delà du conflit israélo-arabe, toutes les dimensions de la crise moyen-orientale.

\* **L'affaire irako-koweïtienne** : il serait raisonnable, en effet, malgré l'écrasement de l'Irak, de trouver un arrangement établissant sur des bases solides la coexistence des deux voisins. Les dirigeants de l'émirat, en mars 1990, n'avaient-ils pas accepté de louer les îles de Warba et de Boubiane à l'Irak, en échange de la reconnaissance formelle par celui-ci de leurs frontières ?

\* **Le casse-tête libanais** : si les Etats-Unis ont laissé, coalition oblige, la Syrie "normaliser" à sa guise le pays du Cèdre, il conviendra évidemment d'aider le Liban à retrouver le chemin de sa souveraineté et de son indépendance. Ce qui passe, bien sûr, par le retrait des troupes étrangères, syriennes comme israéliennes, mais également par des réformes structurelles garantissant la coexistence et l'égalité entre citoyens de toutes confessions.

\* **La question kurde** : longtemps "oubliée" de l'Occident -qui pourtant, après la première guerre mondiale, s'était engagé à donner un Etat à ce peuple- elle a resurgi à l'occasion de cette guerre. La Turquie n'a

pas hésité à s'en servir de prétexte pour récupérer les territoires cédés à l'Irak en 1918- plus exactement, à l'époque, par la France à la Grande-Bretagne... Il est plus que temps que les Kurdes, dispersés dans cinq Etats, puissent jouir, sinon de l'indépendance, en tout cas d'une véritable autonomie.

**\* Les problèmes de désarmement et de développement :** car c'est d'un même mouvement qu'il convient d'organiser la sécurité régionale et, ce faisant, de dégager des ressources qui -jointes à une aide massive de l'Occident- doivent relancer les économies de la région. Dans ce cadre, il revient au monde arabe d'aborder d'une manière nouvelle la gestion de ses ressources, en premier lieu pétrolières.

Un tel ordre du jour, on le voit, relève plutôt d'un organisme du type de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui, inaugurée en 1975, et travaillant en trois corbeilles, a dessiné, en novembre 1990, le visage de notre continent dans l'après-guerre froide. Unique, avec plusieurs "sous-conférences", ou multiple, comme l'a proposé François Mitterrand, ce forum devrait en tous cas permettre à toutes les parties en présence, régionales et internationales, d'ouvrir et de traiter tous les dossiers d'intérêt commun, dans le respect de la souveraineté de chacun.

## Israël et l'olp

Aussi universel que se veuille ce processus, il va de soi qu'il aura néanmoins la question palestinienne pour coeur. Pour la bonne raison qu'elle est elle-même au coeur de toutes les tensions régionales depuis des décennies. La guerre du Golfe en fournit d'ailleurs une nouvelle et triple preuve. Pourquoi se déclenche-t-elle ? Parce que les négociations israélo-palestiniennes -proposées par le Secrétaire d'Etat américain James Baker, dans son plan d'octobre 1989- avortent, faute d'accord du gouvernement Shamir : du coup, Saddam Hussein peut risquer son coup de poker. Et, lorsque ce dernier comprend que, cette fois, les Etats-Unis ne vont pas le laisser agir, que fait-il ? Il met la question palestinienne dans la balance, pour redorer son blason dans l'opinion arabe. La guerre déclenchée, quelle sera la première cible de l'Irak ? Israël, qu'il tente d'entraîner -à coups de Scud- dans une guerre qui changerait ainsi de nature...

La politique de "retenue" des autorités israéliennes a déjoué le piège. Mais

à quel prix ? Outre la fourniture des *Patriot* sauveteurs et de leurs servants, Washington aurait -murmure-t-on ici et là- promis à Jérusalem de combattre tout lien entre l'affaire koweïtienne et la question palestinienne. Mais, comme l'a fort bien écrit l'historien israélien Elie BARVANI, "*malgré la tendresse que vaut de toute part au gouvernement Shamir un immobilisme pour une fois bienvenu, il est évident qu'Israël n'échappera pas au fameux linkage entre la crise du Golfe et le problème palestinien(...) Ce qui aurait été de très mauvaise politique avant s'imposera de soi-même après. Conférence internationale ou pas, le règlement de la crise du Golfe hâtera la décomposition du mini-empire israélien, déjà commencée avec l'Intifada*".

La négociation, oui mais -précisent certains, y compris parmi ceux qui se proclament pacifistes- sans l'OLP : par sa politique pro-irakienne, affirment-ils, elle s'en est exclue. L'attitude de Yasser Arafat et des principaux dirigeants de l'OLP appellerait, il est vrai, de longs commentaires. Est-ce toutefois la première occasion qu'ils manquent de servir leur propre cause ? Mais l'opinion que l'on peut porter sur les uns ou sur les autres importe ici fort peu, en regard du principe qu'il s'agit de défendre : c'est aux Palestiniens qu'il revient de choisir leurs représentants dans une future négociation, comme c'est aux Israéliens de définir les leurs.

S'il faut suivre Pierre Maurois -heureusement vite démenti par les proches de l'Elysée- et admettre que l'OLP s'est discréditée pour cause de politique anti-israélienne, comment alors contester aux Palestiniens le droit de disqualifier pour cause de politique anti-palestinienne tous les gouvernements israéliens successifs depuis 1948, et singulièrement l'actuel, où siège, en la personne de Rehavam Zeevi, un tenant du "transfert" (en français : déportation) ? A peine sortis de l'enfer de la guerre, ne retombons pas, de grâce, dans les anathèmes qui en firent, de tous temps, les pires fourriers !

Aux nouvelles qui m'en parviennent, il semble que les Juifs d'Israël réfléchissent plus et mieux que nombre de ceux de la Diaspora aux enseignements de cette guerre. L'Etat hébreu traverse actuellement une période dramatique : pour la première fois depuis la guerre de 1948-1949, sa plus grande ville, Tel Aviv, a été touchée directement par les armes arabes. Sous la menace, la vie du pays s'est, un temps, arrêtée : entreprises fermées, écoles désertées, population cantonnée à la maison

et ne sortant que le masque à la main, jours et nuits d'angoisse. Terrible symbole : ce sont les gaz que redoutaient les descendants des millions de juifs morts dans les chambres à gaz nazies. Et leur protection dépend partiellement, non de *Tsahal*, mais de soldats étrangers. Quel tragique démenti pour les dirigeants, travaillistes comme likoudistes, qui prétendent depuis quarante ans assurer la sécurité de leur Etat par la seule force de leur armée ! Et quelle cinglante réponse aux stratégies selon lesquelles la possession de la Cisjordanie et de Gaza conditionnerait la défense d'Israël ! La leçon est exactement inverse : Israël n'a pas d'autre garantie de sa survie, comme cette guerre le prouve formellement, que la paix avec ses voisins, à commencer par les Palestiniens -donc avec l'OLP- quels que puissent être ses actuels dérapages verbaux.

Bref, pour citer l'écrivain israélien Avraham YEHOSHUA, "*si on laisse les Palestiniens humiliés et privés de tous les droits attachés à un peuple, on laisse subsister la source de malheurs et de conflits pour toute la région*".

## la conférence internationale, toujours

Relisant, quatre mois après l'avoir écrit -et trois mois après la fin "officielle" de la guerre du Golfe- l'article de *Points critiques*, je n'ai trouvé, au détail des concordances de temps, pas grand-chose à retoucher. C'est que les événements intervenus depuis confirment, pour l'essentiel, les analyses qu'avec d'autres nous avons développées, Alain Gresh et moi. Au point, d'ailleurs, que nombre de gens -j'en ai rencontré des centaines dans les débats que j'ai animés tout au long des dernières semaines- prennent conscience d'avoir été trompés par la manipulation sans scrupules à laquelle se sont livrés la plupart des media, sur cinq points notamment.

\* D'abord la **prétendue guerre "propre"** : de source occidentale, on admet aujourd'hui entre 100.000 et 200.000 morts ainsi que des destructions en Irak et au Koweït évaluées à 700 milliards de dollars -soit la moitié de la dette du Tiers-monde et dix fois plus que les dégâts de la guerre avec l'Iran ! Et pour cause : de l'aveu de la presse américaine, les fameuses armes sophistiquées, tant vantées pour leur précision, auraient "raté" leur cible dans... 90% des cas.

\* Ensuite la **prétendue volonté occidentale d'en finir avec**

**Saddam Hussein** et son régime : après avoir appelé publiquement le peuple irakien à se révolter, George Bush a laissé le "nouveau Saladin" et sa Garde présidentielle, miraculeusement rapatriée du Koweït, écraser dans le sang le soulèvement. Au nom du "droit d'ingérence", l'Occident est venu fièrement et lentement en aide aux victimes kurdes d'un drame... qu'il s'était bien gardé d'empêcher. Tout se passe comme si les Etats-Unis, par reconnaissance pour les services rendus par Saddam et par crainte d'un gouvernement démocratique à Bagdad, préféreraient maintenir en place sa dictature.

\* **Les objectifs de la Maison-Blanche** : "libéré", le Koweït l'a été de l'occupation irakienne, mais pas de la dictature des Al Sabah qui, "oubliant" les promesses de démocratisation, répriment durement l'opposition et organisent une horrible chasse aux Palestiniens. Qu'importe aux Etats-Unis : le sort de l'émirat les souciait bien moins que la démonstration de leur *leadership* régional et mondial. A preuve les efforts de James Baker, dès après la fin des hostilités, pour stabiliser la coalition formée contre l'Irak, en premier lieu obtenir l'accord des pays arabes sur le stationnement durable de forces américaines. A coups de "cadeaux" financiers -la dette militaire de l'Egypte effacée, sa dette civile renégociée- comme politiques : ainsi le traité Syrie-Liban, qui reconnaît la prééminence de Damas sur le pays du Cèdre. D'où aussi, pour donner aux régimes pro-américains de quoi justifier devant leur opinion traumatisée leur alignement sur Washington, la tentative de déblocage du dossier israélo-arabe.

\* **L'intransigeance du gouvernement israélien** : que reste-t-il de la "sagesse", tant vantée, d'Israël ? L'heure est au plus borné des refus : refus d'une conférence internationale, refus de sa tenue régulière pour relancer les négociations bilatérales, refus d'une participation significative de l'ONU et des Douze, refus d'une véritable représentation palestinienne, le tout sur fond de répression et de colonisation des Territoires Occupés. Si Shamir et ses amis peuvent faire preuve d'une telle obstination -d'autant plus irresponsable que l'OLP, elle, après la "parenthèse" de la crise du Golfe, a relancé son initiative de paix fondée sur la coexistence de l'Etat palestinien proclamé et de l'Etat d'Israël reconnu- c'est aussi en raison de l'absence d'alternative politique : la décomposition du Parti travailliste empêche que se traduise la volonté de paix d'un nombre croissant d'Israéliens, car comme nous le pressentions, la chute des Scud sur Tel

Aviv, ruinant les thèses officielles en matière de sécurité, a renforcé les sentiments réalistes : les sondages réalisés depuis la fin de la guerre indiquent une majorité plus nette qu'avant pour la tenue d'une conférence internationale (60%) et, plus important encore, pour l'échange de territoires contre la paix (58%).

**\* L'hypocrisie de la France** : qu'est devenu l'argument favori de François Mitterrand, selon lequel il convenait d'être dans la guerre pour être, "ensuite", à la table de négociation ? Or, dans cet *ensuite*-là, Paris n'a rien fait. Aider les Kurdes et rencontrer Yasser Arafat, c'est bien. Mais laisser notre diplomatie "suivre les Américains" (sic) qui "font du bon travail"... Le général de Gaulle doit se retourner dans sa tombe.

Cette paralysie sans précédent est triplement grave. Pour la France, à laquelle les "exploits" de la division Daguet ont valu de dilapider son capital de sympathie dans le monde arabe et qui devrait donc, au contraire, redoubler d'efforts pour le reconstituer, et d'abord en contribuant à relancer le processus de paix israélo-palestinien. Pour l'Europe qui, coincée entre une Grande-Bretagne plus américaine que les Américains et une Allemagne repliée sur sa réunification, ne saurait retrouver voix au chapitre sans l'impulsion décisive de Paris. Pour le Moyen-Orient enfin, dont tous les observateurs savent que, faute d'une percée pacifique rapide, il s'apprête à de nouvelles explosions, plus dramatiques encore.

Il est temps, plus que temps que Paris et l'Europe se libèrent de la tutelle américaine, pour prendre une initiative indépendante en faveur de la conférence internationale sans laquelle rien n'est possible. Ce n'est pas la moindre des leçons de la guerre du Golfe, trois mois après.

---

## Notes

(1) Pour rappel, GRESH, Alain et VIDAL, Dominique, *Golfe : clefs pour une guerre annoncée* (Le Monde-éditions, 125 FF), Paris 1990.

(2) Voir MILLER Judith et MYLROIE Laurie, *Saddam Hussein* (Presses de la Cité, 120 FF).

(3) Voir SALINGER Pierre et LAURENT Eric, *Guerre du Golfe, le dossier secret* (Olivier Orban, 120 FF).

## crise du golfe: une fois de plus, l'enjeu pétrolier

marie-madeleine crabbe

La crise, puis la guerre du Golfe ont remis en lumière l'importance du pétrole sur la scène internationale. L'apparente accalmie des années 1986-1989 avait en effet occulté les contradictions qui traversaient, de manière sourde mais profonde, le marché pétrolier mondial. Ces contradictions, grosses de conflits et de ruptures, devaient tôt ou tard déboucher sur des situations de crise, telles que celle que nous connaissons aujourd'hui.

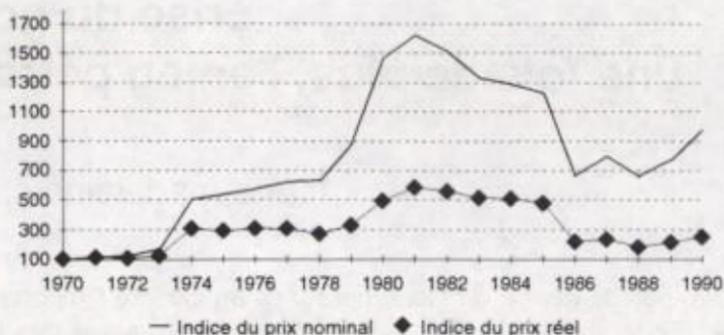
Une série de signes annonciateurs de crise pouvaient cependant être relevés.

***D'abord, la baisse tendancielle des prix réels du pétrole, ramenant ceux-ci, ainsi que les revenus réels des producteurs de l'OPEP, à des niveaux inférieurs à ceux du premier choc pétrolier.*** (voir encadré pp. 24-26-28)

Pour les années 1986 à 1989, on peut estimer la perte cumulée de revenus pour l'OPEP à environ 260 milliards de dollars, par rapport à la situation de 1985. Pour l'année 1986, année de la "guerre des prix", les pays de l'OPEP ont vu leurs recettes d'exportations chuter de plus de 60 %, ce qui a représenté une perte de revenus réels de plus de 15 % de leur produit intérieur brut en faveur des pays consommateurs. Quand on se souvient des réactions véhémentes dans les pays industrialisés lors des chocs pétroliers haussiers de 1973 et de 1979-1980, alors que les pertes de revenus n'ont jamais dépassé 4 % de leur produit intérieur brut, on mesure mieux l'impact de la "guerre des prix" de 1986 sur l'économie des pays producteurs et les traces profondes qu'elle a laissées, non seulement d'un point de vue économique, mais aussi social et politique. Les émeutes sanglantes au Vénézuéla, en Algérie, au Nigéria et en Egypte en ont été les manifestations les plus visibles. La chute des revenus du pétrole aura

### Prix nominal et réel du pétrole: un combat inégal pour le partage de la rente pétrolière

(1970=100)



Les prix du pétrole ont connu une évolution particulièrement mouvementée au cours des 2 dernières décennies. Les chocs pétroliers de 1973/1974 et de 1979/1981 sont encore présents à l'esprit mais, par contre, on a tendance à perdre de vue l'effondrement de 1986 ("le contre-choc") qui a partiellement annihilé les efforts de l'Opep pour s'accaparer une part plus importante de la rente pétrolière.

L'évolution des prix "réels" est encore plus parlante, puisqu'elle fait intervenir le pouvoir d'achat d'un baril de pétrole (mesuré ici en termes de biens manufacturés exportés par les pays industrialisés). On constate que par rapport à l'évolution nominale, les hausses réelles sont nettement moins fortes et que le pouvoir d'achat du baril de pétrole se situe depuis 1986 à un niveau inférieur à celui qu'il avait atteint après le premier choc, en 1974! C'est donc quasiment un retour à la case départ...

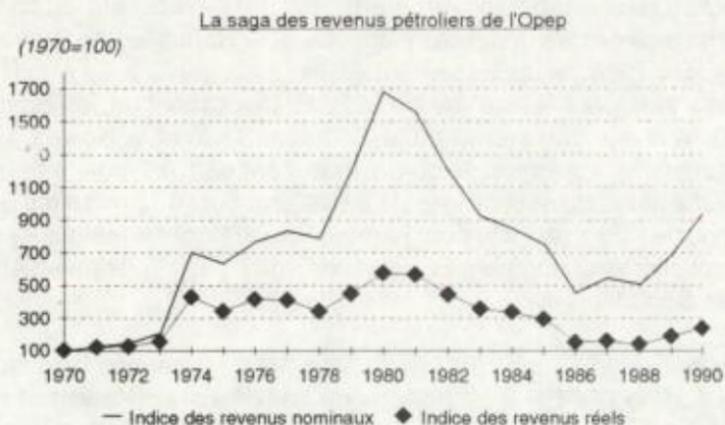
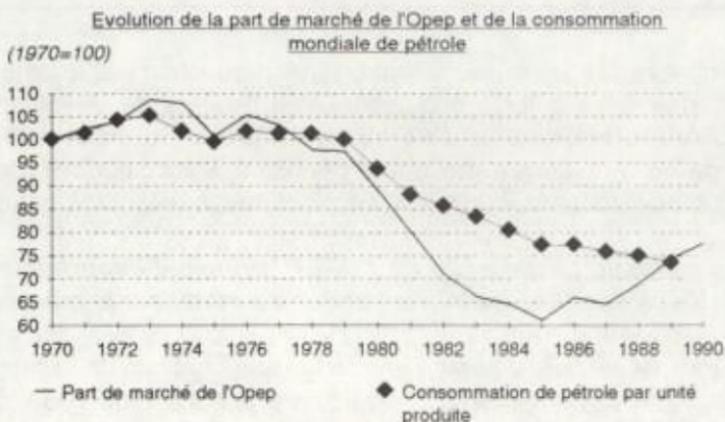
Ceci peut également être illustré par l'évolution des revenus pétroliers de l'Opep qui, outre l'influence négative des prix, subissent, depuis une quinzaine d'années, les effets des pertes de parts de marché (part de l'Opep dans la production mondiale de pétrole) et ceux de la baisse de la consommation mondiale de pétrole par unité produite (économies d'énergie et substitution du pétrole par le nucléaire). Les graphiques qui suivent retracent ces évolutions, dont les raisons sont de deux ordres: d'une part, de 1974 à 1982, les prix élevés du pétrole ont favorisé les investissements soit d'économie d'énergie, soit d'autres formes d'énergie, soit encore dans la production pétrolière hors Opep; d'autre part, la volonté politique des pays consommateurs de diminuer leur dépendance énergétique vis-à-vis d'un groupe dominant de producteurs.

également ravivé les tensions entre pays producteurs et, plus précisément, entre pays à forte population et à besoins de développement considérables, et les autres, à savoir les Emirats du Golfe qui, vu le niveau élevé de leurs revenus pétroliers par habitant, s'accommodaient fort bien d'un faible prix pour leur unique mais plantureuse ressource naturelle.

***Deuxièmement, l'incapacité de l'OPEP, principal exportateur mondial, à discipliner ses membres, et donc à stabiliser le marché.***

Cette incapacité s'est traduite par une hausse continue de la production pétrolière des pays-membres au cours de la période 1985-1989 (qui a vu la part de l'OPEP dans la production mondiale passer de 30 à 37 %), et par un dépassement permanent des quotas de production, pourtant relevés à plusieurs reprises depuis novembre 1988. Trois pays ont été les principaux responsables de ces dépassements : l'Arabie Saoudite, les Emirats et le Koweït. En 1988, le dépassement global s'est élevé à 1.74 millions de barils par jour, pour l'ensemble de l'OPEP. De ce montant, les Emirats ont pris 37 % à leur compte, l'Arabie Saoudite 32 % et le Koweït 17%. La surproduction s'est aggravée durant toute l'année 1989, pour atteindre, au quatrième trimestre, 2.8 millions de barils/jour, dont 43 % pour les Emirats, 27 % pour le Koweït et 17 % pour l'Arabie Saoudite, et ce, malgré les quotas substantiellement augmentés pour ces trois pays (principalement pour l'Arabie Saoudite).

Nouvelle augmentation des quotas en 1990, amenant le plafond de production de l'OPEP à 22 millions de barils/jour. Le Koweït et l'Arabie Saoudite se voient attribuer chacun environ 350.000 barils/jour supplémentaires. Rien n'y fait : durant la première moitié de 1990, on enregistre toujours des dépassements de l'ordre de 1.3 millions de barils/jour. Ce sont les Emirats qui y contribuent le plus (1 million de dépassement), mais il faut préciser que leur quota n'avait pas été augmenté en 1990. Mais le Koweït et l'Arabie Saoudite maintiennent eux aussi leur production à des niveaux excédant toujours leurs quotas, malgré leur relèvement : la surproduction est de 250.000 barils/jour pour le Koweït et de 100.000 pour l'Arabie Saoudite. Cette situation est de moins en moins bien tolérée au sein de l'OPEP, d'autant que les prix s'effondrent en juin pour passer sous la barre des 15 \$ par baril. A la suite de pressions diverses à l'intérieur de l'Organisation, dont celles du représentant irakien notamment <sup>(1)</sup>, le Koweït



Les conséquences de ces évolutions sur les revenus pétroliers sont claires: la chute des années 80 est encore plus prononcée que celle des prix. En termes réels (c-à-d toujours en pouvoir d'achat de biens manufacturés), les années 86 à 88 ont été particulièrement dramatiques puisque les revenus de l'Opep ont à peine atteint leur niveau de 1973, soit celui d'avant le premier choc! L'éphémère revalorisation des prix durant la crise du Golfe, de même que la reconquête de parts de marché depuis 86 auront quelque peu redressé les revenus, mais avec un pouvoir d'achat qui reste néanmoins toujours inférieur à celui de 1974. Et ce n'est pas avec les prix actuels que la situation pourrait s'améliorer à court terme...

et l'Arabie Saoudite réduisent quelque peu leur production en juillet : l'Arabie Saoudite se situe à peu près à son quota, mais le Koweït reste malgré tout en surproduction (100.000 barils/jour de dépassement) et ce, jusqu'à la veille de son invasion par l'Irak.

Au total, on constate que la pression à la hausse de la production (et donc à la baisse sur les prix) fut pour l'essentiel le fait de pays dont la production et les revenus pétroliers par tête étaient déjà les plus élevés, accentuant ainsi les profondes disparités au sein de l'Organisation.

A titre d'exemple, pour fixer les idées sur l'importance de ces disparités, signalons que le groupe Arabie Saoudite - Koweït - Emirats produit, en moyenne et par habitant, vingt fois plus (et encaisse donc aussi vingt fois plus de revenus) que les autres membres de l'OPEP.

***Troisièmement, les difficultés rencontrées à la fois par le premier producteur et par le premier consommateur mondial.***

A savoir, respectivement, l'URSS dans le maintien de son potentiel productif, et les USA dans leur dépendance croissante envers les importations pétrolières, qui couvrent actuellement la moitié de leur consommation et sont appelées à en couvrir 60 % en l'an 2000. Toujours pour les USA, il faut noter la part croissante des importations en provenance du Golfe : 26 % en 1990, et on estime que cette part s'élèvera à 40 % en l'an 2000. Quant à l'URSS, certains envisagent des baisses de production telles que, dans quelques années, ce pays pourrait devenir importateur sur le marché mondial... Au total, les perspectives de la production pétrolière aux USA et en URSS sont nettement orientées à la baisse.

***Quatrièmement, le dérapage de la consommation mondiale, à nouveau en croissance.***

Alors que, de 1980 à 1985, la consommation mondiale a décliné de 1 % par an (-2,2 % pour l'OCDE), elle s'est remise à croître de 1985 à 1989 à raison de 2,3 % l'an (2,1 % pour l'OCDE), soit à des taux supérieurs à ceux des années 1973-1980.

Manifestement, les rapports de force économiques mondiaux en faveur des pays industrialisés ont la vie dure et l'action de l'Opep en vue d'un partage moins inégal de la rente pétrolière n'aura eu que des résultats temporaires qui n'auront même pas permis aux pays producteurs de réduire leur dépendance à l'égard de leur "or noir", avec les conséquences dramatiques que l'on imagine lors de l'effondrement des prix de ce dernier.



***Cinquièmement, parallèlement à cette évolution, la baisse des investissements.***

Tant dans l'exploration que dans le transport et le raffinage, cette baisse, tout au long des années 80, laissait prévoir des difficultés à équilibrer le marché au cours de la prochaine décennie. La morosité des investissements s'explique évidemment par le niveau peu élevé des prix, mais aussi par leur caractère de plus en plus instable, les marchés l'ayant, depuis le milieu des années 80, largement emporté sur l'OPEP dans la détermination des prix.

Pour plusieurs observateurs, ces évolutions, si elles se poursuivaient, devraient aboutir inévitablement, d'ici la fin du siècle, à un retour en force sur la scène pétrolière mondiale des producteurs disposant d'importantes réserves à bon marché, à savoir principalement les pays du Golfe.

***Sixièmement, le développement considérable des marchés "papier" du pétrole***

Ces marchés sont des marchés à terme, purement financiers, mais les transactions peuvent y représenter de quatre à cinq fois la valeur de la consommation mondiale, accentuant la volatilité des prix.

C'est ainsi qu'en septembre-octobre 1990, le prix du brut a flambé pour atteindre des niveaux doubles de ceux de juillet et presque triples par rapport à ceux de juin, alors qu'aucune pénurie physique n'a été enregistrée, mises à part quelques difficultés passagères d'approvisionnement aux mois d'août/septembre, bien vite résolues. Pour l'ensemble du quatrième trimestre 1990, l'offre mondiale a même dépassé la demande (qui avait progressé moins que prévu), à telle enseigne qu'en octobre, les stocks dans l'OCDE étaient supérieurs à ceux de juillet, et qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1991 ils se situaient à leur plus haut niveau depuis 1982 !

Rien ne justifiait donc ces prix artificiellement élevés, rien, si ce n'est la volonté des spéculateurs de jouer sur une "prime de guerre", qui s'est d'ailleurs complètement dégonflée quelques jours après le déclenchement des hostilités...

En l'occurrence, les spéculateurs à la hausse ont perdu<sup>(2)</sup>, en attendant une

nouvelle flambée ou un nouvel effondrement dès que les informations donneront matière à semer un nouveau vent de panique, dans un sens ou dans l'autre.

## **Des effets économiques inégaux**

Le choc pétrolier du deuxième semestre 1990 aura également rappelé, de manière aiguë, les effets des hausses brusques des prix du pétrole sur l'économie mondiale. Assurément, ces hausses de prix ont eu bien plus de résonance que les baisses qui les avaient précédées, les chocs secouent décidément plus que les "contre-chocs".

Cela n'étonnera personne : ici, comme dans d'autres domaines, ce sont les pays industrialisés, consommateurs de 56 % de la production mondiale (pour 16 % de la population), qui donnent le ton, encore que pour ces pays, les conséquences directes du dernier choc aient été moins sévères que ce que l'on s'est généralement plu à dire, et en tous cas moins sévères que lors des chocs précédents, en raison, principalement, d'une moindre dépendance énergétique et, surtout, pétrolière.

Les conséquences de hausses de prix brutales sont autrement plus graves pour les pays en voie de développement importateurs de pétrole et pour les pays d'Europe centrale, dont la dépendance pétrolière s'est accrue et qui sont d'autant plus touchés que la plupart d'entre eux connaissent déjà une situation financière extrêmement précaire : endettement extérieur élevé, bas prix des matières premières et, pour les pays d'Europe centrale, facture pétrolière en devises dès 1991. Pour les PVD les plus touchés par l'embargo (Jordanie, Egypte, Inde, Bangla-Desh,...), les difficultés s'accumulent et ne seront que partiellement rencontrées par les aides (politiquement conditionnées, faut-il préciser), des pays occidentaux.

Il ne faut pas perdre de vue non plus l'arrière-plan de ralentissement de la conjoncture, qui se dessinait bien avant le 2 août 1990, ni la nervosité, liée à une grande fragilité, du système bancaire international, conséquence de la dérégulation financière et boursière triomphante des années 80. Toute hausse des cours du brut peut, dans ces circonstances, contribuer à faire basculer un édifice en équilibre instable.

## Peut-on mettre d'accord producteurs et consommateurs ?

On a parfois l'impression que l'histoire bégaye : rappelons-nous la crise irakienne de 1951 au cours de laquelle la Grande-Bretagne -déjà- envoya une flotte dans le Golfe, ou encore la guerre du Kippour en 1973 et l'embargo décrété par l'OPEP cette fois. L'époque contemporaine est fertile en conflits pétroliers, souvent armés -on a la détente facile quand il s'agit de protéger "son" or noir - opposant producteurs et consommateurs, sur fond de confrontation Est-Ouest ou Nord-Sud. Mainmise sur la rente pétrolière, maîtrise d'une richesse naturelle, sécurité d'approvisionnement, utilisation du pétrole comme arme politique : les mêmes questions réapparaissent périodiquement, lancinantes, non résolues.

Comment sortir de cet engrenage infernal ?

Le conflit actuel n'aura apporté aucune solution durable aux problèmes du Moyen-Orient, ni aux problèmes politiques, ni aux problèmes économiques, ni, *a fortiori*, aux problèmes pétroliers si l'on n'envisage pas de préparer, au plus vite, des issues qui, pour être durables, devront nécessairement concilier tous les intérêts en présence.

Et pour le pétrole, ce sont les intérêts **et** des producteurs **et** des consommateurs qu'il faudra bien finir par prendre en compte.

Or, avant l'éclatement de la guerre, des éléments tendaient à montrer un certain rapprochement des positions.

Depuis le deuxième choc pétrolier (79-81), l'OPEP a douloureusement (*voir encadré*) ressenti les effets des variations brusques et excessives des prix, tant à la hausse (pertes de parts de marché, énergies concurrentes,...) qu'à la baisse (diminution de recettes, dégradation du potentiel productif, crises financière et politique,...). Et il est symptomatique de noter que, dans la crise actuelle, l'OPEP ait tout fait non pas pour amplifier le choc comme cela s'était produit en 79-80, mais plutôt pour l'amortir : la plupart des pays-membres ont accepté la suppression des quotas et l'accroissement maximum de la production afin de compenser la pénurie créée par l'embargo et d'éviter d'alimenter la flambée des prix.

Cette modération ne fut pas uniquement le fait des pays producteurs les plus directement concernés, comme l'Arabie Saoudite et les Emirats, mais aussi d'autres membres, y compris des pays traditionnellement partisans d'un prix élevé, comme l'Iran ou l'Algérie. Or, il aurait été tentant pour ces pays de contribuer à la psychose de pénurie en "coupant" l'un ou l'autre client ou en ne se déclarant pas prêts à contribuer à équilibrer le marché.

Il n'en a rien été et l'on peut considérer que cette position de l'OPEP est révélatrice de l'état d'esprit qui anime aujourd'hui l'Organisation, davantage tournée vers le dialogue, ainsi que l'a maintes fois exprimé son président, Sadek Boussena, ministre algérien des Mines et de l'Industrie.

Du côté des pays consommateurs industrialisés les choses sont moins claires, c'est le moins que l'on puisse dire : ce sont surtout les chocs haussiers qui ont été ressentis comme préjudiciables et analysés comme responsables, pour le premier, de l'inflation des années 70 et, pour le second, de la récession mondiale du début des années 80. Peu importait que cette analyse passât sous silence les autres facteurs inflationnistes (e.a. le dérèglement du système monétaire international), ainsi que les autres causes de la récession mondiale (e.a. les politiques monétaires restrictives) : il s'agissait avant tout d'identifier des causes externes, exogènes, par rapport au système économique lui-même.

Par contre, le choc à la baisse (le "contre-choc" de 1986) a été, dans l'ensemble, plutôt considéré comme bénéfique, notamment aux Etats-Unis qui ont, à cet égard, opéré un revirement total par rapport à leur attitude durant la décennie précédente. A cette époque, les dirigeants américains, préoccupés en premier lieu par le souci d'assurer leur indépendance énergétique en consolidant leur propre industrie pétrolière, n'avaient pas vu d'un mauvais oeil la revalorisation des prix mondiaux du pétrole. L'ère Reagan a changé tout cela : la préoccupation première devint la lutte anti-inflationniste et, dans ce contexte, si les lois du marché imposent un prix dérisoire pour l'or noir, c'est tant mieux, au risque d'un marasme de l'industrie pétrolière nationale. L'approvisionnement sera recherché à l'extérieur, de préférence dans les zones les moins chères, c'est-à-dire dans le Golfe. Voilà ce qui a peu ou prou inspiré la politique pétrolière américaine dans la période récente.

Dans l'ensemble, c'est donc nettement une vision à court terme qui domine, où le marché est roi et où les états d'âme des opérateurs (les "anticipations" dans la terminologie spécialisée) sont censés déterminer, à tout moment, quel est le juste prix de cette source majeure d'énergie pour l'économie mondiale dont les cotations **déterminent les prix de toutes les autres.**

Cette vision est actuellement dominante dans les pays industrialisés, cela ne fait aucun doute.

Elle est bien sûr traversée de contradictions, ressenties notamment quand il s'agit de définir une politique de l'énergie, de planifier, de financer et de mettre en oeuvre des investissements énergétiques, comme c'est particulièrement le cas dans l'industrie pétrolière. Cette dernière n'apprécie en effet pas de façon forcément positive l'instabilité du marché et encore moins en période de prix déprimés. Ceci est particulièrement sensible aux Etats-Unis mêmes, dont plusieurs Etats tirent l'essentiel de leurs revenus du pétrole. Ces éléments ne sont pas sans influence sur l'administration américaine qui sait, en temps opportun, mettre une sourdine à son crédo néo-libéral et intervenir -discrètement- pour éviter que les prix ne tombent sous le seuil de viabilité du secteur pétrolier américain. Mais ces nuances restent marginales et n'entament pas fondamentalement, jusqu'à présent, la position dominante des chantres du laisser-faire.

Les évolutions récentes des marchés, et surtout les très fortes fluctuations auxquelles tout le monde a pu assister, ont cependant fait pointer à nouveau, dans divers milieux, des interrogations quant à la nécessité de stabiliser les prix du pétrole. A différentes reprises, des lances ont été rompues en faveur d'une régulation des marchés pétroliers, la déclaration la plus spectaculaire émanant du Ministre français de l'Economie et des Finances, P. Bérégovoy, lors de la dernière assemblée annuelle du FMI à Washington. Le gouvernement français vient d'ailleurs de désigner un haut fonctionnaire chargé d'un rapport sur la question. Au sein de la Commission de la CEE également, ainsi que du côté du Secrétaire d'Etat belge à l'énergie, E. Deworme, des opinions en ce sens ont pu se faire entendre. Cette évolution dans la réflexion au sujet du rôle des marchés reste, il est vrai, encore timide et se heurte à une vive hostilité de la part des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne; elle est aussi inspirée surtout par le souci d'éviter à nouveau des hausses brutales des prix, le problème des baisses apparaissant souvent comme secondaire. Elle n'en reste pas

moins, nous semble-t-il, significative et constitue une occasion pour tenter d'imaginer ce que pourrait être la "nouvelle scène pétrolière".

## **une nouvelle scène pétrolière ?**

L'axe central de cette "nouvelle scène pétrolière" devrait incontestablement être la garantie d'une fourchette de prix stables, indexés totalement ou partiellement sur l'inflation mondiale et sur un panier de monnaies, par exemple l'écu.

La littérature économique, ainsi que les expériences de stabilisation des cours de matières premières, enseignent que toute tentative de régulation des prix doit, pour réussir, répondre à un ensemble de conditions : la constitution de stocks régulateurs, un contingentement de la production, une grande flexibilité des capacités de production, une bonne connaissance des perspectives de la demande et de ses élasticités.

Or, s'il existe une matière première pour laquelle ces conditions sont réunies, c'est bien le pétrole : le stockage est techniquement aisé<sup>(3)</sup>, les événements actuels<sup>(4)</sup> ont montré la flexibilité de l'outil de production (il suffit, dit-on, d'ouvrir ou de fermer les vannes...); et les déterminants de la demande font l'objet de la constante attention d'une multitude d'experts, d'analystes et d'économistes en tous genres.

Reste le contingentement de la production : il ne peut provenir que d'un accord multilatéral entre tous les producteurs OPEP et hors OPEP, qui ne pourra cependant avoir de chance de voir le jour, ni surtout d'être respecté, que si le prix plancher de référence se situe à un niveau suffisant.

Il s'agit, en quelque sorte, du "prix de la stabilité" (une certaine convergence apparaît vers un prix de l'ordre de 25 \$/baril pour la moyenne des bruts de l'OPEP), dont le coût serait pris en charge, à la fois par les consommateurs qui accepteraient de payer ce prix minimum et par les producteurs (essentiellement ceux du Golfe dont la production et les revenus pétroliers par habitant sont, on l'a vu, les plus élevés) qui limiteraient leur niveau de production en fonction de la demande mondiale.

Des mécanismes compensatoires seraient mis en place pour neutraliser

le surcoût vis-à-vis des PVD : un prélèvement moyen (mais dont la répartition serait à préciser) inférieur à 2 \$ par baril exporté permettrait de compenser intégralement la hausse pour l'**ensemble** des PVD par rapport à l'ancien prix de référence de 18 \$. Les stocks mondiaux actuels, auxquels les importantes réserves de capacités et de stockage détenues par les producteurs du Golfe seraient jointes, le cas échéant, permettraient de maintenir les prix dans la fourchette retenue, en cas de déficit subit de la production par suite de problèmes techniques ou de brusques variations saisonnières de la demande.

Et les marchés dans tout cela ? Leur importance diminuerait sans doute, de facto, mais leur rôle d'indicateur de tensions éventuelles entre l'offre et la demande demeurerait. Quant à la spéculation, elle serait immédiatement cassée par la seule déclaration solennelle de la communauté internationale de "mettre tout en oeuvre" pour stabiliser les prix du pétrole...

Il faut cependant ajouter d'emblée que la mise en place d'un outil et d'une structure visant à la stabilisation ne peut, en soi, suffire. A l'image de l'Union monétaire européenne, où monnaie unique et convergence des politiques économiques sont liées, on ne peut espérer stabiliser les prix du pétrole sans coordonner les politiques énergétiques.

C'est pourquoi ce nouveau cadre pour les relations pétrolières mondiales ne peut que constituer le préalable indispensable à la discussion, qui devrait intervenir ultérieurement mais nécessairement, sur les éléments fondamentaux d'une politique énergétique à l'échelle de la planète : quels investissements pour assurer, demain, les approvisionnements, dans quelles sources d'énergie et compte tenu de quels efforts d'économies énergétiques et de protection de l'environnement.

En fin de compte, ce cadre sera le seul adéquat pour assurer, à long terme, une "sortie" sans heurts du pétrole à la fois pour les consommateurs (transition vers des énergies "douces" ou renouvelables) et pour les producteurs (les effets pervers d'une trop grande dépendance vis-à-vis d'une seule richesse naturelle sont bien connus).

## **une initiative européenne ?**

Ce schéma paraît pour le moment utopique : on ne le verrait fonctionner

réellement que, par exemple, sous l'égide des Nations-Unies ou sous celle d'un "GATT nouvelle vague" qui entamerait un large "oil round"... On en est loin actuellement, et on en restera fort éloigné tant que les Etats-Unis refuseront catégoriquement toute forme d'intervention ou d'organisation des marchés pétroliers, qui constituent cependant une voie bien plus sûre, pour leur garantir à long terme les approvisionnements, que la voie militaire telle qu'elle est suivie actuellement.

Rien n'empêche cependant que ce nouveau *oil round* soit d'abord ébauché dans un cadre plus restreint où **l'Europe pourrait poser des jalons en direction de ses partenaires naturels, les producteurs situés autour de la Méditerranée, auxquels se joindraient l'URSS et la Norvège.**

Au vu du peu de succès rencontré par les propositions du Commissaire européen à l'énergie, visant notamment à une gestion commune d'une partie des stocks (équivalant à trente jours de consommation) en vue d'intervenir sur le marché, les perspectives semblent peu favorables. On s'orienterait plutôt vers des initiatives en direction de l'URSS, par lesquelles la CEE soutiendrait financièrement des projets pétroliers en échange d'une garantie d'approvisionnement (proposition Lubbers).

En soi, ces initiatives sont positives, mais elles recèlent le danger d'une velléité de "solution régionale européenne" qui fermerait la porte à tout élargissement futur. Dans un premier temps, cette solution régionale est intéressante et mérite d'être soutenue, mais il importe qu'elle soit considérée comme un exemple à suivre, qui pourrait et devrait être ultérieurement élargi à d'autres régions du monde, à la Méditerranée et au Moyen-Orient.

On pourrait alors imaginer un accord Europe-producteurs, sorte de "Stabex pétrolier", par lequel, en échange d'une garantie d'approvisionnement et d'une discipline de production, l'Europe des 12 (deuxième consommateur et premier importateur mondial de pétrole brut) garantirait aux producteurs intéressés un prix minimum ou, mieux, un revenu minimum<sup>(5)</sup>, libellé en écus; une partie de ce revenu pourrait être gérée conjointement pour financer des projets énergétiques ou non énergétiques communs.

Au cas où le marché s'effondrerait, les producteurs associés au système s'engageraient à freiner leur production et le revenu serait maintenu par un

gonflement des achats de stockage par les pays européens, le "retour" pouvant s'effectuer par un développement des achats de ces mêmes producteurs qui élargiraient de la sorte le recyclage des "pétro-écus" dans l'industrie européenne.

Inversément, en cas d'emballement des prix, les stocks constitués préalablement seraient libérés et les producteurs s'engageraient à accroître leur production.

Ces quelques idées sont bien sûr à approfondir, notamment en ce qui concerne la liaison de ce système avec le "Stabex" agricole et le "Symsin" minier et avec les accords de Lomé (qui pourraient, à cette occasion, être relancés), en ce qui concerne aussi son financement et son impact éventuel sur la compétitivité de l'industrie européenne vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon, au cas où le coût de l'opération serait directement transféré aux utilisateurs <sup>(6)</sup>.

Mais quelle que soit la formule concrète, l'important est qu'à l'instar du système monétaire européen dans le marché des changes, **l'Europe crée un îlot de stabilité dans le marché pétrolier**, préfiguration d'un système plus vaste assurant une stabilité à plus long terme, à l'abri de laquelle pourraient se définir à la fois une politique de l'énergie et de nouvelles relations économiques internationales.

Ce serait pour l'Europe l'occasion de retrouver un peu de sa crédibilité, au plus bas depuis qu'est apparue au grand jour son incapacité -à moins qu'il ne s'agisse de non-volonté- à infléchir le cours des événements politiques et militaires dans le Golfe.

## Notes

(1) Dès le mois de mai, le ministre irakien des Affaires Etrangères avait émis des menaces à peine voilées contre les "surproducteurs", dénonçant "ceux qui poursuivent ce jeu irresponsable".

(2) Les consommateurs y ont aussi perdu, puisqu'ils ont encaissé les hausses. Par contre, les compagnies pétrolières semblent avoir substantiellement profité de la situation, si l'on en croit les résultats dégagés au quatrième trimestre 1990 par les compagnies américaines, en hausse spectaculaire par rapport aux périodes précédentes. Cela s'explique aisément pour les firmes qui disposent de leurs propres sources d'approvisionnement puisqu'elles voient leur production doubler de valeur; cela s'explique aussi pour les firmes qui se sont portées contrepartie aux spéculateurs, en leur vendant à terme à 40 \$ et en rachetant à l'échéance à 20 \$... Magie des marchés à terme pour ceux qui en profitent mais cauchemar pour ceux qui y perdent; marchés particulièrement déstabilisateurs quand la spéculation prend le dessus et entraîne les prix dans des spirales incontrôlables.

(3) Les stocks mondiaux sont d'ailleurs à leur plus haut niveau depuis 1982 et représentent, pour les pays de l'Agence Internationale de l'Energie, près de cent jours de consommation, soit le montant énorme de 3.5 milliards de barils ou encore 15 % de la production annuelle mondiale !

(4) Que l'on observe la rapidité avec laquelle l'Arabie Saoudite, les Emirats et le Vénézuéla sont parvenus à compenser la perte de production de l'Irak et du Koweït.

(5) Les besoins financiers pour la reconstruction des pays sinistrés par la guerre du Golfe sont tels que c'est bien cet aspect du dossier qui sera l'enjeu principal des discussions.

(6) L'impact éventuel sur la compétitivité européenne peut avoir deux origines : soit un coût énergétique supérieur en dollars constants, soit une appréciation du coût en écus, par rapport au dollar et au yen. Il ne faut cependant pas en exagérer l'importance, un surcoût de 100 % (qui ne pourrait être qu'exceptionnel et temporaire) ne représentant, pour l'Europe des 12, qu'une perte de revenu d'à peine plus de 1 % de son PIB, en base annuelle (pétrole + gaz naturel). Par ailleurs, en ce qui concerne plus précisément le cours du dollar et du yen, il est utile de rappeler (et ceci concerne l'ensemble des mesures commerciales CEE-USA-Japon), qu'un pays laissant systématiquement se déprécier sa monnaie se livre en fait à des manoeuvres de *dumping*, qui pourraient parfaitement justifier une action au sein du GATT.

## kurdistan, pays de nulle part ?

entretien avec pervine jamil

*Saddam Hussein a pu gazer ses Kurdes en 1988 sans soulever une indignation considérable, et sans que soit mis en cause le soutien occidental dont il bénéficiait. Il a pu, en 1991, ressortir ses hélicoptères et déplacer son armée vaincue pour mater la révolte kurde sans que les coalisés, qui l'avaient encouragée et qui étaient toujours sur place, lèvent le petit doigt. C'est qu'une victoire kurde aurait déplu aux Turcs, aux Syriens et aux Iraniens. On préféra donc ne pas déranger le «nouvel Hitler» encore dénoncé la veille.*

*Cette félonie cynique, avec les informations progressivement diffusées sur les destructions massives en Irak, auront beaucoup fait pour donner une idée plus précise sur «le droit international» tel que le conçoit le gouvernement des USA, et sur les objectifs de guerre réels de celui-ci.*

*Au prix de dizaines de milliers de morts — une fois de plus, hélas — les Kurdes semblent aujourd'hui avoir réussi à interpeller l'opinion publique, et à obliger les puissances occidentales à faire preuve de moins de duplicité. Les revendications kurdes pourront difficilement être ignorées dans les accords régionaux à venir.*

*Dans le combat des Kurdes pour la reconnaissance de leur identité, la bataille de l'information reste essentielle. L'Institut kurde de Bruxelles y a pris sa part en publiant de nombreux documents, notamment un très précis Dossier Kurdistan (\*), trop rare en son genre.*

*L'Institut a évidemment aussi joué un rôle dans l'action humanitaire. L'urgence de celle-ci étant moins pressante, et la situation sur le terrain étant momentanément stabilisée, il est possible de tenter une évaluation des enjeux politiques. C'est le but de l'entretien que nous avons demandé à Madame Pervine JAMIL, présidente de l'Institut. (\*\*)*

**PJ.**- Le problème kurde est mal connu, en raison de sa complexité et aussi des intérêts -souvent puissants- qu'il met en cause. Ce qui vient de se passer est tout à fait significatif : si on parle des Kurdes, c'est à cause de la guerre du Golfe. Sans elle, un lourd silence aurait continué à peser sur nous.

Le Kurdistan pourrait être un pays prospère, avec ses ressources notamment pétrolières et hydrauliques. Mais précisément ces ressources, ainsi que sa situation géopolitique — proche du Golfe et aux portes de l'URSS — en ont fait un noeud d'intérêts stratégiques et économiques. Depuis toujours terre de passage, le Kurdistan, traversé par l'antique «route de la soie», intéresse les pouvoirs régionaux qui l'entourent mais aussi les pays riches : l'Europe, les Etats-Unis, l'Union soviétique, même si cette dernière a perdu une grande partie de son influence. Et, bien entendu, il a puissamment intéressé les colonisateurs britanniques et français, responsables de découpages de frontières aux conséquences durablement meurtrières.

La singularité du peuple kurde, qu'il partage avec le peuple palestinien, c'est de ne pas s'identifier à un Etat, de n'être pas et de n'avoir pas d'Etat à lui. En plus, le partage du Kurdistan en quatre parties rend plus difficile la compréhension du problème.

Je ne rappellerai pas qu'au lendemain de la guerre 14/18, le projet de statuts de la Société des Nations prévoyait la formation d'un Etat kurde et que ce droit du peuple kurde fut encore confirmé par le Traité de Sèvres en 1920. Toutes ces dispositions furent balayées par le rattachement en

(\*) *Dossier Kurdistan*, 2ème éd. 1989 (\*\*) Institut kurde de Bruxelles, 4 rue Bonneels - 1040 tél. 02-230.89.30

1921 de deux provinces kurdes à la Syrie, puis par l'annexion à la Turquie de la majeure partie du Kurdistan.

De fait, au terme d'épisodes dramatiques, le peuple kurde dépend aujourd'hui de quatre Etats; il est pris en tenaille entre quatre dictatures. Le but de ce dépeçage est évident: il s'agissait d'empêcher le peuple kurde de contrôler ses ressources économiques et de maîtriser son destin. Peut-être le fait que les Kurdes sont d'intrépides combattants a-t-il aussi incité au démembrement du pays ...

Certes, diviser pour régner et imposer des frontières artificielles est d'usage courant chez les colonisateurs, et d'autres peuples, notamment au Moyen-Orient, en ont subi les effets. Mais, encore une fois, être privé d'Etat crée des conditions particulièrement lourdes: pas d'écoles, pas de presse, pas de moyen de s'instruire, de travailler dignement. Un peuple sans Etat est toujours suspect et constamment menacé d'étouffement. Sait-on qu'en Syrie, c'est même la carte d'identité —c'est-à-dire une existence légale— qui est refusée à quelque cent mille Kurdes ? Sait-on que la langue kurde n'est enseignée que dans quelques coins d'Union soviétique et d'Iraq ?

A l'époque du chah d'Iran et avant l'effondrement des pays de l'Est, le Kurdistan était coincé entre deux blocs, américain et soviétique: la Turquie et l'Iran étaient les deux grands alliés des Etats-Unis, l'Iran étant le gendarme du Golfe et la Turquie, membre de l'OTAN, le rempart contre l'URSS. L'Iraq et la Syrie, classés pays socialistes, étaient les alliés militaires de l'Union soviétique contre «l'impérialisme américain et le sionisme». Lorsque le chah a été renversé et que l'Iran est devenu une forteresse islamiste, le sort des Kurdes a empiré. Et lorsque les régimes d'Europe centrale et orientale se sont effondrés, l'Iraq s'est senti lâché et, pris de panique, il a durci son emprise.

Malgré tout, on peut noter des différences (ou des nuances ?) dans le comportement des quatre Etats qui disposent du peuple kurde. Par exemple, l'Iran qui est une très ancienne puissance impériale, regroupe six nationalités; les Persans ne représentent que 40% de la population. Cela ne confère pas à ce pays un brevet de vertu, mais il me semble que les siècles y ont apporté des éléments de tolérance inter-ethnique. La Turquie

par contre, dont la population turque est arrivée dans la région seulement au XI<sup>ème</sup> siècle, est beaucoup plus homogène. Elle traite très durement les millions de Kurdes qui représentent un cinquième de sa population. Quant aux pays arabes, leur expansion s'est réalisée au travers de l'Islam, se prêtant volontiers à des mélanges de cultures.

Chacun peut comprendre que dans les conditions très spécifiques qui sont celles du peuple kurde, disposer d'autonomie, avec une garantie de droits politiques et culturels, est une revendication naturelle.

**CM.-** *Comment articuler cette revendication, tout à fait légitime, avec la demande d'une Conférence internationale sur les problèmes régionaux, dont le Kurdistan ?*

**PJ.-** Nous sommes intéressés à—et demandeurs de— pareille conférence. Car il est clair pour nous que le seul moyen d'accéder à une véritable autonomie, c'est d'internationaliser le problème. Le face à face du peuple kurde et de ses quatre «patrons» est mortel. Et le recours à pareilles conférences, sur le modèle de la Conférence pour la sécurité et la coopération de l'Europe, est de plus en plus fréquent, même si l'expérience du Secrétaire d'Etat américain Baker au Moyen-Orient montre que rien n'est facile en la matière. Le Parlement belge a d'ailleurs voté une résolution sur le Moyen-Orient, où il recommande la tenue d'une Conférence internationale qui traiterait notamment du problème kurde.

On a beaucoup parlé de droit et même de devoir d'ingérence à propos des secours à apporter aux Kurdes d'Iraq: il s'agissait avant tout de tranquilliser des consciences inquiètes. En effet vingt-huit Etats ont suivi les USA dans cette guerre, qui avait plus de rapports avec le pétrole qu'avec le droit international, et l'abandon des Kurdes qu'on avait appelés à se rebeller contre Sadam Hussein, cet abandon a créé un malaise certain dans une partie de l'opinion. D'où les opérations de secours au nom de l'ingérence. On se souvient des colis de vivres lancés par dessus une frontière, ou largués par hélicoptère et qui écrasaient les gens qu'on venait censément sauver... N'importe, même si ce spectacle m'a paru très gênant, même si les motifs n'étaient pas glorieux, l'événement est, je crois, sans précédent.

**CM.-** *Quels sont les alliés du peuple kurde, en particulier au Proche-Orient,*

dans son combat pour l'autonomie et donc pour une Conférence internationale ?

**PJ.-** On a souvent reproché aux Kurdes de conclure des alliances contre nature : les Kurdes d'Iraq s'appuient sur l'Iran, ceux d'Iran sur l'Iraq, ceux de Turquie sur la Syrie, etc.. Ces alliances sont réelles mais limitées, et nous y sommes acculés non pour des raisons politiques, mais par nécessité pratique, pour éviter l'asphyxie, pour prévenir une coalition de quatre armées...

De même, nous avons appris qu'une concentration de nos combattants dans une «zone libérée» peut constituer un piège, dans la mesure où elle est une cible pour une «guerre totale». C'est ce qui se passa en 1974 en Iraq, quand Sadam Hussein, malgré un accord de paix signé cinq ans auparavant avec le général Barzani, entreprit de liquider la résistance kurde et conclut un accord (Accord d'Alger, en 1975) avec le chah.

Mais quand vous m'interrogez sur des alliances politiques, il s'agit d'autre chose, et surtout de nos rapports avec les forces de gauche à l'intérieur de l'Iraq, de l'Iran, de la Syrie, de la Turquie. C'est un problème difficile, étant donné l'espace très réduit dont disposent les forces de gauche.

En Iraq, la seule opposition réelle, c'est le parti communiste qui la mène et ce parti a créé une section kurde: la lutte armée se mène donc en commun. Les autres partis, dits d'opposition, ne comptent pas... En Iran, c'est en commun que *fedayin*, *mudjahidine* et kurdes ont mené la lutte contre le chah.

Mais aussitôt après cette victoire, sont apparues des divergences graves, essentiellement à propos de «nationalisme» et «d'internationalisme».

**CM.-** Ou de «démocratie» ?

**PJ.-** En clair, le nationalisme kurde est mal perçu : on y voit un danger pour la démocratie, alors qu'à l'évidence, c'est seulement au travers de la démocratisation des différents Etats que les revendications kurdes pourront être satisfaites.

Par ailleurs, le nationalisme kurde, dans la mesure où il privilégie la lutte

nationale par rapport à la lutte des classes, devait aussi susciter la méfiance d'une certaine gauche.

Ajoutons-y le chauvinisme, qui n'épargne pas la gauche, et on comprendra que jamais n'a pu être réalisé un front uni.

**CM.-** *Et cependant, en Israël, on a vu et on continue de voir des forces de gauche se rassembler, malgré les difficultés, pour défendre les droits du peuple palestinien !*

**PJ.-** Oui et j'y applaudis comme vous. Mais n'oublions pas que quelle que soit la cruauté de la répression exercée contre les Palestiniens, il existe en Israël des structures démocratiques—un Parlement, une presse pluraliste—totalement inexistantes dans les quatre Etats qui dominent les Kurdes.

**CM.-** *Et la gauche turque, comment la jugez-vous ?*

**PJ.-** Dans les années 60, la plupart des militants kurdes sont entrés dans le Parti Ouvrier de Turquie, mais les Kurdes se sont vite aperçu qu'ils n'avaient rien à y dire. Ils se sont presque tous retirés pour former leur propre organisation. Et nous refusons de refaire l'expérience d'un amalgame, car le Parti Ouvrier de Turquie, très kemaliste comme les autres partis turcs, n'est pas encore tout à fait convaincu que les Kurdes ont le droit de s'organiser séparément. Ce droit, seul un parti (DEV-YOL d'extrême-gauche) le reconnaît formellement, mais en refusant des actions communes et en s'obstinant à nous traiter comme de petits enfants à qui il importe de donner des bons et des mauvais points...

Je garde pour ma part le souvenir de discussions interminables avec ces militants, sur le point de savoir si le régime turc, issu du coup d'Etat militaire en 80, était ou non fasciste, selon les critères de Dimitrov... Nous pensons que ces discussions, menées à coup de schémas, sont vaines.

Rien n'est facile, la gauche turque est elle-même divisée. Il reste un fait : nous n'avons aucun droit, et nous n'y sommes pas résignés !

**CM.-** *Comment vous situez-vous face au Pacte atlantique et à la Communauté européenne ?*

**PJ.-** Nous avons beaucoup souffert de la politique atlantique. Les bases de

l'OTAN en Turquie se trouvent en terre kurde : 300.000 soldats turcs encadrés par l'OTAN les occupent; nous sommes sous la botte atlantique. C'est la proximité de l'Union soviétique qui avait motivé cette présence. Mais aujourd'hui, si on admet que l'URSS ne constitue plus une menace pour l'Occident, rien n'est changé dans le dispositif des bases en Turquie. On a, semble-t-il, besoin de croire à un ennemi...

A l'heure où l'on s'interroge sur un «nouvel ordre mondial», la question de la stratégie américaine et de la stratégie européenne vis-à-vis du problème kurde est posée. Vont-elles se modifier ? Des ambiguïtés demeurent. La Turquie est membre du Conseil de l'Europe et candidate à l'adhésion à la CEE. Le Parlement européen a dénoncé des violations des droits de l'Homme en Turquie : il est bien évident que la démocratie est encore un leurre dans ce pays, et que l'autonomie kurde ne pourra se réaliser que dans un contexte démocratique.

Mais il ne faut pas prendre pour argent comptant toutes les proclamations des dirigeants turcs. Ils viennent de reconnaître des droits à la langue kurde, mais en fait l'administration et l'enseignement sont exclus des domaines où le kurde peut être utilisé. Cela revient pratiquement à admettre que parler kurde à la maison ou en rue n'est pas —plus—un crime! Autre exemple : le Parlement turc a aboli deux lois d'Ataturk condamnant le séparatisme, mais y a substitué une loi anti-terroriste dangereuse parce que très vague.

Le Parlement n'est qu'un paravent; la corruption sévit à tous les échelons. Et je ne crains pas de dire que la Turquie est à l'égard des Kurdes encore plus répressive que l'Iraq.

**CM.-** *Les pressions sur la Turquie en vue d'accélérer un processus de démocratisation constituent donc pour vous un enjeu considérable, enjeu auquel la Grèce est très intéressée, elle aussi. Cela dit, comment définissez-vous vos priorités dans le long combat que vous menez ?*

**PJ.-** Nous savons que la conquête de l'indépendance du Kurdistan est un objectif lointain. Mais, comme aucune grande puissance ni aucun pays au Proche-Orient ne veut nous donner cette indépendance, ce que nous revendiquons, c'est notre autonomie dans chacun des quatre Etats dont nous dépendons, et nous souhaitons qu'au cours de ce processus, ces

Etats se fédéralisent. Certes, autonomie n'implique pas fédéralisme, puisque celui-ci postule une réforme des structures actuelles des Etats concernés. Sans faire du fédéralisme une condition *sine qua non*, nous pensons que c'est une perspective dont les Kurdes pourraient utilement discuter avec la gauche (ou les progressistes ?) de Turquie, de Syrie, d'Iran et d'Iraq.

A court terme, nous réclamons la tenue d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU et avec des représentants de pays étrangers. Ce type de conférence est de plus en plus souvent envisagé à propos de dossiers complexes. Elle devrait se tenir dans un lieu étranger aux quatre Etats qui dominent le peuple kurde. Pour ma part, j'ai été surprise que les représentants des Kurdes d'Iraq se soient rendus à Bagdad pour négocier. Je ne suis pas seule à voir avec scepticisme une négociation menée sans contrôle international : l'histoire nous a appris à bannir la naïveté ...

(Propos recueillis par Michel Godard et Rosine Lewin)

---

## histoire du leadership palestinien depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle

abdel jawad saleh

*Le texte ci-après est la transcription d'un des cours donnés à la chaire Liebman 90-91, cet hiver à l'ULB. Cette chaire est offerte chaque année, pendant une semaine, à des professeurs étrangers, en accord avec la Faculté des Sciences sociales, économiques et politiques.*

*Le professeur JAWAD, tout comme Madame JAD auteur de l'article suivant, vient de l'Université Bir Zeit, université laïque de Cisjordanie, fermée par l'armée d'occupation israélienne depuis 1987. Un accord de coopération a été conclu avec l'ULB, et des cours continuent à être donnés clandestinement.*

*L'armée israélienne a refusé les visas de sortie de ces enseignants invités, qui vivent à Ramallah, pendant un an et demi.*

*On comprendra donc, dans ce cadre, que deux objectifs s'étaient imposés pour le choix des cours : faire enseigner l'histoire de la Palestine par des intellectuels palestiniens; promouvoir la circulation du travail intellectuel d'un peuple dominé et faire pression sur les autorités d'occupation pour que ce travail puisse reprendre dans son cadre universitaire.*

*Le professeur Saleh Abdel JAWAD est directeur de la Faculté de Sciences politiques. Sa thèse sur l'histoire du Fatah sera prochainement publiée chez l'Harmattan.*

*La transcription a été assurée par les soins de Daniel Liebman.*

La question du leadership palestinien en général, et plus particulièrement en Cisjordanie occupée, prend une place importante dans les recherches actuelles en sciences politiques sur la Palestine, comme en témoignent l'ouvrage de Moshe MA'OZ, *Palestinian leadership on the West-Bank* (1989), le livre de Emile SAHLIEH, *In search for leadership* (1988) et enfin le livre d'Ali JIRBAWI sur *L'Intifada et les leaders politiques en Cisjordanie et à Gaza* (en arabe).

Du point de vue chronologique, ces travaux sont complémentaires. Le premier traite du leadership de 1948 jusqu'à 1952, tandis que le livre de Sahlieh couvre une partie de la période traitée par le livre de Ma'oz, mais poursuit jusqu'aux mois qui ont précédé l'*Intifada*. Quant au troisième ouvrage, il a pour objet la première année de l'*Intifada*.

Du point de vue académique, et malgré une certaine inégalité dans la qualité des travaux, il s'agit de recherches sérieuses. Il nous a cependant paru nécessaire de combler un certain nombre de lacunes, et surtout d'introduire une autre grille d'analyse.

L'intervention directe de la puissance mandataire britannique, des différents services sionistes puis israéliens, et aujourd'hui le rôle prépondérant des media, ont déterminé en partie la constitution d'un leadership palestinien, lui-même mis en place par la volonté des Etats arabes. *C'est seulement en rapport avec les facteurs extérieurs que l'on peut évaluer l'autonomie relative du mouvement national palestinien*, en évitant le double piège de l'analyse spontanéiste et de la "théorie du complot".

*Le leadership palestinien est aussi le produit de structures socio-économiques spécifiques à la région, dont il faut suivre avec précision les transfor-*

mations selon le traitement que leur imposent les politiques successives des puissances occupantes (Empire ottoman, mandat britannique, régime jordanien, occupation israélienne). Cette recherche, qui s'appuie en partie sur des sources inédites et sur l'expérience de l'auteur dans le mouvement national palestinien, a pour enjeu de remettre en question un certain nombre d'idées préconçues sur le peuple palestinien et ses dirigeants, souvent considérés, selon le camp où l'on se situe, comme des terroristes immatures, ou des purs représentants de la cause arabe sacralisée.

## le leadership à la veille du 20<sup>ème</sup> siècle

Au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, avant les grandes réformes ottomanes - connues sous le nom de *tanzimat*- et l'insertion de la Palestine dans le marché mondial, la société palestinienne était dirigée par un leadership (*zaamat*) qui se répartissait en deux groupes principaux.

Dans le premier, on trouvait les notables des villes. Ceux-ci étaient des "achraf" (se définissant comme des descendants du prophète) : hauts fonctionnaires de l'administration, notables détenteurs de pouvoir économique (grands commerçants). Tant dans l'administration que dans la hiérarchie religieuse, les postes se passaient de père en fils <sup>(1)</sup>, ce qui a contribué à l'affirmation d'une semi-aristocratie de notables qui dirigeaient les villes palestiniennes.

Le deuxième groupe, constituant le *zaamat* des campagnes, était composé par les chefs des familles guerrières les plus puissantes. Leur fonction dans le système ottoman, avant les réformes, était de lever les impôts (la collecte était réalisée de façon collective). Ces familles assuraient également la sécurité du territoire, et celle des caravanes de pèlerins. Elles exerçaient leur autorité sur les campagnes où vivait une grande majorité de la population.

Des mariages entre les familles de ces deux groupes venaient renforcer leurs positions respectives. D'autre part, certains membres du deuxième groupe venaient s'installer dans les villes, renforçant ainsi les racines villageoises de certains notables citadins qui devaient avoir au moins l'une des caractéristiques suivantes : statut et prestige social; pouvoir économique; position intermédiaire entre la population et le pouvoir.

A partir de 1838, le pouvoir ottoman entreprit une série de réformes qui eurent pour conséquence d'affaiblir considérablement le leadership rural.

Les principaux changements apportés par ces réformes ottomanes (1838-64) furent de trois ordres :

- 1° la centralisation nécessita un nouvel appareil administratif composé de fonctionnaires mieux éduqués que ceux issus de la campagne;
- 2° la création d'un réseau de chemin de fer et de routes fut combinée avec la mise sur pied d'une armée régulière assurant la sécurité dans la région;
- 3° l'enregistrement juridique des propriétés foncières, à travers un processus complexe, a dépossédé les petits paysans au bénéfice des grands propriétaires, souvent commerçants dans les villes côtières.

La perte considérable d'influence des leaders ruraux s'opéra au profit de nouvelles forces sociales issues à la fois de ces réformes et des transformations économiques, sociales et culturelles résultant de la pénétration européenne dans la région, principalement dans les zones côtières (les régions montagneuses furent moins touchées).

Il s'agissait d'une part, des **marchands**, pour la plupart chrétiens, qui travaillaient comme agents pour les compagnies commerciales européennes (situées principalement dans les ports de Haïfa, Jaffa et Beyrouth)<sup>(2)</sup>; et d'autre part, des **fonctionnaires** formés dans les écoles largement laïcisées créées à l'époque par le pouvoir ottoman, et dans des écoles privées qui commençaient à proliférer sous l'impulsion des missions évangéliques s'implantant dans la région (principalement à Jérusalem, Bethléem, Nazareth).

Cette modernisation de l'éducation a eu un impact considérable sur la composition des élites locales et la distribution des cartes entre les différents acteurs sociaux. Les grandes familles demeurées dans les zones rurales, loin des nouvelles écoles évangéliques, seront progressivement marginalisées, à tel point qu'au début du XXème siècle

elles ne jouaient plus qu'un rôle local. Elles étaient exclues de l'élite socio-politique qui se constituait au niveau régional. Cette élite du début du XXème siècle est composée de grands propriétaires terriens résidant dans les villes, et des membres les plus influents de la "bourgeoisie" naissante et intellectuelle. Elle se caractérise par le haut niveau d'instruction de ses membres; les chrétiens, qui ont bénéficié le plus directement de l'installation des écoles évangéliques, y sont représentés de manière presque deux fois supérieure à leur proportion réelle dans la population.

### **sous le mandat britannique**

L'occupation britannique de la Palestine à partir de 1917, et le mandat qui l'a suivi, renforcent encore l'importance des zones urbaines au détriment des campagnes et celle de l'élite occidentalisée. De plus, la délimitation d'une frontière précise et permanente autour de la Palestine du mandat contribue à la formation d'une élite au niveau national palestinien. Jérusalem, centre administratif du mandat, devient le foyer principal de cette élite : plus d'un tiers de ses membres y habitent ou en sont originaires.

La composition sociale de l'élite sous le mandat détermine la forme des luttes politiques -essentiellement pacifiques- adoptée au cours des années 1920 à 1935 par les dirigeants du mouvement national palestinien contre la politique mandataire, qui favorisait la création d'un foyer national juif au détriment des Palestiniens : pétitions, envoi de délégations à Londres, manifestations pacifiques, etc..

Le leadership sous le mandat était le produit de structures socio-politiques régionales, à l'intérieur desquelles les Britanniques et le mouvement sioniste favoriseront l'émergence de personnalités "modérées" <sup>(3)</sup>. Ainsi le processus de formation du leadership palestinien s'effectue en partie sous le contrôle de la puissance mandataire. Plusieurs exemples illustrent ce changement. Déjà le rapport du comité King Crain de 1919 <sup>(4)</sup> parle d'une manipulation britannique de l'Association islamo-chrétienne de Jaffa et de son personnel, du *qadi* de Djennin, etc.. Mieux encore, les documents britanniques concernant le troisième Congrès Palestinien de 1920 révèlent que la majorité de ses membres étaient sous l'influence du -ou en liens avec- le Bureau Arabe, le service de renseignement britannique au Caire. Les membres arabes du Conseil Consultatif qui s'étaient réunis pour la

première fois à Jérusalem le 6 octobre 1920, sous la présidence du Haut Commissaire britannique, étaient issus des familles traditionnelles, mais aussi d'allégeance britannique ou peu enclines à l'opposition.

Deux méthodes facilitaient la tâche de la puissance mandataire. La première visait à la mise en place d'un fichier détaillé sur les personnalités, concernant leur statut social, passé politique, opinions, vie privée, évolution politique. Notre dépouillement des archives sionistes permet de montrer la présence de pareils fichiers dès les années 1920. Ils sont devenus, à la fin du mandat, un outil politique perfectionné. Par exemple, un des leaders palestiniens, Rachid Al Hadj IBRAHIM, était l'objet d'un dossier de dix-huit pages, régulièrement complété par les services de renseignement de l'Agence Juive de 1940 à 1946, concernant sa vie politique et privée, et même celle de ses enfants. D'autre part, les mêmes sources démontrent les tentatives continues de la section arabe de l'Agence Juive de manipuler certaines personnalités palestiniennes et arabes, dont des journalistes, en leur octroyant certains privilèges.

La deuxième méthode consistait à empêcher la mise en place d'un système électoral qui eût été à même de créer un leadership véritablement représentatif. L'absence totale d'élections permettait dans un premier temps d'influencer les institutions et associations arabes, en donnant la possibilité aux Britanniques de remettre en cause la légitimité de ces leaders à partir du moment où ceux-ci étaient obligés de suivre l'opinion et les revendications populaires <sup>(5)</sup>, et dans un deuxième temps, cela empêchait de démontrer que les Juifs étaient minoritaires en Palestine (entre 8 et 10 % en 1917, et 33 % en 1947).

Cependant la politique du mandat, celle du mouvement sioniste, et la situation économique mondiale vont être à l'origine de transformations sociales importantes. La politique d'achat et de confiscation des terres ne frappera pas que les grands propriétaires terriens : l'application du principe du Travail Juif, qui voulait que les terres spoliées aux Arabes ne puissent être exploitées que par des Juifs, conduisit à un processus de prolétarianisation et d'exode rural pour les paysans palestiniens.

La création d'une économie juive indépendante et parallèle à l'économie arabe, renforcée par les lois britanniques très favorables, et l'afflux

important de capitaux juifs <sup>(6)</sup> vont provoquer un blocage et une stagnation de la grande bourgeoisie palestinienne, issue souvent du milieu des grands propriétaires fonciers.

Malgré la faiblesse économique croissante de ces deux catégories sociales (grands propriétaires terriens et grande bourgeoisie), celles-ci continuent à exercer une influence prépondérante au sein du leadership palestinien, bien que nous constatons l'émergence d'une classe moyenne basée sur une éducation scolaire. Cependant, ni cette émergence ni l'affaiblissement de la bourgeoisie terrienne et industrielle n'ont une influence significative quant à la composition du leadership, malgré la participation massive des paysans palestiniens dans la révolte de 1936-1939; il s'agissait, là encore, d'un leadership citadin, ce qui explique la cassure entre la population et ses représentants.

### **les effets de la guerre de 1948**

La guerre de 1948 et l'exode forcé qui s'ensuit vont durement toucher l'élite politique. D'une part, la plupart de ses membres, qui se trouvent poussés hors des frontières prises par Israël, ont perdu complètement et brutalement leurs bases économiques; d'autre part ces dirigeants politiques sont considérés par la majorité écrasante de la population comme, au moins partiellement, responsables de la défaite de 1948. D'abord, du fait de leurs pratiques souvent influencées par la rivalité et les intérêts personnels, qui sont la cause de la division de l'unité nationale. D'autant plus que la plupart d'entre eux avaient quitté la Palestine avec leur famille dès mars-avril 1948, lorsque les forces armées du *Yishouv* commencèrent le premier massacre. De tous les membres du Haut Comité Arabe créé en 1947, qui représentait la plus haute instance politique palestinienne de l'époque, un seul, le Docteur Hossein AL KHALEDI, se trouvait encore en Palestine pendant la guerre de 1948. Ces personnalités qui s'étaient réfugiées dans les capitales arabes avoisinantes (en particulier Beyrouth et Le Caire), ou dans les capitales occidentales, perdirent dès lors tout rôle réellement important dans le mouvement national palestinien.

Les partis politiques palestiniens (qui n'étaient en réalité que des partis représentant des coalitions familiales) ont disparu alors, laissant la place à de nouveaux types de partis politiques, que nous examinerons plus tard.

Dans les territoires qui, en mai 1948, deviennent l'Etat d'Israël, les structures sociales et économiques de la communauté palestinienne furent rapidement disloquées, ainsi que, bien évidemment, son ancienne direction politique. La structure sociale du reste de la population palestinienne, celle qui devient donc des réfugiés au Liban et en Jordanie, et celle qui reste dans les territoires annexés par le royaume de Jordanie (Cisjordanie) et l'Egypte (Gaza), connut de profondes transformations.

Premièrement, un processus brutal de "dépayssannisation" de la masse des réfugiés transformés, pour la plupart, en chômeurs <sup>(7)</sup>.

Deuxièmement, la naissance et l'expansion rapide d'une petite bourgeoisie, composée de fonctionnaires, d'instituteurs et de membres des professions libérales. Ceci est lié au fait que, ayant perdu leurs moyens essentiels de subsistance (en particulier la terre), les Palestiniens furent obligés de se tourner vers l'éducation et l'acquisition de compétences professionnelles.

Cette évolution se reflète dans la composition de la direction du mouvement national palestinien d'après 1948, dans lequel on rencontre principalement deux catégories sociales. La première est justement cette petite bourgeoisie en formation, dont les membres constituent l'élément dominant parmi les dirigeants de partis politiques qui vont créer le Mouvement de Libération Nationaliste Arabe (Georges HABBACHE, Waid HADDAD), et le parti islamique : *Taqiyi al-din Nabhani*. On remarque que les Palestiniens favorisèrent des partis politiques visant au-delà du nationalisme purement palestinien (unité arabe, internationalisme marxiste, ou islamique). Cela est dû à une analyse de la défaite de 1948 selon laquelle le manque d'unité était la raison principale de la défaite.

Troisièmement, et par contre, en Cisjordanie et à Gaza, les notables traditionnels de la région, ayant conservé leur base économique, continuent de jouer un rôle prépondérant au sein de la société palestinienne, d'autant qu'ils occupent également des postes importants dans l'appareil administratif et politique jordanien. C'est le cas par exemple de personnalités comme Anwar NUSSEIBEH, Rawhi et Anouar AL KHATIB à Jérusalem, Hussein EL KHALIDI, Ragib AL-NACHACHIBI, Kamel IRIKAT, Kasem RIMAWI, Hannah KHALAF, Hikmat AL MAASSRI (Naplouse) et Cheikh Mohamed

AL JABARI (à Hébron).

Remarquons que, parmi ces personnalités, plusieurs adhéraient au nationalisme palestinien avant de s'intégrer à l'appareil jordanien. Une bonne partie d'entre elles étaient originaires de Jérusalem.

Le premier Conseil National Palestinien qui s'est réuni à Jérusalem le 28 mai 1964, annonçant la création de l'OLP, regroupait essentiellement les Palestiniens de la diaspora (souvent membres de professions libérales ou instituteurs, fonctionnaires), les grands propriétaires terriens et la grande bourgeoisie de Cisjordanie et de Gaza. L'ancienne élite des territoires occupés par Israël en 1948 voit par contre son rôle diminuer.

Les membres de ce CNP, qui vont établir la base constitutionnelle de l'OLP, n'ont pas été élus par la population palestinienne, et les gouvernements arabes (principalement la Jordanie et l'Égypte) y avaient des alliés. Le fait que le roi Hussein avait accepté, malgré des réserves, la création de l'OLP et la tenue du CNP en territoire jordanien, à Jérusalem, avait amené les Palestiniens à accepter l'intervention jordanienne dans le choix de certains représentants.

Le cas de CHUKEIRI, qui a organisé le CNP de 1967 et rédigé la première Charte Palestinienne, accédant de fait au statut de premier chef historique de l'OLP, est particulièrement significatif. Militant nationaliste depuis le début des années 1930, il est l'un des fils de Hadj ASSAD AL-CHUKEIRI, grand notable du Nord de la Palestine devenu un pilier de l'opposition face au *mufti* de Jérusalem, et qui était déjà soutenu financièrement par l'Agence Juive. Avocat, il est choisi depuis 1945 pour participer au Bureau Arabe d'Informations dirigé par Mussa AL ALAMI. Après 1948, il travaille pour la délégation syrienne, puis la saoudienne, à l'ONU. En 1963, à la mort de Ahmad HILMI BASHA, Président du gouvernement fantoche de Palestine, CHUKEIRI fut coopté pour le remplacer au sein de la Ligue Arabe. C'était l'époque où apparaissait l'idée d'une entité nationale palestinienne : l'OLP fut créée par les Etats arabes pour canaliser cette revendication.

L'histoire se répète : les représentants palestiniens, même s'ils sont en majorité nationalistes, ne sont pas élus par le peuple palestinien, pour différentes raisons qui tiennent d'une part à l'impossibilité de tout processus

démocratique (aussi bien sous le mandat qu'après la défaite de 1948), et d'autre part à la volonté de contrôle des Etats arabes.

## les territoires occupés après 1967

Après la guerre de 1967, aussi étrange que cela puisse paraître dans le contexte actuel, ce sont les éléments pro-jordanien qui ont constitué la principale cible d'Israël dans les Territoires Occupés. En effet, malgré le soutien grandissant accordé par la population à l'OLP, la tendance dominante était à cette époque en faveur d'un retour au sein du royaume hachémite. Ceci explique que l'objectif prioritaire d'Israël était de détruire les forces pro-jordanien et de renforcer la position "séparatiste". Aussi la première personnalité à être expulsée par les autorités israéliennes fut un haut fonctionnaire lié à l'administration jordanien, le cheikh Abdel Hamid AL-SAIH, qui était à la tête de la hiérarchie du *waqf* (institution gérant les biens islamiques) (8), et le second expulsé fut Raouhi AL-KHATIB, à l'époque maire de Jérusalem.

La politique du gouvernement militaire dans les Territoires a par contre consisté à épargner, sinon à renforcer les positions de ceux qui préconisaient l'indépendance et la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. C'est le cas par exemple, de l'avocat Aziz SHEHADEH de Ramallah, partisan depuis 1948 de la création de deux Etats (l'un juif et l'autre palestinien) et de Cheikh Mohammed AL-JA'ABARI, maire de Hébron, "parrain" du célèbre congrès de Jéricho de 1948, autrefois partisan de l'annexion complète de la Cisjordanie au royaume hachémite, mais qui soutient après 1967 l'idée d'un Etat palestinien indépendant.

On assiste à cette époque à un déplacement du centre d'activité et de mobilisation politiques de Jérusalem vers d'autres grandes villes des Territoires Occupés, principalement Ramallah et El-Bireh, situées à une dizaine de kilomètres au Nord de Jérusalem. Ceci est dû à trois facteurs principaux :

1. la répression menée par les autorités israéliennes contre l'élite socio-politique de Jérusalem, dans le cadre du plan d'annexion et de judaïsation de cette ville;
2. la forte concentration d'intellectuels dans la région de Ramallah

et de El-Bireh, liée à des particularités historiques et géographiques; 3. la personnalité des maires de ces deux villes, Nadim AL-ZAROU à Ramallah et Abdel Jawad SALEH, mon père, à El-Bireh; ceux-ci incarnaient une nouvelle génération de dirigeants, engagés, jeunes, diplômés, en rupture avec les précédentes générations de maires en place sous le régime jordanien.

Il faut noter l'importance prise, du fait de l'absence du pouvoir jordanien, par les structures municipales dans l'organisation socio-politique des Territoires Occupés, et le fait que la politique du ministre de la Défense israélien, Moshe Dayan, a consisté à cette époque à favoriser ces structures afin d'essayer de mettre en place une sorte "d'autonomie" *de facto* sous l'hégémonie israélienne.

Cependant, il faut rappeler que le centre réel du mouvement national palestinien était alors situé à Amman, où se trouvait la base politico-militaire de la résistance palestinienne et de l'OLP (présidée depuis 1969 par Yasser Arafat). Arafat, leader du *Fatah*, et les autres dirigeants palestiniens en exil (tous issus de la petite et moyenne bourgeoisie), sont devenus des symboles de la direction du mouvement national aux yeux de l'ensemble des Palestiniens et de l'opinion publique arabe et internationale.

La résistance palestinienne armée et la bataille de Karameh vont changer le rapport de forces au sein de l'OLP et au CNP. Une nouvelle génération de dirigeants, issue de la Résistance et de ses institutions de masses, va constituer la majorité du CNP et des hautes instances de la centrale palestinienne, remplaçant ainsi les éléments traditionnels pour la plupart relativement liés aux régimes arabes (Egypte et Jordanie en particulier).

Le début de la guerre civile en Jordanie, dans les années 1970-1971, annonce le divorce entre le régime jordanien et l'écrasante majorité de la population de la Cisjordanie. De plus, les accrochages avec l'armée libanaise en mai 1973 firent apparaître la précarité de cette situation où le mouvement national reposait sur des bases situées dans les pays arabes voisins d'Israël. Ainsi les Territoires Occupés retrouvèrent-ils à cette époque une place prépondérante dans la stratégie du mouvement de résistance, tant aux yeux de l'élite de l'extérieur que de celle de l'intérieur.

L'aboutissement de cette évolution est la création, en août 1973, du Front National Palestinien, qui se définissait comme le "bras" de l'OLP dans les Territoires Occupés. Le Front, clandestin, regroupait toutes les forces représentées dans l'OLP, et surtout le Parti Communiste Palestinien et un certain nombre de personnalités indépendantes.

Notons que la plupart de ses membres avaient milité, durant les années 1950-1960, au sein des partis nationalistes arabes (principalement la section jordanienne du Baas) ou du Parti Communiste Palestinien. Par ailleurs, Jérusalem était très peu représentée, ce qui reflète l'amointrissement de la position de cette ville, annexée par Israël, dans le mouvement national palestinien. Mais surtout, et pour la première fois depuis l'émergence de la résistance armée le 20 janvier 1965, le programme de ce Front proclamait *la lutte contre l'occupation "par tous les moyens", et pas seulement les moyens militaires*, ce qui sera repris par la suite par l'OLP. Pendant sa brève existence, les activités du Front National Palestinien furent exclusivement politiques.

Ce Front, qui regroupait des organisations et des chefs relativement représentatifs de la population des Territoires Occupés (beaucoup sont élus, aucune ingérence arabe ou israélienne dans le choix des membres, solide base sociale et politique), a vivement inquiété les autorités israéliennes qui ont violemment réagi contre ses membres. Ainsi, quatre mois seulement après sa création, sept de ses dirigeants furent expulsés et nombre de ses cadres emprisonnés, certains pour de longues périodes.

L'expulsion, la déportation, l'emprisonnement et l'assassinat politique sont en effet des instruments utilisés par les autorités d'occupation israéliennes pour tenter de maîtriser, dans la mesure du possible, l'apparition d'un leadership palestinien autonome. L'assassinat politique est cependant réservé aux seuls leaders de l'extérieur les plus compétents. Ainsi KANAFANI, Naïm KHADER, Abou JIHAD et tant d'autres...

L'expulsion de leaders palestiniens était déjà pratiquée depuis 1918 par les Britanniques. Elle restait cependant temporaire et limitée en nombre. Après l'occupation de 1967, elle a été utilisée de façon permanente (c'est-à-dire : à vie), et a touché près de 2.000 personnes, pour la plupart

dirigeants de première et deuxième ligne, amputant la société palestinienne de son élite politique et intellectuelle.

Au-delà d'une sanction collective visant, comme dans la plupart des situations coloniales, à décapiter un mouvement de libération, il s'agit pour Israël de **vider les territoires** que son armée occupe, dans une perspective d'expansion qui implique d'**empêcher la société palestinienne de se construire**, en tentant de décourager la population de vivre sur sa terre.

## les élections de 1976

Les élections municipales libres de 1976 en Cisjordanie (mais non à Gaza) constituent un tournant dans l'histoire du leadership palestinien. La majorité des maires, élus sur un programme de soutien à l'OLP, appartenaient globalement à la même catégorie sociale que les dirigeants du FNP : médecins, avocats, pharmaciens, ingénieurs, enseignants et syndicalistes; 28 % au moins étaient diplômés, la plupart relativement jeunes, de tendance progressiste ou libérale. Ils provenaient souvent de familles socialement prestigieuses.

Ce leadership était réellement représentatif car il était librement élu, ce qui lui apportait une légitimité aussi bien pour la population palestinienne et l'opinion arabe que pour le gouvernement israélien, qui avait autorisé les élections; c'est pourquoi il se distingue des leaderships précédents, et même des dirigeants de l'extérieur (OLP).

Il représente le nouveau changement social survenu sous l'occupation : urbanisation accrue, marginalisation de la grande bourgeoisie terrienne et industrielle (\*), prolétarianisation des paysans à une plus vaste échelle que sous le mandat, et rôle plus important des professions libérales.

Le résultat de ces élections reflète aussi une profonde transformation politique et idéologique qui contribue à rendre possible la construction d'une entité palestinienne indépendante (Etat Palestinien). Ceci est dû à deux facteurs : la lutte et la politique de l'OLP; la répression israélienne brutale, combinée à l'impact paradoxal du modèle démocratique israélien par comparaison avec la corruption et la dictature des Etats arabes.

Les maires de Cisjordanie et le Comité d'Orientation Nationale, créé en 1978 sous une forme semi-légale, vont diriger la lutte nationale jusqu'en 1982. Le gouvernement israélien avait laissé une certaine marge de manoeuvre à ce comité, espérant que celui-ci s'engagerait dans le processus de Camp David. Ce ne fut pas le cas, et en mai 1980, deux maires qui en étaient membres, Muhamad MILHEM (de Halhul) et Fahd AL-QAWASMEH (de Hébron), furent expulsés; un mois plus tard, trois autres maires (Bassam CHAKAA de Naplouse, Karim KHALAF de Ramallah et Ibrahîm AL-TAWIL de El-Bireh) furent visés par des attentats de "groupes extrémistes". En 1982, le Comité d'Orientation Nationale a été déclaré illégal...

Cette même année eut lieu l'invasion du Liban, dont l'un des objectifs était de détruire les infrastructures sociales, politiques et militaires de l'OLP, mais qui visait surtout à affaiblir le mouvement national palestinien de l'intérieur, celui-ci étant étroitement coordonné avec le mouvement de résistance à l'extérieur dont il recevait un soutien important.

Le départ de l'OLP de Beyrouth, en septembre 1982, aura principalement deux effets :

- (1) le processus commencé en 1974, et conduisant à mener la lutte sur les plans diplomatique et politique plutôt que militaire, s'intensifie et atteint un point de non-retour;
- (2) contrairement aux objectifs visés par Israël, l'OLP (et en particulier sa branche *Fatah*) consacrera désormais tous ses efforts au renforcement des structures politiques et organisationnelles à l'intérieur (mouvement de masse, associations de femmes, d'étudiants, syndicats, etc.), qui seront en quelque sorte l'incubateur de la nouvelle génération dirigeante, celle-là même qui fournira quelques années plus tard la plupart des cadres de l'*Intifada*.

Pendant cette période qui précède l'*Intifada*, la recherche d'un règlement politique par l'OLP, et le rapprochement jordano-palestinien dès 1983, ont contribué à mettre au premier plan des personnalités pro-jordaniennes ou de nouvelles personnalités modérées liées à l'OLP, partisans d'une confédération jordano-palestinienne, du rapprochement avec l'Occident et d'un dialogue palestino-israélien.

La force de ces éléments a été exagérée par rapport à leur implantation politique réelle dans la population, et ce surtout du fait des media qui les ont présentés comme les chefs du mouvement national à l'intérieur. Il s'agit typiquement d'un *mass media created leadership*. La "modération jusqu'au bout" de ce nouveau leadership et sa faiblesse relative plaisaient à la direction de l'OLP, qui craignait auparavant la formation d'un vrai et puissant leadership à l'intérieur. Les ex-maires élus de Cisjordanie, qui avaient été expulsés ou destitués, devaient leur poste à une base solide et ne se ralliaient pas systématiquement aux positions de l'OLP. En 1982, le plus populaire d'entre eux, Bassam CHAKAA, maire destitué de Naplouse, avait acquis dans les Territoires Occupés une estime aussi importante que Yasser Arafat, ce qui ne fut pas pour plaire à la direction de l'OLP. On peut parler, sur ce point précis, d'une convergence objective entre la politique israélienne et la volonté de l'OLP. -

Mais les méthodes, les motifs et les objectifs ne sont évidemment pas identiques.

## les éléments pro-jordaniens dans l'intifada

L'*Intifada* à son tour a changé le paysage politique. Tout d'abord, elle a porté un coup très dur aux éléments pro-jordaniens, qui sont en général des notables ou des fonctionnaires "traditionnels" insérés dans un système de clientélisme familial et ayant des intérêts économiques communs avec la Jordanie, soit qu'ils soient de grands propriétaires terriens de Cisjordanie et de Gaza exportant leurs produits vers la Jordanie (ou, à travers la Jordanie, vers les pays du Golfe), soit qu'ils occupent des postes importants dans l'administration jordanienne encore en place (le *waqf*: la gestion des biens islamiques). Cette faible élite a été favorisée par la décision du Sommet de Bagdad d'apporter une aide financière à la Jordanie, aide qui avait servi à renforcer les structures économiques des Territoires Occupés, dans le cadre de la stratégie du *sumud* (tenir bon). A la suite de ce Sommet, un comité mixte jordano-palestinien chargé de gérer ces fonds a été créé : les Jordaniens, mieux au fait de la bureaucratie que les bureaucrates de l'OLP, ont réussi à orienter des fonds considérables vers cette élite.

Malgré cet appui, avant l'*Intifada* déjà, ces éléments n'étaient pas assez

forts pour influencer de manière notable les événements dans les Territoires Occupés. En effet, ils ne jouissent pas aux yeux de la population d'une grande légitimité, du fait des souvenirs toujours vivants de 1970, de la politique jordanienne à l'égard de la Cisjordanie avant et après 1967, souvent ressentie comme discriminatoire sur le plan économique et culturel, et enfin de la rupture de la coordination politique jordano-palestinienne en février 1986. Rejetés par la nouvelle génération, ils essaient en vain de jouer un rôle dans l'*Intifada* en créant le Rassemblement National Jordano-Palestinien, mais ils ont été attaqués dans les communiqués du Commandement Unifié National du Soulèvement. Les communiqués 4 et 5 comportaient des attaques contre eux et contre le journal *An-Nahar*, porte-parole de ces forces pro-jordanienes dans les Territoires Occupés, le régime jordanien étant la cible des critiques formulées par les forces nationalistes.

Cependant leur affaiblissement maximum se situe au moment où le souverain jordanien décide de couper les liens administratifs et politiques avec les Territoires Occupés, le 28 juillet 1988.

## les islamistes dans l'intifada

Le grand changement survenu durant l'*Intifada* au niveau des forces politiques et du leadership, c'est l'émergence des forces islamistes, principalement le mouvement de résistance islamique *Hamas*, bras militant des Frères Musulmans.

L'apparition des islamistes dans les Territoires Occupés remonte à 1946, date à laquelle a été créée la première branche palestinienne des Frères Musulmans, très liée au mouvement des Frères Musulmans d'Égypte. Après 1948, leur force s'est développée surtout dans la bande de Gaza et dans le Sud de la Cisjordanie, et ce principalement pour deux raisons : d'une part, ces régions sont les plus conservatrices de Palestine; d'autre part les Frères Musulmans, qui s'étaient portés en grand nombre volontaires pendant la guerre de 1948, ont combattu les forces sionistes surtout dans le Sud de la Palestine et dans le Neguev, ce qui leur a valu une grande popularité dans ces régions.

Mais leur mouvement fut considérablement affaibli par les heurts qui les opposèrent à Nasser, devenu dans les années 50 le symbole du nationalisme

arabe dans lequel les Palestiniens mettaient beaucoup d'espoir pour libérer la Palestine.

Cependant, la défaite de 1967, qui fut souvent considérée comme la défaite du nationalisme arabe et celle de Nasser en particulier, puis la défaite des organisations de gauche lors du Septembre Noir en Jordanie, et enfin la montée de l'extrémisme religieux israélien et la victoire de la révolution iranienne ont permis, dès la fin des années 1970, la création de nouvelles forces islamistes dans les Territoires Occupés et surtout à Gaza. La "tolérance" implicite d'Israël à leur égard a également contribué à faire des Frères Musulmans l'une des principales forces dans cette région.

Il faut distinguer, à l'intérieur de ces forces islamistes, trois tendances principales : le mouvement des Frères Musulmans, le Parti de Libération Islamique (*Hezb Al Tahrir al Islami*) et le *Jihad* islamique<sup>(10)</sup>. Les dirigeants des Frères Musulmans, dont la moyenne d'âge est assez élevée, comprennent surtout des fonctionnaires qui travaillent dans l'administration, dans les écoles publiques ou dans celles de l'UNRWA (Office des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens), très nombreuses dans la bande de Gaza. De même ceux du Parti de Libération Islamique ont, dans l'ensemble, les mêmes origines. Par contre, le *Jihad* islamique représente une génération plus jeune. Les théoriciens du mouvement, Cheikh Abdel Azziz ODEH (récemment déporté) et le chef organisationnel, le docteur Fathi AL-SHIQAQI, ont accompli leurs études en Egypte et ont été très influencés par Sayed QATAB, un théoricien radical du Mouvement des Frères Musulmans. Actuellement, le *Jihad* islamique ne représente pas une grande force sur le plan organisationnel. En effet, né en 1981, ce mouvement a été très durement frappé par la répression israélienne, contrairement au mouvement des Frères Musulmans, longtemps épargné par les services de sécurité israéliens.

En effet, ce n'est que depuis mai-juin 1989, lorsqu'elles sont arrivées à la conclusion que ces derniers refusaient de jouer le jeu israélien, que les autorités d'occupation ont commencé à le frapper de manière sévère et systématique. Parmi les premiers à être touchés par cette répression se trouve le cheikh Ahmed YACINE, un instituteur paralysé qui était le chef de *Mujama al-Islami*, une base politique et sociale de Frères Musulmans à Gaza.

## les forces nationalistes de l'olp et l'intifada

Ces forces comprennent deux éléments : les forces militantes et les personnalités politiques. Ce sont les forces militantes qui sont à l'origine de l'*Intifada* et de la création du Commandement National Unifié du Soulèvement, lequel est en rupture presque totale avec les différentes élites qui ont pré-existé en Palestine. En premier lieu, il ne s'agit plus de "personnalités", mais de militants qui ont des liens organisationnels avec les quatre forces principales de l'OLP présentes dans les Territoires Occupés : le *Fatah* qui est l'élément prédominant, le FPLP de Georges Habbache, le FDLP de Nayeh Hawatmeh et le Parti Communiste Palestinien, représenté pour la première fois au Comité Exécutif de l'OLP en mars 1987.

Ces liens organisationnels permettent la transmission des messages de l'OLP à toute la Cisjordanie et à Gaza. Ces mêmes liens avec l'extérieur ont permis aux dirigeants locaux d'obtenir des financements et une légitimité.

Fait nouveau : contrairement à une idée généralement répandue, avec l'*Intifada* l'OLP maîtrise plus que jamais le cours des événements à travers ces militants liés organisationnellement à la centrale palestinienne. Remarquons que les tentatives israéliennes de détruire le leadership des maires et du Comité d'Orientation Nationale ont abouti en fait à l'émergence de nouveaux dirigeants, plus jeunes, plus combatifs et étroitement liés à l'OLP. Les forces de sécurité israéliennes avaient déjà perçu ce changement en novembre 1985 : à cette date, et pour la première fois, les leaders palestiniens expulsés n'étaient plus des "personnalités" mais des militants plus jeunes liés à la centrale palestinienne.

D'autre part, il s'agit de chefs semi-clandestins qui ne participent pas à des délégations ou conférences de presse, qui fonctionnent de manière plus ou moins décentralisée, ce que les Israéliens ont du mal à saisir et à combattre. Ainsi, lorsqu'ils ont réussi à mettre la main à plusieurs reprises sur des membres du Commandement Unifié, cela n'a en rien modifié le développement du mouvement.

En effet, il s'agit non d'un comité désigné et permanent avec un Q.G., mais d'une forme de coordination entre les quatre composantes du C.U.. Cette forme d'organisation était indispensable pour échapper aux coups des services de renseignements israéliens.

Enfin, il s'agit d'une nouvelle génération dont la moyenne d'âge se situe autour de trente ans. Issus des camps de réfugiés, des villages ou des couches modestes des villes, ex-prisonniers politiques ayant passé leur jeunesse dans les prisons, diplômés des universités locales (principalement celle de Birzeit) sans travail ou n'ayant que des emplois précaires, ces dirigeants sont aussi en rupture avec leurs prédécesseurs : ils ont tous acquis une longue expérience politique et militante au sein des différentes associations et organisations de masse, et même dans les prisons israéliennes considérées comme des "écoles de militantisme" <sup>(11)</sup> ou des lieux d'éducation populaire.

La deuxième composante de ces forces nationalistes est constituée de personnalités, principalement basées autour de Jérusalem. Il ne s'agit pas d'un groupe homogène : certaines ont joué un rôle important dans le mouvement national des Territoires Occupés dans les années 1970 et au début des années 1980, et restent très respectées et écoutées dans les milieux militants. D'autres ont moins de prestige et sont moins directement impliquées dans le mouvement national, ce qui n'empêche pas les media israéliens, occidentaux et même palestiniens de les présenter comme les chefs de l'*Intifada*, alors qu'une grande partie d'entre eux n'a participé ni à la lutte ni à l'élaboration des structures de l'*Intifada*, et en subit moins directement les conséquences. Ceci provoque parfois une certaine amertume dans le reste de la population. Cependant ces "militants médiatiques" n'en jouent pas moins un rôle important pour l'*Intifada*, car ils en représentent la façade et peuvent en être le porte-parole; rôle qui pour des raisons de sécurité ne peut être assuré par les véritables dirigeants du Commandement Unifié.

Cette composante de "personnalités" joue un rôle prépondérant dans les contextes où la lutte passe avant tout par les voies diplomatiques, par exemple sur les propositions de Bassam Abou CHARIF (conseiller d'Arafat) en juin 1988, ou lors des discussions préparatoires au CNP. Ils sont également les interlocuteurs de la gauche israélienne et du mouvement international pour la paix au Moyen Orient. En cas de négociations dans l'avenir, ce groupe sera investi d'une responsabilité importante.

## Conclusion

Cet aperçu socio-historique nous permet de saisir l'importance des facteurs extérieurs sur la formation du leadership :

- politique** - mandat, occupation;
- économique** - insertion des produits palestiniens dans le marché mondial, politiques économiques (britannique, jordanienne et israélienne) appliquées dans les Territoires Occupés;
- guerres et répression** - surtout expulsions des leaders, emprisonnements, assassinats politiques;
- rôle nouveau des mass-media** - dans la mise en valeur ou l'occultation des leaders palestiniens.

Notre recherche est exclusivement consacrée à la société palestinienne, mais nous pensons que cette thèse relative aux facteurs extérieurs peut s'appliquer, au moins partiellement, à une grande partie du Tiers Monde.

## Notes

(1) ABOU MANNEH, Boutros "The Husaynis : The rise of a notable family in 18th century Palestine", in KUSHNER David, *Palestine in the late ottoman period*, Yad Ishaq Ben Zvi Press (1986), p.93. Abou Manneh mentionne que, dans les lettres envoyées par le pouvoir central ottoman, figurait la formule "d'autant plus que cette fonction était déjà celle de ton père et de ton grand-père".

(2) Le Nord de la Palestine appartenait à l'époque au *wilayat* de Beyrouth. C'est ainsi qu'une famille grecque orthodoxe de Beyrouth, les Soursook, a pu s'approprier des milliers d'hectares dans la plaine de Marj Ibn Amar (Nord de la Palestine). Ce territoire sera plus tard vendu aux Juifs.

(3) Ou qui ne présentent pas les qualités nécessaires pour faire réellement aboutir les revendications du mouvement national palestinien.

(4) Le Comité King Crain (1919) était chargé par la Conférence de paix à Paris de faire un rapport sur les sentiments et opinions de la population arabe en Grande Syrie. Le rapport montrait clairement l'opposition unanime des habitants de la région au mouvement sioniste, et leur aspiration à l'indépendance. Du fait de cette conclusion, le rapport resta secret jusqu'en 1922 et ne fut pas utilisé comme document pour la Conférence.

(5) Le même phénomène se poursuit de nos jours : les autorités d'occupation israéliennes empêchent toute forme d'élection, quoi qu'elles en disent, et les membres de l'OLP ne sont pas issus non plus d'un processus électoral. Dans les deux cas, cette situation favorise la remise en cause de la représentativité palestinienne.

(6) Ces facteurs liés à l'immigration massive des Juifs seront à l'origine de la grande révolte de 1936.

(7) Sous les labels d'assistance de l'UNRWA.

(8) Le cheikh Abdel Hamid est devenu par la suite, lors du rapprochement entre la Jordanie et l'OLP, au milieu des années 1980, président du Conseil National Palestinien.

(9) Israël a confisqué jusqu'en 1985, 55% de la terre en Cisjordanie et contrôle les ressources aquatiques. Le marché palestinien est envahi, sans protection douanière, par les produits agricoles et industriels israéliens, ce qui empêche le développement de l'économie palestinienne et affaiblit la classe possédante.

(10) Il faut établir une nette distinction entre le *Jihad* islamique des Territoires Occupés, le *Jihad* iranien et le libanais. Il n'existe strictement aucun lien organisationnel entre ces trois mouvements.

(11) Depuis le début de l'*Intifada*, Israël a expulsé près de 60 personnes appartenant à ce nouveau leadership.



## les femmes dans le mouvement national palestinien

islah jad

*L'article ci-après est également la transcription d'un cours de la chaire Liebman 90-91.*

*Comme le professeur JAWAD, Islah JAD enseigne à l'université fermée de Birzeit. A la faculté des Cultural Studies, outre l'histoire des mouvements de femmes, ses recherches concernent l'enseignement de l'histoire palestinienne aux enfants palestiniens.*

Je commencerai par une mise en perspective historique de la situation des femmes palestiniennes au XIX<sup>ème</sup> siècle, afin de mieux expliquer leur situation actuelle. Dans un second temps, je me consacrerai plus particulièrement aux processus qui ont mené à la participation des femmes dans l'*Intifada*, aux formes de cette participation et aux obstacles auxquels elles sont confrontées aujourd'hui.<sup>(1)</sup>

Il me faut tout d'abord préciser que la question des femmes dans le monde arabe est généralement étudiée dans une optique orientaliste, c'est-à-dire dans le cadre d'une idéologie académique qui met l'accent sur les éléments culturels islamiques pour expliquer le fonctionnement des sociétés arabes. Selon cette conception, le statut des femmes arabes serait dicté par des idées, en l'occurrence celles de la religion musulmane, avec tout ce que celle-ci implique de «fanatique» dans la perception occidentale dominante.

Un second postulat à l'oeuvre dans les recherches courantes est l'idée du statut nettement plus favorable, par comparaison, pour les femmes occi-

dentales. Cet idéologème descriptif est très efficace pour étudier de l'extérieur la situation des femmes palestiniennes. Ainsi des chercheuses israéliennes sont arrivées à la conclusion que leur propre formation sociale aurait donné aux Palestiniennes un modèle d'émancipation, en leur offrant la possibilité, *via* le marché israélien du travail, d'acquérir une indépendance économique qui les mènera ensuite à une émancipation plus générale.

D'autre part, la situation de sous-développement des femmes palestiniennes sert d'argument dans l'auto-justification israélienne de l'occupation : «ils» sont sous-développés, «ils» traitent leurs femmes comme au Moyen-Age, et «nous» sommes là pour que cela change. Ainsi les autorités d'occupation affirment que, là où elles ont assuré l'eau potable, le taux d'éducation des femmes a augmenté.

Pour sortir de cette instrumentalisation idéologique de la situation des femmes palestiniennes, destinée à propager à la fois l'image d'une occupation au caractère démocratique, libéral, et celle d'une société palestinienne arriérée, il est essentiel d'étudier comment les changements sociaux se sont déroulés du point de vue des femmes palestiniennes... et dans quel sens.

## **de la fin de l'occupation ottomane à 1948**

A la fin du XIXème siècle, les femmes arabes, y compris palestiniennes, avaient accès à la terre. Les lois islamiques leur permettaient en effet d'hériter, bien que ce ne fut jamais sur un pied d'égalité avec les hommes. Certaines pouvaient aussi détenir des propriétés productives (terres, animaux, arbres), dans le cadre d'une économie de subsistance où des familles moyennes et pauvres, qui ne pouvaient se permettre d'offrir une somme d'argent, préféraient offrir comme dot, au mariage de leur fille, un morceau de terrain, quelques arbres fruitiers ou du bétail au nom de la mariée. Dans le cas d'une dot en argent ou en or, la femme était libre de l'échanger ou de la faire fructifier : elle restait la seule bénéficiaire du profit qu'elle pouvait en retirer, alors même que l'homme était désigné par les coutumes comme responsable de la vie économique familiale.

Dans les années 1900-1910, les femmes avaient accès à la production

industrielle locale, mais la présence occidentale avait fortement réduit l'importance de ce secteur : la Grande Syrie comptait ainsi entre 16.000 et 20.000 métiers à tisser à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, nombre réduit à environ 2.000 dans les premières années du XX<sup>ème</sup> siècle.

En Palestine, la colonisation des terres fertiles a considérablement réduit l'accès des paysans à la terre, et au fur et à mesure que la société palestinienne a été exposée à des transformations capitalistes qui l'intégraient au marché mondial, l'agriculture de subsistance a perdu ses bases et les femmes n'ont plus eu de place dans l'économie.

Le travail salarié a en effet encouragé les paysans à s'éloigner des villages, et les femmes n'ont pu suivre ce mouvement de migration interne : la division sociale du travail conférait aux paysannes des tâches ménagères et éducatives qui leur laissaient le temps de travailler à domicile ou dans le voisinage (dans la mesure des terres encore disponibles), mais non dans les villes. Par ailleurs, le mode de production agricole se transformait en les excluant. Ces processus se sont évidemment accélérés avec la multiplication des confiscations de terres...

## **éducation et politisation**

Dès le début de la présence européenne (sioniste et britannique), on a vu apparaître un mouvement patriotique palestinien, auquel les femmes n'ont pas participé d'emblée. Leur rôle ultérieur s'explique en fonction de l'évolution des classes moyennes urbaines.

Les villes connaissaient un système de ségrégation sexuelle, trace de la domination otomane, et non exclusivement de la religion. Malgré cela, les femmes issues des classes moyennes avaient accès à une certaine vie économique par l'intermédiaire de femmes plus pauvres à leur service, qui effectuaient pour elles des transactions commerciales, mais la présence européenne apportera d'importants changements, principalement *via* l'éducation. Les femmes n'avaient accès jusque là qu'à de petites écoles religieuses où étaient enseignés le Coran et une arithmétique rudimentaire. Avant le mandat britannique, de nombreuses écoles missionnaires s'étaient déjà installées dans les grandes villes palestiniennes comme Haïfa, Jaffa, Jérusalem, Naplouse et Nazareth. En entrant dans ces

écoles, des femmes ont pu commencer à constituer un corps enseignant féminin : c'était le seul moyen d'éduquer d'autres femmes dans une société ségréguée. Un processus similaire s'est produit dans les grands villages, quoique moins intensément. L'urbanisation de la société, l'imitation des femmes occidentales et l'apparition de nouveaux moyens de transports ont facilité cette évolution qui va de pair avec l'émergence, au début du XXème siècle, d'une élite palestinienne favorisée par la présence européenne.

Les femmes ont immédiatement perçu le danger que représentait la colonisation, mais leur volonté de participer au mouvement patriotique naissant ne pouvait se réaliser dans ce contexte de ségrégation qui réservait le domaine public aux hommes. La place des femmes était dans la vie «privée».

C'est pourtant dans ce cadre que des femmes ont décidé de créer leurs propres organisations, qui allaient en fait jouer un rôle dans la vie politique en leur permettant de s'entraider pour suivre une éducation non traditionnelle. Le premier Comité de Femmes fut créé en 1920, comme affirmation féminine dans le mouvement national.

Les femmes ont alors commencé à poser des questions : l'Islam implique-t-il la ségrégation ? Pourquoi devons-nous rester à la maison tandis que les hommes sortent dans les rues ?

Ces interrogations étaient toutefois timides, en comparaison avec d'autres pays de la région. En Egypte, des écrivains modérés ou réformistes avaient ouvertement posé, à la fin du XIXème siècle, la question du rôle de l'Islam dans l'infériorisation sociale des femmes. Mais la société palestinienne était confrontée à un danger plus grave, qui reléguait les contradictions internes «à plus tard». Il n'y eut donc pas de réformistes palestiniens à l'époque des TAHTAWI et Mohamed ABDYOU d'Egypte. Mais la riposte conservatrice à ce courant a fortement freiné le combat des femmes, en puisant ses arguments dans la défense de «l'authenticité arabe» contre l'impérialisme européen.

Les premières associations de femmes palestiniennes ne représentaient d'ailleurs pas la réalité politique : alors que l'on assiste dans les années

1920-30 à la création de partis familiaux, les femmes se regroupent dans une seule organisation, indépendamment de leur appartenance familiale et religieuse, qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes, issues des classes moyennes, de la grande bourgeoisie ou de la classe féodale.

Elles ont participé aux grandes manifestations du mouvement national dès les années 1922-29 et jusqu'au soulèvement de 1936. Elles ont aidé les prisonniers en collectant de l'argent pour qu'ils puissent rembourser leurs «dettes» et racheter leurs terres. Elles ont soutenu les familles des prisonniers pour qu'elles assument une vie sans mari, sans père ou sans frère. Et durant la révolte de 1936, elles ont transmis des messages et caché des armes et vendu des bijoux pour en acheter.

### **de la défaite à l'occupation**

Après la grande défaite de 1948, aucun pouvoir central ne pouvait prendre en charge l'aide aux réfugiés, puis aux personnes déplacées. Les associations charitables se développèrent, intensifiant de fait la fonction politique des femmes.

La défaite a d'abord dispersé l'élite féminine d'avant-guerre, tout en la confrontant à un problème politique primordial pour l'ensemble du peuple palestinien : comment organiser l'aide sociale ? Toutes sortes d'organisations apparurent, qui apprennent un métier aux filles, aident celles qui poursuivent des études supérieures, collectent de l'argent pour les réfugiés, etc..

Dispersées loin de leur terre, réfugiées à l'étranger ou dans leur pays lui-même, la plupart des Palestiniennes ont dû travailler dans les services : servir chez des femmes plus riches ou dans des établissements, coudre à domicile, vendre de petits ustensiles ménagers. Toujours le travail domestique, à moins d'accepter un salaire très bas qui ne pouvait constituer qu'un appoint à celui du mari. Les paysannes sans terre n'avaient pas d'indépendance et ne pouvaient améliorer la situation économique de leurs familles.

La tutelle jordanienne sur la Cisjordanie a empêché tout développement réel dans cette région, car elle défavorisait les territoires annexés au profit

de la Jordanie même. Leur faiblesse économique a poussé les Palestiniens à émigrer pour chercher du travail dans les pays arabes limitrophes et dans le Golfe. Cette situation a multiplié les responsabilités des femmes: éduquer les enfants, mais aussi trouver du travail quand le mari n'envoie pas assez d'argent.

Parallèlement aux associations charitables, les partis politiques commencent dès les années 1950 à organiser des femmes pour qu'elles en recrutent d'autres. La ségrégation sexuelle est ainsi reproduite dans les partis, y compris le Parti Communiste jordanien de l'époque. Les femmes militaient dans des cellules séparées dont la fonction était d'élargir les bases populaires du parti, sans analyser leur situation et leurs besoins, sans s'interroger sur leur place dans la vie politique.

Elles ont ainsi été utilisées dans la lutte contre le régime jordanien, manifestant, peignant des slogans et distribuant des tracts sans que leur action politique ne s'accompagne d'une réflexion sur leur condition sociale.

Peu après la création de l'OLP (1964), l'Union des Femmes Palestiniennes fut conçue comme une des composantes de la centrale. Toutes les branches de l'UFP furent supprimées par le régime jordanien pendant la guerre de 1967 : les sections féminines de l'OLP étaient en effet plus actives que celles de l'Union des Ouvriers et celles des étudiants, qui ne furent pas supprimées...

## **les femmes sous l'occupation israélienne**

Après la guerre de 1967 et avec l'occupation israélienne, la marginalisation de l'agriculture palestinienne s'intensifie et la place des femmes dans la société s'en trouve à nouveau amoindrie : elles sont au bas de l'échelle sociale.

Selon des statistiques établies en 1985-86 dans un petit village proche de Naplouse, seuls 17% des travailleurs cultivaient encore la terre, tandis que 57% travaillaient hors du village, principalement en Israël. La politique de confiscation des terres et la domination économique d'Israël ont fait de l'agriculture palestinienne un secteur peu rentable, et ce processus continu contraint les paysans à émigrer vers les villes sans que leur absence ne soit

compensée par la main-d'oeuvre féminine.

Dans d'autres contextes, la prolétarianisation des paysans et leur accès à un autre marché du travail ont pu jouer un rôle positif. Ce n'est pas le cas pour les Palestiniens. Pour éviter la formation d'une conscience ouvrière palestinienne, Israël ne permet pas à ces migrants de résider sur leur lieu de travail, gardant ainsi intactes les structures sociales villageoises qui ne correspondent plus à la réalité économique.

Les autorités israéliennes ont encouragé le maintien des chefs traditionnels dans les villages, donc aussi dans les familles. La permanence de ce pouvoir et les structures de domination qu'il implique ont durement touché les femmes : elles sont restées à la maison, ou, au mieux, près de la maison.

Le marché israélien du travail ne les a pas attirées, pour des raisons très simples. La journée de travail pour un Palestinien dépasse largement les 8 heures, allant parfois jusqu'à 14 heures. Il est impossible que les femmes se jettent dans un marché pareil : de 1967 à nos jours, le gouvernement israélien n'a pas dépensé un centime pour des crèches dans les Territoires Occupés.<sup>(2)</sup>

Lorsqu'une situation économique extrêmement précaire les contraint à chercher malgré tout du travail, et c'est le cas des épouses de prisonniers, les femmes doivent accepter n'importe quel salaire, souvent très bas, dans des entreprises palestiniennes proches de leur foyer. L'usage est que les patrons eux-mêmes viennent chercher et ramènent les travailleuses à domicile, faisant pression sur les familles pour qu'elles acceptent le maigre salaire comme s'il s'agissait d'un cadeau, la possibilité d'être embauché étant déjà très limitée pour les hommes.

La destruction de l'économie en Cisjordanie et à Gaza a donc marginalisé le salariat pour les hommes, et *a fortiori* pour les femmes.

### la répression

Dans un petit village de 2.000 habitants près de Ramallah, une recherche a montré en 1988 que 80% des habitants étaient déjà touchés directement, après une année d'*Intifada*, par les mesures répressives de l'armée israélienne : emprisonnements, dynamitages de maisons, déportations, bles-

sures, arrachement des arbres, confiscation de terres, fermetures d'écoles, sans compter les attaques « ordinaires » (comme réveiller les gens en pleine nuit pour leur faire effacer les slogans peints sur les murs). Le caractère général de ces mesures permet de comprendre pourquoi les femmes de tous âges et de toutes classes sociales participent à l'*Intifada*.

Tout en aggravant leur situation, la répression intensifie le rôle des femmes. C'est le cas pour les visites aux prisonniers politiques, qui sont devenues une pratique indispensable pour bon nombre de femmes, et s'effectuent dans des conditions cauchemardesques.

Les lieux d'emprisonnement sont délibérément choisis pour briser les familles : un prisonnier vivant au Nord de la Cisjordanie sera incarcéré au Sud, et vice-versa. Malgré cela, les femmes maintiennent les liens. Elles sont les intermédiaires entre les membres de la famille lorsque plusieurs d'entre eux sont emprisonnés. Elles informent les prisonniers sur la vie du village et les luttes, elles leur remontent le moral, etc. (sans compter les multiples responsabilités qui leur incombent pour la survie matérielle de la famille). Une journée de visite commence à 4 heures du matin et se termine à 8 heures du soir, et on se déplace parfois en vain.

### **condition économique, mobilisation et répression**

Les autorités utilisent très bien les structures de la société traditionnelle, qu'il s'agit pour eux de briser en instrumentalisant ses aspects répressifs, particulièrement en ce qui concerne les femmes. Il en va ainsi de l'usage israélien de l'**honneur** des Palestiniennes.

Outre le lopin de terre où l'on cultive quelques fruits et des tomates, de quoi minimiser les frais alimentaires, la seule possibilité de travail pour les femmes est l'artisanat à domicile. Les patrons israéliens savent utiliser cette situation, surtout à Gaza où des intermédiaires palestiniens sont chargés de distribuer ce travail dont le salaire représente un dixième de ce que touche une Israélienne pour une même tâche. Le salaire est fixé à la pièce et l'intermédiaire en retire une partie pour ses bons offices (transport du tissu, service rendu au patron et à la travailleuse). Cette situation est propre aux femmes pauvres des campagnes et des camps de réfugiés. Pour les femmes des classes moyennes, les seuls secteurs ouverts sont

les services et l'éducation.<sup>(3)</sup> Aucun de ces emplois ne garantit une stabilité économique. Avec les fermetures d'écoles que les autorités militaires décrètent périodiquement, nous perdons facilement notre emploi, même nous les universitaires.

C'est au niveau politique que la situation des femmes a changé. J'ai dit que les femmes des classes moyennes se sont tournées vers l'éducation dès les années 1940. Après 1967, et parallèlement aux associations charitables, on a vu l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes femmes éduquées qui ont rejoint avec enthousiasme les rangs de la Résistance patriotique. Elles en payeront le prix.

Les premières prisonnières ont été des exemples pour les autres. En 1967-68, les autorités israéliennes perpétuaient les principes de leurs prédécesseurs jordaniens dans leur politique répressive : les femmes n'étaient pas encore considérées comme des êtres responsables, et quand elles avaient commis un « délit » (c'est-à-dire : un acte politique), c'est le mari ou le père qui était inquiet. Mais à partir de 1969, on arrête les jeunes filles et les femmes qui transportent des bombes ou des armes.

Dès ce moment on a parlé de viols dans les prisons israéliennes. Ces pratiques et les rumeurs qui les accompagnent ont été favorisées par les autorités pour terroriser les femmes et les éloigner de la Résistance en jouant sur des valeurs très importantes dans notre société. Il y a des cas avérés de viols, mais aussi des méthodes plus raffinées, comme d'installer un mari ou un père dans une pièce et lui faire entendre les cris de sa femme ou de sa fille dans la pièce voisine en prétendant qu'un soldat la viole.

Mais l'effet de ces pratiques ne fut pas celui que prévoyait l'armée. Les partis politiques (affiliés à l'OLP depuis 1967) ont tout fait pour soutenir les familles dont les filles avaient subi un viol, et de ce fait beaucoup ont été fières de raconter publiquement, devant les tribunaux, les sévices qu'elles avaient subis.

Cette génération de jeunes femmes éduquées a changé beaucoup de choses dans la société. Elles ont été très attentives aux problèmes qui empêchaient les femmes de participer plus largement aux luttes politiques. Elles ont compris que la structure des associations charitables n'était pas

favorable à leur émancipation, car elles ne fonctionnaient pas de manière démocratique et étaient dirigées par des femmes riches, socialement conservatrices, fermées aux jeunes générations de combattantes et dépourvues de conscience féminine... comme si leur seul objectif était l'indépendance et le reste devait venir après.

### **une nouvelle génération**

Le moment décisif fut la bataille électorale de 1977, qui aboutit à la victoire des listes progressistes présentées par les jeunes générations, contre les listes modérées et pro-jordanienes.

Pour la première fois dans leur histoire, les Palestiniennes avaient voté et ce, paradoxalement, par ordre militaire israélien ! Pourquoi ? Parce qu'en considérant la société palestinienne comme traditionnellement dominée par les structures familiales, les Israéliens ont cru -suivant en cela les travaux de Moshe MAOUZ, consultant du Gouvernement israélien pour les Affaires Arabes- qu'en octroyant le droit de vote aux femmes on obtiendrait des élus de droite. Ce ne fut pas le cas : 78% des femmes ont voté, et à gauche (presque) toutes !

Les femmes ont été fières de cette victoire. Elles ont réalisé qu'elles pouvaient jouer un rôle plus important dans la société. Mais comment ? Pas dans les structures charitables que le résultat des élections avait effrayées et qui ont tout à fait fermé leurs portes aux jeunes. Présentes dans tous les réseaux féminins, ces associations savaient mettre les femmes à contribution pour diverses tâches<sup>(4)</sup>, puis chasser celles qui voulaient participer aux décisions.

A partir de 1978, les jeunes ont créé leurs Comités de Femmes, en liaison directe avec les différents partis de l'OLP. Les femmes de ces Comités sont politisées, organisées dans des partis idéologiquement définis, et non plus des partis familiaux ou des organisations charitables. Ces partis ont commencé à utiliser les femmes pour élargir leurs bases vers d'autres femmes, comme autrefois, puisque malgré la mixité de l'enseignement la ségrégation fonctionnait encore. Mais avec l'*Intifada*, on commence à voir que ces femmes-là demandent autre chose.

## les effets de l'Intifada

Sans réfléchir à toutes les formes de répression qu'on subissait, tous les villages sont sortis pour l'*Intifada*, femmes, hommes, enfants. Les villes ont répondu plus tard. C'étaient d'abord les femmes des camps de réfugiés, puis les villageoises, puis celles des classes moyennes. Mais ces dernières ont fourni les cadres qui ont éduqué, formé les autres. La conscience vient des villes vers les endroits les plus pauvres.

Les cadres ont facilement organisé les autres femmes pour l'*Intifada* : manifester, *sit-in*, écrire des slogans sur les murs, apporter les drapeaux, distribuer les tracts, former des petits groupes pour lancer des pierres, arracher les enfants des mains des soldats, surveiller les maisons, participer aux Comités d'Education Populaire après la fermeture des écoles, transmettre des messages aux prisonniers, etc..

Les femmes ont participé à tous les actes politiques de l'*Intifada*, comme les hommes : jeter des pierres, parfois lancer des cocktails molotov sur les militaires, diffuser la propagande politique, participer à l'aide humanitaire sans toutefois se cantonner à cette fonction.

C'était le moment pour les femmes organisées de demander plus, c'est-à-dire du pouvoir. Nous avons maintenant une femme ambassadeur, une autre au Comité Central de l'OLP, et ce n'est pas par hasard qu'elles ont été nommées pendant l'*Intifada*.

Pour la première fois les femmes parlent avec assurance et clarté de leur besoin de changement social. Elles posent des questions sur la Déclaration d'Indépendance : qu'aurons-nous dans le futur Etat ? Elles ont posé cette question avant les ouvriers, qui pour leur part n'ont pas encore pu la poser, l'imposer dans les débats jusqu'à ce jour.

Comment changeront les lois dans cet Etat ? Le fait que nous travaillons plus depuis l'*Intifada* devrait nous faire accéder à plus de droits. Tout cela est dit clairement maintenant. Les femmes sont sûres d'elles.

## les enjeux aujourd'hui

Pour terminer je voudrais évoquer en sept points les dangers qui nous guettent, de l'intérieur comme de l'extérieur.

1. La nouvelle méthode pour faire collaborer des femmes avec l'occupant a terrifié la société palestinienne. Il y a un an, deux livres recueillant des aveux de collaborateurs et de prisonniers ont montré cette méthode au grand jour. L'armée israélienne joue sur le sexe. On drogue la fille, on la photographie nue et on la menace : «si tu ne collabores pas, on diffusera la photo partout». Cette technique marche presque toujours. Ces livres ont été publiés par un parti politique radical, mais ont produit un effet contraire. Au lieu d'encourager les filles à sortir, à participer à la politique, ils ont terrifié beaucoup de familles.

2. Le poids des morts, le fait que quelqu'un puisse sortir de la maison sans qu'on ne le revoye jamais, a engendré une sorte d'idées religieuses qui n'existait pas autrefois dans la société palestinienne. La famille a repris son rôle de contrôle sur les jeunes : les mariages forcés se multiplient, car on a peur que les enfants meurent avant d'avoir pu commencer une nouvelle vie.

3. Les services secrets israéliens diffusent des faux tracts, attribués à des organisations palestiniennes, qui répandent des rumeurs sur la moralité des militants palestiniens et de leurs organisations, en prétendant par exemple que les partis qui aident matériellement les femmes et les soeurs des prisonniers politiques leur demandent en échange des relations sexuelles. Ici encore, on compte sur les traditions pour écarter les gens de la politique, au moyen de rumeurs dégradantes.

4. Le mouvement qui domine l'OLP, le *Fatah*, est socialement ambigu. Vis-à-vis des femmes et des travailleurs, quelle est la validité de ses promesses d'égalité ?

5. Le regard porté sur les activités culturelles est traversé par le deuil national.

On ne soutiendra pas la création d'un club culturel ou sportif, parce que c'est contraire au deuil national. Il y a trop de morts pour que l'on se

consacre à des activités comme la danse, qui était pourtant très pratiquée pour les fêtes, les mariages. Le seul espace de communication est désormais la mosquée.

6. Tous ces éléments contribuent à accroître l'impact du mouvement fondamentaliste *Hamas*. *Hamas* n'utilise pas les femmes comme l'ont fait les fondamentalistes iraniens, qui jouaient avec elles la carte de «l'authenticité populaire». Ici, c'est souvent par la force que l'on contraint les femmes à porter le foulard.

7. Ce fondamentalisme a été encouragé par celui des Juifs. Le fait de voir en Israël des femmes éduquées, même des universitaires, se couvrir les cheveux, être souvent enceintes et se promener avec quatre ou cinq enfants, a entraîné une surenchère de piété musulmane.

J'ai mentionné ces éléments comme des dangers. Bien sûr, les courants politisés, laïques et patriotiques gardent encore l'impact le plus important dans la société, mais on ne peut nier que les fondamentalistes essayent de s'imposer par tous les moyens, et que le contexte leur est favorable.

Ce qui est positif c'est, pour la première fois, cette conscience sociale chez les femmes palestiniennes, renforcées par des institutions qui dirigent des projets de femmes. On a compris que l'action politique doit s'accompagner de travail social pour que les femmes aient les moyens de vivre, sortent de la maison. Ce sont des projets productifs et culturels, des écoles pour former des cadres parmi les femmes, qui dirigeront à leur tour ces projets.

Tout cela a pour objectif de mieux prendre en compte politiquement la situation des femmes de Palestine, et de les pousser vers les espaces de décision politique.

## Notes

(1) Pour une approche plus détaillée des organisations féminines en Palestine et de leur histoire politique, voir Islah JAD, «Des salons aux comités populaires de l'Intifada», *Chronique féministe*, n°34, janvier-février 1990, (Université des Femmes, 1a Place Quetelet, 1030-Bxl, tél.: 02-219.61.07).

(2) Des crèches existent néanmoins, dans des conditions précaires. Elles sont tenues par l'UNRWA (Office des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens) et, depuis la fin des années 1970, par des Comités de Femmes.

(3) Il y a trois réseaux : les écoles gouvernementales, les écoles privées et celles de l'UNRWA.

(4) En Cisjordanie, il suffit de quelques heures à une femme pour diffuser un message dans toute une ville.

## glossaire arbitraire du juif de gauche

henri goldman

*Juif, de gauche, sioniste : quelles combinaisons de deux ou trois de ces qualificatifs sont pertinentes, telle est la question traitée ci-après par Henri GOLDMAN.*

*Cette interrogation soulève d'abord, aujourd'hui, les problèmes de l'Etat sioniste comme produit colonial, selon la célèbre formule de Rodinson après la guerre de 67. Une espèce d'Etat de Pieds-Noirs qui auraient gagné, théocratique, avec un apartheid -c'est-à-dire un racisme- de fait, une politique de peuplement et d'expansion continue, et au mieux la perspective de Bantoustans pour les Palestiniens.*

*Les sionistes les plus éclairés se rendent compte que la politique du Likoud aggrave ces traits coloniaux et sème les germes d'une guerre permanente, qu'elle génère **elle-même** le risque qu'invoque la formule « nous ne pouvons pas perdre une seule bataille ». Les exemples du Caucase et des Balkans montrent que dans cent ans on pourrait encore s'entre-poignarder en Palestine, un par un, consciencieusement.*

*S'il faut lever ce risque en commençant au moins par*

*reconnaître le droit des Palestiniens à un Etat, pourra-t-on aller plus loin sans mettre en cause la doctrine étatique israélienne, c.à.d. le sionisme lui-même ? «Le» ou «les» sionismes ? Et si le pluriel est retenu, qu'est-ce qu'un sionisme de gauche ?*

*Cette question est liée, ici en Europe, à de vieux débats sur l'identité juive : serait-on un «mauvais juif» si on n'est pas sioniste, pour ne rien dire des goïm illico soupçonnés d'anti-sémitisme ?*

*Mais encore, à gauche, quelle revendication d'identité a du sens ? Le vieux débat est celui de l'assimilation, déjà ouvert au temps du Bund et de la fondation du POSDR avec Lénine, poursuivi dans toute l'Europe centrale après 1917, et transporté à l'Ouest dans l'organisation de la «M.O.I.» des années 30 et jusqu'au sein de la Résistance.*

*Sans parler de l'extravagante équation polonaise des années 60 où Juif=stalinien=flic=pro-soviétique, les communistes de l'Ouest ont été souvent plutôt «assimilationnistes», et bien des juifs assimilés.*

*Mais au PCB, dans les années 70, il y avait encore par exemple, à Bruxelles, une section dite «d'entreprise»/ - des «indépendants». Les membres étaient tous clandestins, connus par des prénoms et des numéros. Feu Jean BLUME disait en riant: «nos arabes»... Double ghetto.*

*L'enchevêtrement des problèmes et la subtilité des nuances introduites dans un débat de plus de nonante ans ont conduit Henri GOLDMAN à adopter un tour ironiquement didactique en nous proposant un petit glossaire. Les astérisques renvoient d'une notion à l'autre. Honte aux anti-talmudistes primaires qui prendraient ne pas suivre.*

## assimilation

Processus à l'oeuvre dans les sociétés modernes par lequel les Juifs se fondent dans la société environnante jusqu'à effacer toute trace de leur origine. Accompagne naturellement l'accession des Juifs à la citoyenneté et la fin des ghettos.

Pour les courants sionistes et religieux, l'assimilation a toujours été considérée comme une forme «douce» de génocide. Qui pouvait rejoindre la forme «dure», la société ambiante finissant toujours par rejeter l'élément étranger. Elle est donc à la fois trahison et impossibilité. Traditionnellement, la gauche juive développa un autre point de vue, plus optimiste, mais passablement problématique.

Fidèle au crédo nationalitaire léniniste, les communistes juifs (voir communisme\*) considéraient la fusion des nations comme une des facettes de la société à laquelle ils aspiraient. Bien sûr, elle devait s'accomplir sans contrainte, mais il revenait à l'avant-garde d'anticiper sur le développement historique. Ainsi, les structures juives communistes séparées étaient uniquement justifiées par le besoin de tenir compte du niveau des masses, les révolutionnaires juifs étant supposés avoir réglé la question à titre personnel. Certains y parvinrent sans doute. Par exemple, au sein du PCF, de nombreux militants juifs endossèrent, avec un nom de résistance fleurant bon la France profonde, une généalogie garantie bleu-blanc-rouge. Pour d'autres, le déchirement, voire le refoulement furent plus douloureux au sein d'une famille politique dont l'histoire fut tout de même jalonnée par quelques dérapages nauséabonds (procès des «blouses blanches» à Moscou, procès «anti-sioniste» contre Slansky et London à Prague, campagne anti-sémite en Pologne en 68...). Ce qui provoqua quelques retours du refoulé surprenants (comme celui d'Annie Kriegel, ancienne propagandiste stalinienne devenue éditorialiste au Figaro, ou de Benny Levy, ancien secrétaire de Sartre et leader clandestin de la Gauche prolétarienne, désormais rabbin).

Pour sa part, le Bund\* se déclarait, face à l'assimilation, «neutraliste». Mais, en consacrant son énergie à préserver un espace politique et culturel juif au sein de la société et du mouvement ouvrier, il finit par s'identifier à la préservation de la différence juive.

Aujourd'hui, on ne trouve plus guère de militants de l'assimilation à tout prix. La gauche n'échappe pas aux contradictions de toutes les minorités d'origines diverses dont l'horizon semble être la fusion à terme dans un creuset commun. L'histoire rend prudent. On recherche à tâtons une manière de cultiver sa «différence» sans se construire, d'écoles juives séparées en vacances à Knokke-le-Zoute, son propre ghetto volontaire.

## bund

La grande redécouverte des années 80. Né à la veille du vingtième siècle, ce parti socialiste juif fut, à l'époque où Lénine polémiquait durement avec lui sur la question nationale, la force socialiste numériquement dominante au sein de l'Empire tsariste, toutes nationalités confondues. Les bolcheviks préconisaient alors le droit à l'auto-détermination jusqu'à la séparation des nations dominées. Pour eux, la nation coïncidait obligatoirement avec le territoire où elle était majoritaire. Les Juifs ne l'étaient nulle part. Le Bund proposait la formule de l'autonomie nationale culturelle extra-territoriale, dissociant l'exercice de la citoyenneté sur le plan local de l'appartenance à une réalité nationale. Vaincu politiquement, le Bund ne survécut pas à la liquidation du *Yiddishland* par les nazis et à celle de ses cadres par Staline. Lors de la création de l'Etat d'Israël, il mit fin à son vieil antagonisme anti-sioniste\* pour en devenir un fidèle soutien. Il n'est plus aujourd'hui qu'une immense nostalgie. Nostalgie quasi freudienne d'une tentative de concilier son père et sa mère, la générosité ouvrière et internationaliste avec l'amour de sa langue (le yiddish) et de ses racines propres.

A une époque où le nationalisme territorial continue d'écraser les minorités, la réflexion du Bund est peut-être plus actuelle que jamais.

## communauté juive

Ce terme recouvre quatre réalités allègrement mélangées.

- Réalité **démographique**: l'ensemble des personnes d'origine juive. Exemple : «la communauté juive de Belgique comporte environ 40.000 personnes».
- Réalité **sociologique**: l'ensemble des gens ayant une pratique so-

ciale ou culturelle juive, de manière organisée ou spontanée. Exemple: «la communauté juive se rassemble souvent dans de grandes fêtes de mariage».

- Réalité **religieuse**: ceux qui ont des liens avec le monde de la Synagogue et qui sont représentés par le Consistoire israélite. Exemple: «la communauté juive dispose de trois cimetières à Bruxelles».

- Réalité **politique**: les fédérations d'organisations autour d'objectifs sociaux ou politiques, telles que le CCOJB (Comité de coordination des organisations juives de Belgique) ou la Centrale des oeuvres sociales juives. Exemple: «la communauté juive félicite l'État d'Israël pour sa sage politique pendant la guerre du Golfe».

Les Juifs de gauche\* se retrouvent très inégalement dans ces différentes acceptions. Ce qui les oblige régulièrement à dénier publiquement à la «communauté» de s'exprimer en leur nom.

## communisme

Fut, pour les Juifs, au même titre que le sionisme, une version laïque du vieux messianisme religieux juif qui devait transformer le Juif honteux du ghetto en un homme fier et productif. La mythification de l'Union soviétique comme Etat parfait impliquant l'inconditionnalité ressemblait à s'y méprendre à l'adhésion du sioniste moyen à la politique israélienne. Par d'autres côtés aussi, l'approche territoriale de la question nationale par Staline l'apparente au sionisme. On institua même aux confins de la Sibérie et de la Russie soviétique la République autonome juive du Birobidjan, dérisoire contre-feu «prolétarien» au projet sioniste.

## diaspora

En hébreu, «dispersion». Par extension, désigne l'ensemble des Juifs vivant hors d'Israël. Considérée comme un malheur par les religieux et les sionistes. Seul, selon eux, le rassemblement des Juifs en Palestine -à réaliser par le Messie pour les premiers, par l'action des hommes pour les seconds- peut y mettre fin.

Généralement, les Juifs de gauche\* considèrent que leur situation de

«Juifs diasporiques» est leur mode définitivement normal d'être juif, et qu'ils ont à se penser à partir de leur propre existence, sans référence à un au-delà spirituel ou géographique. Quels que soient leurs sentiments (souvent contradictoires) à l'égard d'Israël, ils ne le considèrent pas comme le centre de leur univers juif.

## initiale

Faut-il écrire le substantif «Juif» ou «juif» ? Majuscule ou minuscule ? J'insiste pour la majuscule, et ce n'est pas parce que ça fait plus chic. Avec minuscule, «juif» s'apparente à chrétien, bouddhiste ou musulman. C'est un terme religieux. Qu'on l'applique étroitement (foi en Dieu, pratique religieuse régulière, circoncision, mère juive ou rituellement convertie...) ou «sociologiquement», comme on le fait souvent pour les musulmans (éducation marquée par le sceau de la religion, même si on s'en est détaché par la suite), cette approche passe à côté du réel: ainsi, la seconde génération des Juifs de gauche a reçu une éducation totalement détachée de la religion. Et pourtant juive. Un judaïsme teinté de yiddish et où l'histoire récente pesait de tout son poids. Il faut appréhender le fait juif comme un fait national, au même titre que, par exemple, pour les Arméniens ou les Tsiganes. La religion en est une dimension. Elle ne le résume pas. Alors, s'il vous plaît, une majuscule.

## israël

Peu de familles juives qui n'aient de parents ou d'amis en Israël. La plupart s'y sont rendus pour échapper au génocide nazi, ou en rescapés de l'extermination. Dans les circonstances de l'après-guerre, le débat sur le bien fondé du projet sioniste n'était plus de mise. Union soviétique en tête, la gauche internationale soutint alors le projet d'Etat juif auquel s'opposait «l'impérialisme britannique». Avec enthousiasme, des volontaires communistes juifs partirent combattre pour l'indépendance avec le même esprit qui avait animé leurs aînés dans les brigades internationales d'Espagne. En 50, avec la guerre froide, l'idylle avait pris fin. Les allégeances soviétique et israélienne devinrent incompatibles. La gauche juive se brisa. Ceux qui restèrent dans le giron communiste furent sûrement les plus déchirés, confrontés régulièrement à l'impossible dilemme de Camus: que choisir entre la justice (l'Union soviétique) et sa mère (Israël) ?

## judéo-bolchevisme

Fantasme de la réaction antisémite, dont le symétrique était l'accusation de «cosmopolitisme» récurrente dans les dérapages antisémites staliniens. Dans les deux cas, on s'en prenait au manque supposé d'enracinement national des Juifs de gauche. Ceux-ci n'avaient sans doute pas rompu avec leur propre tradition religieuse pour se découvrir une tendresse excessive pour les traditions des autres. Leur internationalisme fut souvent d'une autre trempe que celui des tenants du national-communisme de Staline et Thorez, comme en témoigna leur engagement massif dans les Brigades internationales.

## juif de gauche

La question est ici: le Juif de gauche, qu'est-il d'abord ? Est-il un homme de gauche, prenant toute sa place au sein de la gauche du pays dont il est citoyen, et juif par ailleurs et en supplément ? Fait-il partie d'un ensemble nationalitaire baptisé peuple ou communauté\* au sein duquel il incarne une tendance politique particulière ? Bref, est-il un Juif progressiste ou un progressiste juif ? Toute l'histoire de la gauche juive organisée raconte ce tiraillement, et ce n'est pas fini.

## laïcité

La laïcité, qui est une des dimensions de la gauche juive, est fort différente de la laïcité «chrétienne». Le rapprochement de ces deux derniers termes semble incongru. Mais il s'impose pourtant à ceux qui sont issus d'autres traditions. C'est qu'outre une religion au sens strict et une Eglise, le christianisme charrie la mémoire de la civilisation européenne dont les laïcs sont aussi les héritiers. La société belge, dans ses manifestations les plus innocentes (son architecture, ses fêtes, ses archétypes... et sa morale qui est chrétienne tout court et pas judéo-chrétienne comme on le dit machinalement) réfère naturellement au christianisme. Au point que, quand les laïques institutionnels s'inventent une «communion laïque», ils la calquent sur la fête chrétienne.

La vie juive traditionnelle a une très forte ritualisation. Presque toutes ses manifestations religieuses renvoient à des mythes historiques dont le

peuple, guidé par ses prophètes, est l'acteur (alors que les fêtes chrétiennes ou musulmanes ne parlent que d'un unique personnage, Jésus ou Mahomet) et permettent généralement une lecture laïque, voire politique. Beaucoup de Juifs de gauche opèrent pour l'instant un étonnant retour critique à cette tradition.

## majuscule

voir initiale \*

## organisations

Au lendemain de la guerre, le Bund est une organisation moribonde qui se survit. Les communistes juifs, par contre, ont le vent en poupe. Ils se rassemblent dans «Solidarité juive», organisation de masse (selon le terme consacré) du PC. Plus tard, elle se transformera en UPJB (Union des Progressistes juifs de Belgique). Mais entretemps, à la fin des années 50, un rameau s'en écarta pour former ce qui allait devenir le CCLJ (Centre communautaire laïc juif). Au début, un simple clivage de génération. Mais rapidement, la différenciation s'opère. Le CCLJ rompt sans le moindre état d'âme avec le passé communiste de ses fondateurs (dont certains retourneront pour cette raison dans la vieille maison) et se découvre sioniste\*. En juin 1967, lors de la guerre des 6 jours, il deviendra le véritable centre de la solidarité juive avec Israël. Par la suite, il se reprofilera comme courant pacifiste face aux contempteurs inconditionnels de l'Etat hébreu. L'UPJB restera dans le fil de sa tradition historique. Petit courant extrêmement vigoureux malgré sa marginalisation plutôt bien assumée au sein de la communauté juive\*, elle a su trouver une place originale, qu'elle n'exploite sans doute pas assez, au sein de la gauche belge.

L'épuisement de sa veine communiste y a été relayé, auprès des plus jeunes, par une sorte de néo-bundisme\* extrêmement créatif.

## rue

Pour les Juifs de gauche\*, il y en a deux: la «rue belge» et la «rue juive».

Cette belle métaphore directement issue du ghetto désigne deux sociétés distinctes dans laquelle il s'agit d'être présent de façon équilibrée. On ne saurait désertier l'une des deux sans perdre sa raison d'être.

## sionisme

Quand on parle aujourd'hui de «sionisme», on parle d'autre chose qu'il y a un demi-siècle. Même chez les plus fervents adorateurs d'Israël, il n'y a plus de mouvement d'émigration vers la Palestine, et ce n'est certes pas par conviction idéologique sioniste que les Juifs soviétiques et les Falashas éthiopiens s'y rendent. En diaspora, est sioniste celui qui reconnaît le mouvement sioniste comme le mouvement de libération nationale du peuple juif et qui place Israël au centre de la vie juive. Ce qui n'a en principe aucune conséquence sur le jugement qu'il peut porter sur la politique israélienne (un sioniste peut être «colombe» là ou un non-sioniste de droite peut soutenir Sharon par haine des Arabes). Mais ce qui entraîne des conséquences dans la manière de cultiver sa judéité et d'élever ses enfants (telle la primauté donnée à l'hébreu sur le yiddish comme langue juive).

### *mot dérivé:* anti-sionisme

Attitude des courants juifs opposés au sionisme à l'époque où celui-ci constituait un mouvement de masse au sein des communautés juives. Après la naissance d'Israël, largement considérée au sein de la population juive, toutes tendances confondues, comme un fait accompli positif, le militantisme anti-sioniste perdit son objet en même temps que les vagues d'émigration vers Israël se tarissaient (dans les années 50). Un anti-sionisme juif d'idées subsista toutefois au sein de la gauche (Marcel Liebman s'en réclamait). Mais au sein des courants «diasporiques» qui ne remettaient pas en cause l'existence d'Israël, on finit par se méfier du terme «anti-sioniste» objet de tant d'usages suspects. Pour couper court à toute ambiguïté, l'UPJB s'est définie «a-sioniste». Terme curieux qui signifie, ici, que dans l'appréciation des événements du Moyen-Orient, la question du sionisme est mise «hors-jeu».

Aujourd'hui, le seul anti-sionisme juif de masse est celui de quelques sectes ultra-orthodoxes.

## **L'immigration juive et le communisme en Belgique, 1925-1940**

*Avec pour sous-titre Les enfants du ghetto, la thèse de doctorat de Rudi VAN DOORSLAER a été défendue à l'Université de Gand en décembre 1990. Il en a donné lui-même le résumé suivant, qui éclaire bien le propos de Henri Goldman.*

Le point de départ théorique de cette étude réside dans le fait que, alors que les études de mentalités s'attachent principalement à la «longue durée», les groupes et les moments de crise au cours de la période contemporaine forment des champs d'observation privilégiés pour étudier, dans la «courte durée» également, et d'une manière adéquate, les mentalités.

Dans l'étude des relations entre l'immigration juive et le communisme, trois facteurs se chevauchent avec leur propre spécificité : la judéité, le communisme et l'immigration. L'irruption du capitalisme industriel en Europe de l'Est, dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, a démantelé la structure socio-économique de la société juive traditionnelle. Le nationalisme croissant au cours de cette même période accrut également l'antisémitisme. Ces deux éléments expliquent le mouvement massif de population qui se déroula à partir de 1880 et fit émigrer, en un demi-siècle, le tiers de la population juive de l'Europe de l'Est à l'étranger (et principalement au Nouveau Monde).

Parallèlement, il se produisit une révolution mentale dans les ghettos juifs, par laquelle le rationalisme, la sécularisation, le socialisme et le nationalisme placèrent la «question juive» dans une autre perspective. Par conséquent, dans une perspective large, cette étude analyse les conséquences idéologiques, sociales et mentales du passage d'une société traditionnelle à une société industrielle.

Lorsque les frontières des Etats-Unis se fermèrent, après la première guerre mondiale, l'émigration juive s'orienta vers la France et aussi vers la Belgique. Plus encore que la génération de leurs parents, la plupart des jeunes émigrants (nés dans la décennie qui précéda 1914) qui vinrent alors en Belgique étaient radicalisés. Les traumatismes de la Grande Guerre, suivie de la Révolution d'Octobre, s'ajoutèrent aux remous politiques et sociaux dans les nouveaux Etats qui étaient nés en Europe de l'Est après 1918.

A mi-chemin entre le monde moderne et la tradition juive, l'émigration juive communiste en Belgique refléta les caractéristiques de cette ambiguïté : elle était émancipée et moderne dans la sphère relationnelle et dans le rejet radical des contraintes religieuses et elle était traditionnelle dans son orientation professionnelle. En raison de la poursuite de la concentration, amenée d'Europe de l'Est, dans quelques secteurs économiques pré-industriels, à faible investissement et organisés d'une manière corporative sur le plan de la production, l'émigrant juif en Belgique était l'anti-thèse du travailleur de l'industrie lourde, chez lequel le parti communiste comptait recruter ses militants, mais sur qui l'idéologie communiste voulait également bâtir le monde de l'avenir. Cependant les communistes conquièrent, au cours de la seconde moitié des années 30, une influence notable parmi les artisans et petits commerçants juifs de la confection, du diamant et de l'alimentation. En fait, ils fonctionnèrent comme gardiens des intérêts corporatifs des émigrants juifs d'Europe orientale. De même la tension, entre le credo communiste dans l'assimilation des juifs (comme seule solution possible de la question juive) et la nécessité pour les juifs d'immigration récente d'organisations propres (qui continuaient la situation d'apartheid d'Europe de l'Est), évolua clairement à la fin des années 30 à l'avantage de l'affirmation de l'identité juive. Lorsqu'au cours de la période du Front populaire, pour des raisons politiques, les fils de l'idéologie communiste se détendirent, la réalité sociale et l'identité mentale de l'immigration communiste juive se révélèrent.

Il y eut, en Europe de l'Est, à partir de la seconde moitié du 19ème siècle, pour les Juifs, conjonction d'une oppression ethnique et d'une oppression sociale, et cela avait stimulé leur rencontre avec la gauche. Après la révolution bolchévique, le communisme gagna en influence, mais au sein de la forte population juive de Pologne, il demeura toujours marginal.

Pourquoi cela était-il différent en Belgique et aussi en France ? Les réfugiés politiques de tendance communiste ont certainement joué un rôle; n'oublions pas que la petite communauté juive vivait et travaillait d'une manière très concentrée. Plus importantes encore furent les conséquences psychologiques de l'émigration elle-même. La rupture avec l'Europe de l'Est, le caractère étranger de la culture belge, mais aussi le nouveau blocage résultant de la crise des années 30 formèrent une accumulation de facteurs qui induisirent un réflexe

«régressif» chez de très nombreux émigrants juifs. Beaucoup d'entre eux avaient, en Europe orientale, progressé dans la voie de l'assimilation au monde non-juif, mais ils en revinrent dans l'émigration. En Pologne, il n'y avait pas de groupe juif dans le parti communiste; en Belgique ce fut le cas dès le début; la collaboration qui existait en Pologne entre communistes juifs et non-juifs, avait totalement disparu en Belgique. L'émigration accrut une angoisse existentielle et, à mon sens, la fonction du communisme pour cette génération d'émigrants juifs fut précisément d'apporter une compensation à cette angoisse existentielle. Le communisme rejetait radicalement l'ordre établi dans tous ses aspects - économique, social, politique et culturel. Malgré les nombreux liens qui le rattachait au reste de la société, le militant communiste vivait dans une marginalité volontaire. Quelque variées que fussent, dans l'espace et dans le temps, les racines de l'engagement communiste, cela fut toujours une constante. Par sa sociabilité propre, le parti communiste contrebalançait cet isolement, et l'idéologie communiste créait, par sa rigidité, un cadre de références alternatif, permettant de surmager psychiquement dans un monde hostile.

La citadelle communiste de la double marginalité, en tant que Juif et en tant que communiste, fut, dans cette optique, très paradoxalement, un refuge pour bon nombre des émigrants juifs. A une phase de blocage de leur évolution entre la vieille société pré-industrielle et la nouvelle société industrielle, ceux-ci y cherchèrent et y trouvèrent un rempart contre la désintégration de leur identité économique et mentale.

De l'étude de cet «échantillon» juif-communiste, on peut, sur deux points, tirer des conclusions nettes. D'abord, contrairement à ce qui a toujours été admis comme allant presque de soi, le communisme a, pour ces enfants du ghetto d'émigration récente, fonctionné moins comme une force d'impulsion révolutionnaire que comme un refuge contre des changements sociaux dissolvants. Cela m'amène à considérer que les historiens doivent revoir leur vision de la fonction du communisme au 20ème siècle. Enfin, l'émigration communiste juive en Belgique au cours de l'entre-deux-guerres fut moins moderne que ce qu'elle-même se voulut; aussi rapidement qu'elle ait voulu progresser, elle ne pouvait brûler les étapes historiques ni nier des structures mentales.

(repris du bulletin du CREHSGM - N°20/1990)

## info de guerre, info marchande

hugues le paige

Tout ou presque a été dit, écrit, débattu sur la "non-couverture" de la guerre du Golfe, sur cette "sous-information" héritée d'une "sur-médiatisation". Au matin du 18 janvier, comme tout un chacun, vous pouviez faire le constat du désastre médiatique et conclure sinistrement que, décidément, l'information est une chose trop sérieuse pour être confiée aux journalistes de télévision...

Après Tien-Anmen, la Roumanie, Carpentras et surtout une lente mais progressive dégradation de l'info quotidienne, ce n'était évidemment pas une découverte mais une confirmation sans appel.

Deux thèmes qui ont été au centre des controverses semblent cependant sans grand intérêt.

### **censure et consensus: des abris confortables**

Tout d'abord le rôle consensuel ("pro-guerre", "pro-occidental") de la télé: c'est une évidence liée à la nature-même du media qui est le plus sensible aux rapports de force idéologiques, qui rend le mieux compte de "l'air du temps" philosophique.

Ce n'est pas par hasard ni par le jeu de quelque "avant-garde" que l'audiovisuel des années 70 avait des accents gauchisants, que celui des années 80 revêtait les habits de l'individualisme exaspéré, ou que cette fin de siècle télévisuel se veut a-historique, voire anti-intellectuelle.

Le principal "Appareil Idéologique d'Etat", comme on disait jadis, se veut, de plus, lien social par excellence. Principalement à l'heure de l'info, où la télé rassemble ses publics épars qui constituent aujourd'hui la mosaïque

du support publicitaire.

Ce fonctionnement consensuel n'exclut d'ailleurs pas -au contraire peut-être- une logique binaire. Pendant toute la crise du Golfe avaient droit de cité sur les antennes les partisans de l'affrontement armé (majoritairement) et les adversaires de la guerre (minoritairement bien sûr). Par contre il n'y avait pratiquement aucun espace pour le doute ou les interrogations.

En France Mgr Gaillot, porte-parole résolu du pacifisme, pouvait se faire entendre. Mais des hommes comme Maxime Rodinson, Pierre Vidal-Naquet ou Gilles Martinet, qui cherchaient des ébauches de réponses nuancées à leurs propres doutes, étaient réduits au silence ou du moins bien peu sollicités.

Sentiment qu'a très bien traduit Mgr Lustiger <sup>(1)</sup> dans une interview révélatrice : *"Pour vous dire la vérité, je n'ai pas osé affronter le monstre. Chaque fois que je me suis trouvé face à des à-peu-près, des erreurs, ou des injustices j'ai limité mes interventions pour ne pas créer un effet pire que le silence. Car alors la logique de spectacle fait de la polémique elle-même un produit médiatique, qui prend la place de ce qu'on voulait affirmer ou rectifier par souci de vérité (...). La manière, par exemple, dont les media usent d'une implacable logique binaire (pour ou contre ?) pour parler de la guerre ne favorise ni la vérité, ni la connaissance.(...)"*

Autre thème rebattu et brandi, cette fois, par les responsables des media pour justifier leur incurie: la censure.

Faux problème: la censure est aussi vieille que la guerre <sup>(2)</sup>. En censurant, en manipulant plus ou moins habilement, les militaires jouent leur partition. Aux journalistes et aux responsables des moyens de communication de déjouer la censure s'ils le jugent journalistiquement nécessaire et déontologiquement acceptable. La censure, c'est comme les pressions politiques: le problème n'est pas qu'elle existe mais de savoir comment on y résiste.

S'abriter derrière la censure -tout à fait réelle- et la manipulation -évidente- des militaires et des gouvernants est une manière enfantine pour la télé de fuir ses propres responsabilités.

Censure et consensus font partie intégrante du modèle médiatique. La réflexion doit se porter ailleurs.

## **revanche et déroute de l'image**

Traditionnellement dans l'histoire de l'info, le texte est tout, l'image n'est rien ou peu. Et c'est vrai paradoxalement même dans l'histoire de la télé. De ses débuts dans les années 50 à la fin des années 70, l'image reste plus un support de commentaire qu'un langage autonome. Aujourd'hui l'image se venge. Elle n'était rien, elle devient tout.

Les seules considérations esthétiques n'expliquent pas le développement récent de toute une école de journalisme basée sur l'auto-suffisance de l'image et le refus du commentaire.

L'image est glorifiée. Le texte est vilipendé. L'impression est primée. La réflexion dévaluée.

En soi ce **renversement culturel** <sup>(3)</sup>, ce balancement n'est pas sans intérêt. Il peut permettre de rééquilibrer un langage, de lui donner plus de vérité, de le sortir du conformisme. Mais ce glissement n'est évidemment pas indépendant de l'évolution globale de l'audiovisuel des années 80.

La concurrence sauvage qui s'engouffre dans les béances de la dérégulation va avoir des conséquences terrifiantes sur le niveau du langage et de l'information télévisée. Le véritable développement économique -à un niveau financier et industriel jusque là jamais atteint- va changer l'usage - et donc le sens- de l'image.

L'image devient purement et simplement produit commercial. Le discours de l'info, celui de la pub et du clip : parfois beau, souvent faux, toujours irréel et superficiel.

Si l'image est un produit, l'info devient un spectacle. D'autant plus privilégié en télé qu'elle coûte finalement moins cher que la fiction.

Le critère de sélection de l'image a donc changé. L' "ouverture" d'un journal télévisé, le choix des séquences se fondent de moins en moins sur la valeur informative d'une image montée, commentée, analysée donc relativisée.

C'est l'impact émotionnel de l'image "brute", de préférence celle qui "parle d'elle-même" qui l'emporte.

Et au cas où le responsable de l'info a ce jour-là des problèmes de conscience déontologique, ils sont vite emportés par l'argument massue, décisif et irréfutable : de toute façon "ils" ("eux", "les autres": la concurrence) "passeront" l'image douteuse et contestée. Et voilà pourquoi, un jour de 1984, l'image de l'agonie de la petite fille d'Armero <sup>(4)</sup> a transformé des centaines de millions de téléspectateurs en voyeurs nécrophages.

Ce n'était qu'un début, la concurrence continuait...Sept ans plus tard la couverture de la guerre du Golfe illustre l'évolution dans toute sa logique.

Le progrès technique aidant, une dimension supplémentaire a aggravé la dérive : le "direct" permanent dans la couverture de l'événement politique. Le rêve enfin réalisé du gestionnaire d'une télé "moderne et efficace" : couvrir la guerre comme un match de foot, avec mi-temps pour la pub et prolongations pour maintenir le suspense. Et le "direct" apporte son surcroît d'émotion. La guerre en temps réel ou réputé tel : on peut enfin "vendre" la guerre au téléspectateur comme s'il y était. Participation assurée pour une audience garantie.

Mais il n'était pas prévu que la machine sophistiquée tourne à vide. Car la revanche allait bien tourner à la déroute. L'image tant attendue ne vint pas. La télé fut condamnée à faire de la radio, la lourdeur en plus, la force des "images parlées" en moins. Dans sa prétention à la suprématie totale la télé avait négligé la puissance de l'imaginaire : la radio ce n'est pas de la télé parlée. Et surtout dans la folie des directs, la télé allait se perdre dans un flot de paroles qu'elle n'arrivait pas à maîtriser, précisément parce qu'elle avait perdu la notion de distance et qu'elle refusait celle du savoir.

## **confusions en tous genres**

Elles sont aujourd'hui la caractéristique principale de la télé contemporaine: les confusions de genres et de rôles.

Le "direct" dont la télé a usé et abusé durant la crise du Golfe en est le premier exemple. L'inflation journalistique -"l'autisme" médiatique comme le décrit très bien Dominique WOLTON <sup>(5)</sup>- s'est d'ailleurs largement ma-

nifestée avant l'ouverture des hostilités. Il suffit de se souvenir de la manière dont la presse audiovisuelle rend compte de la "rencontre de la dernière chance" qui se déroule à Genève.

La confrontation Aziz-Baker fait l'objet d'innombrables "spéciales" annonciatrices d'autres dérapages. Car comment faire quand la guerre aura vraiment éclaté alors que le moindre battement de cils ou de portes est déjà analysé en direct depuis Genève par une foule de parapsychologues d'occasion disposant d'une carte de presse. Les conditions de la surenchère étaient inexorablement fixées.

**Serge DANEY l'a remarquablement énoncé et analysé <sup>(6)</sup> : l'information n'est pas l'actualité.**

Illusion pourtant entretenue et favorisée par le direct qui supprime la distance, le montage et donc l'interprétation et la réflexion sur l'image et l'événement.

Le temps se venge toujours de ceux qui veulent le tuer.

Et le paradoxe du Golfe c'est aussi que l'absence inattendue d'images n'a pas favorisé - bien au contraire- l'émergence d'un verbe intelligible. Pour occuper à tout prix l'antenne, la surenchère verbale de ses officiants a donné lieu à une multiplication de commentaires aveugles, de rumeurs fantaisistes, d'analyses bornées et stéréotypées.

Mais pourquoi le système médiatique dominant produirait-il un commentaire différent de l'image ? Auto-satisfaction et non-connaissance, nombrilisme et refus d'analyse, approche a-historique : irrationnel et émotionnel, avant tout le système favorise la suprématie du présentateur. "Interprète" plus que journaliste, pour lui l'image est d'abord "son" image. Double perversion du miroir télévisuel.

*"Mieux vaut savoir que la télévision fonctionne d'abord par l'émotion et que le rôle du présentateur qui a été le moteur de l'émotion est de donner la parole aux commentateurs et aux experts pour expliquer et recadrer" <sup>(7)</sup> :* Etienne Mougeotte, Vice-président de TF 1 a le mérite de définir clairement sa conception de l'info. A une nuance près: par la sur-valorisation de son image à l'antenne, le présentateur "vampirise" généralement l'expert ou le

commentateur.

En fait le direct, c'est tout le pouvoir au présentateur. Et, hélas, de dérive en dérapage, le système médiatique a fait de l'homme-tronc une poupée gonflable de l'information.

Ce personnage central de l'écran illustre au mieux aujourd'hui la confusion des rôles. On le retrouve d'ailleurs de plus en plus souvent dans des émissions de variétés. Ce qui permet du même coup aux animateurs de variétés de jouer aux journalistes.

L'info étant un spectacle, et vice, versa....

Confusion majeure enfin entre le service public et le secteur privé. S'il existe encore aujourd'hui un discours différencié, les pratiques, elles, se rapprochent jusqu'à la confusion. Au delà de son statut, le service public a intégré -pour le pire- les critères du privé.

L'info de service public pouvait être caractérisée, grosso modo, comme permettant une meilleure appréhension du monde, proche et lointain, pour une plus grande maîtrise de son propre sort. La connaissance au service de la conscience. Une conception qui éprouve de plus de plus de difficultés à s'imposer face aux thèmes de la concurrence, du marché, de l'audience.

Quant aux programmes, ils se confondent de plus en plus : chaînes publiques et privées se disputant les droits sur les mêmes jeux et variétés.

## **l'auto-légitimité**

Longtemps le pouvoir politique qui tenait la télé sous tutelle a surestimé le pouvoir des media. L'homme public pensait qu'il suffisait de paraître pour convaincre et entraîner l'adhésion.

Aujourd'hui, en France par exemple, les journalistes se sont largement débarrassés de cette dépendance. Mais on a l'impression qu'à leur tour ils surévaluent sinon leur pouvoir, du moins leur autonomie. Sentiment d'autant plus illusoire que le poids de la concurrence, de la rentabilité, de l'argent s'est ajouté aux pressions politiques.

Double contrainte particulièrement manifeste dans notre paysage

audiovisuel qui cumule les défauts bureaucratiques, les pressions partisans et les dérives commerciales (de la RTBF au Botanique, un cas suffit à illustrer le système).

Rétrécissement de son autonomie et repli sur soi : dans l'autosatisfaction, la "classe journalistique" évite la réflexion collective et refuse la critique publique.

Les dérapages médiatiques les plus récents ont sans doute introduit le doute dans l'esprit du public. Plusieurs sondages récents en témoignent sans qu'on en mesure encore les conséquences exactes.

Mais il est temps de se demander, plus fondamentalement, si informer (dans la définition donnée plus haut) n'est pas devenu impossible ou incompatible avec les mécanismes de la télé commerciale qui régissent désormais aussi bien le secteur privé que le service public.

L'info de guerre a été en fin de compte l'illustration la plus cruelle de l'info marchande.

La RTBF, pour sa part, a produit la meilleure et la pire des couvertures.

La meilleure, quand elle a pris ses distances et son souffle pour fournir des dossiers complets et originaux, qui resituaient les problèmes dans leur contexte politique, économique et culturel, ou quand ses envoyés spéciaux jouaient franchement la carte de la différence loin de la course au faux scoop banalisé ou manipulé. Bref quand elle refusait l'hystérie médiatique ambiante, quand elle menait une politique de surcroît adaptée à ses moyens.

La pire, quand elle courrait derrière les autres chaînes, multipliant les éditions spéciales sans disposer des moyens nécessaires ou quand elle faisait -mal-vibrer quelques grosses cordes émotionnelles. Quand quelques uns de ses dirigeants la prenaient -sans rire- pour une CNN en modèle réduit...

Le pire et le meilleur : la RTBF a, au fond, parfaitement illustré son incapacité à choisir une voie décisive. Elle a pratiqué cette politique vélléitaire, cette hésitation, ce balancement permanent qui risque de

l'emporter vers la faillite définitive. C'est le risque qu'elle court en hésitant sans arrêt entre le suivisme vis à vis de l'info commerciale et la différence de l'info d'analyse, sa seule planche de salut.

## Notes

(1) Interview à *Télérama* 2/3/91

(2) *Le Monde*, 9/2/91, "1914-1991 : la censure et la guerre", Jean-Noël JEANNENEY.

(3) *Le Monde*, 10/2/91, "Images de guerre", Marc FERRO.

(4) En 1984, lors du tremblement de terre en Colombie, une dizaine de caméras ont suivi pendant des centaines d'heures l'agonie d'une petite fille qui s'enfonçait inexorablement dans la boue.

(5) *Le Monde*, 24/1/91, "L'information Spectacle", Dominique WOLTON  
"War Games", *L'information et la guerre*, D.WOLTON, Flammarion.

(6) Voir la série d'articles de Serge DANEY dans *Libération* (rubrique "Rebonds") et dans *Les Cahiers du Cinéma*, mars 91.

(7) *Le Monde*, 5/4/91, "Le Temps de la Suspicion", Etienne MOUGEOTTE.

# la guerre froide et le tiers-monde: le bon vieux temps?

immanuel wallerstein\*

La nostalgie nous viendra-t-elle si vite ? Je crains que ce ne soit le cas. Nous venons de quitter l'ère de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis (1945-1990) pour entrer dans une ère post-hégémonique. Même si, au cours de cette ère, la position du Tiers-monde était déjà bien difficile, je crois que des temps plus durs encore l'attendent. Les temps qui viennent de se terminer étaient des temps d'espérance, espérance souvent déçue, sans doute, mais espérance quand même. Les temps à venir seront des temps troublés, des temps de luttes inspirées plus par le désespoir que par des convictions. Pour employer un vieux symbole occidental, ce qui peut n'être guère de bon aloi en ces circonstances : ce sera un temps de purgatoire, et son issue restera incertaine.

Je développerai mon point de vue en deux parties : une brève esquisse de l'ère que nous venons de quitter et une projection de ce à quoi nous pouvons, selon moi, nous attendre ; j'y ajouterai des considérations sur les alternatives historiques qui se présentent à nous.

## une ère s'achève

Les traits essentiels de la période 1945-1990 peuvent, à mon avis, être résumés en quatre énoncés.

(a) Les Etats-Unis constituaient un pouvoir hégémonique dans un système-monde unipolaire. Leur pouvoir, fondé sur un avantage écrasant de

---

\* Une version anglaise de ce texte a été présentée au Workshop sur «La Guerre froide et le Tiers-monde : passé et présent» organisé par le SSRC - CASPIC et le Center for Latin American Studies, Université de Chicago, 7-9 décembre 1990. Traduction: Serge Govaert, et l'auteur. Les sous-titres sont de la rédaction des CM.

productivité économique à partir de 1945 et sur un système d'alliance avec l'Europe Occidentale et le Japon, atteint son apogée vers 1967-1973.

(b) Les Etats-Unis et l'URSS se sont lancés dans un conflit formel (mais non réel), fortement structuré, soigneusement maîtrisé, dans lequel le rôle de l'URSS était celui d'un agent sous-impérialiste des Etats-Unis.

(c) Les Etats-Unis, l'URSS et l'Europe occidentale ont dû -de mauvaise grâce- être attentifs aux problèmes du Tiers-monde, qui a revendiqué ses droits plus rapidement et de façon plus entière que ne le souhaitaient ou ne le prévoyaient les pays du Nord. La force politique des pays du Tiers-monde était aussi, en dernière instance, leur tendon d'Achille : ils croyaient à la possibilité de poursuivre simultanément deux objectifs jumeaux, l'autodétermination et le développement national.

(d) Les années 70 et 80 furent une période de stagnation économique globale, de résistance des Etats-Unis au déclin qui les menace et de désillusion pour le Tiers-monde, déçu par sa propre stratégie.

J'en viens à présent au détail de ces différents énoncés. <sup>(1)</sup>

## **un système-monde unipolaire**

L'avantage économique écrasant dont bénéficiaient les Etats-Unis, en 1945, en termes de production et de productivité résultait de la conjonction de trois facteurs : l'effort constant accompli depuis 1865 aux Etats-Unis, par le rassemblement de toutes les énergies nationales, pour améliorer les processus de production et d'innovation technologique ; le fait que les Etats-Unis n'ont jamais dû, du moins jusqu'en 1941, consentir de dépenses militaires sérieuses, qu'ils ont su mobiliser efficacement en temps de guerre à partir de 1941-1945 et que leur infrastructure n'a pas été détruite par les hostilités ; l'énorme destruction par contre d'infrastructures et de vies humaines sur l'ensemble de l'Europe et de l'Asie à partir de 1939-1945.

Très vite, les Etats-Unis ont réussi à institutionnaliser cet avantage, c'est-à-dire à mettre en place une hégémonie qui leur permettait de contrôler ou de dominer virtuellement toutes les décisions d'importance de l'arène

politique et économique depuis quelque vingt cinq ans. Cette hégémonie était également idéologique et même culturelle.

Les deux piliers de ce système étaient l'alliance avec les pays déjà industrialisés les plus importants d'une part et, de l'autre, la construction sur le front intérieur d'un Etat-providence favorisant l'intégration nationale. Dans l'un et l'autre cas, les accords étaient économiques et idéologiques, et prétendument politiques.

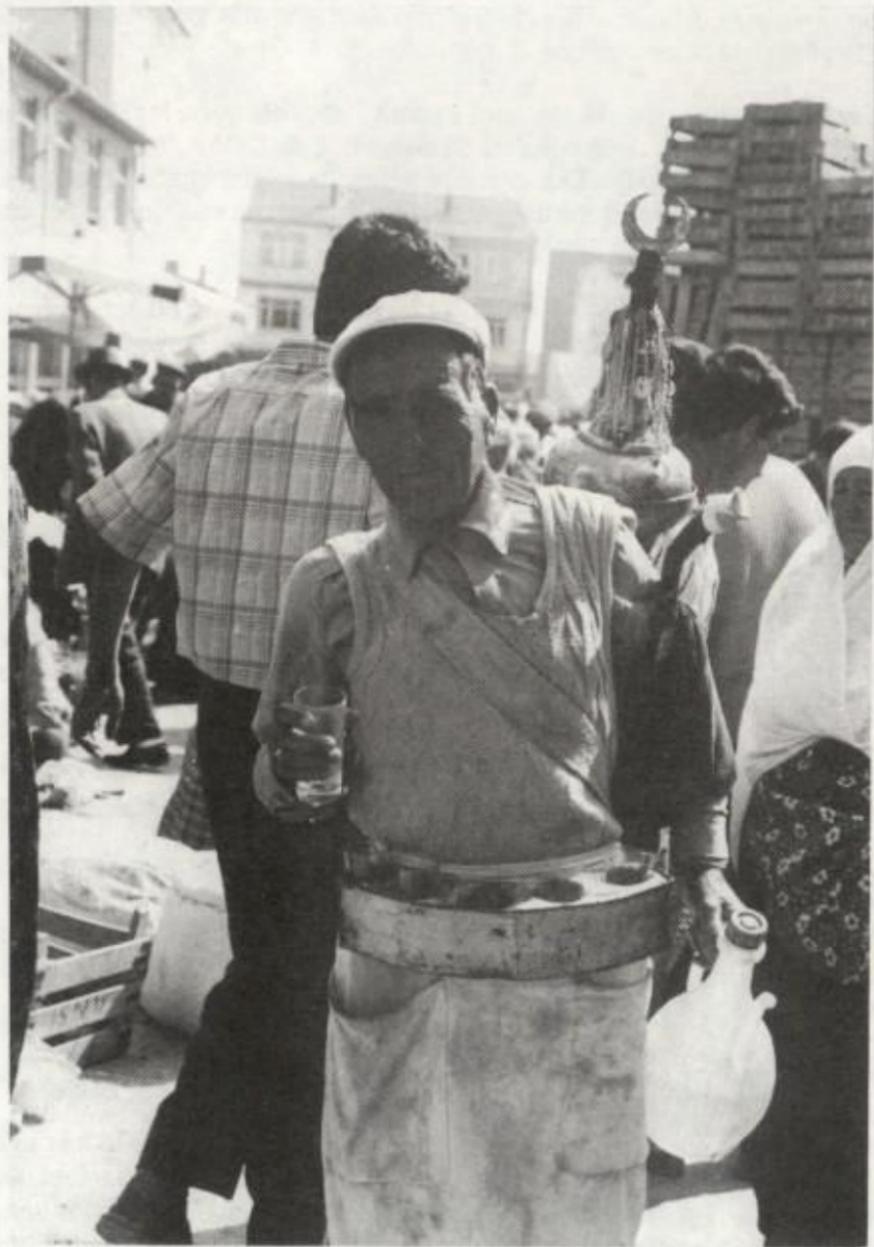
La reconstruction économique de l'Europe occidentale et du Japon, ainsi que la hausse sensible des revenus réels des classes moyennes et des ouvriers qualifiés aux Etats-Unis mêmes tenaient lieu de "carotte" économique. On pouvait ainsi garantir à la fois la satisfaction politique et l'existence d'un marché significatif pour les entreprises de production américaines.

Quant à l'emballage idéologique, c'était l'engagement de satisfaire pleinement, pour la première fois, les promesses du libéralisme politique, vieilles de deux siècles déjà : le suffrage universel et le bon fonctionnement du régime parlementaire. Cet engagement prit la forme d'une lutte contre le "totalitarisme" communiste qui aboutit, dans les faits, à exclure les communistes des droits politiques.

La promesse politique offerte nominalement, enfin, fut la participation de l'Europe occidentale et du Japon, en tant que pays, et de la classe ouvrière en tant que couche sociale à la prise de décision collective. En réalité, les décisions politiques les plus importantes ont été prises pendant quelque vingt cinq ans, dans le système-monde, par une élite restreinte aux Etats-Unis. C'est ce qu'on a appelé le *leadership* des Etats-Unis. L'Europe occidentale et le Japon formaient des Etats-clients. Les mouvements ouvriers, dans leur majorité, étaient des mouvements-clients.

## **l'urss, agent subordonné**

Les relations entre les Etats-Unis et l'URSS constituaient à la fois une chose formellement et une autre réalité en profondeur. Formellement, les Etats-Unis et l'URSS étaient des adversaires idéologiques, enfermés dans une Guerre froide depuis 1917 déjà (et non depuis 1945). Les deux Etats



représentaient des visions opposées de ce qu'est le bien social, fondées sur une lecture toute divergente de la réalité historique. Les structures des deux pays étaient très disparates et sous certains aspects, fondamentalement différentes. Chacun d'eux proclamait en outre bien haut la profondeur de ce clivage idéologique et invitait toutes les nations et tous les groupes à choisir son camp. Qu'on se souvienne de la fameuse déclaration de John Foster Dulles : "*Le neutralisme est immoral*". Des dirigeants soviétiques ont fait des déclarations analogues.

Pourtant, la réalité était toute différente. Une ligne traversait l'Europe, à l'endroit approximatif où les troupes américaines et soviétiques s'étaient rencontrées à la fin de la deuxième guerre mondiale. A l'Est de cette ligne s'étendait la zone réservée à la domination politique de l'URSS. L'accord conclu entre les Etats-Unis et l'URSS est bien connu et fort simple : l'URSS pouvait agir comme elle l'entendait dans sa zone de l'Europe de l'Est (c'est-à-dire mettre en place des régimes satellites). Deux conditions étaient posées. En premier lieu, les deux zones observeraient une paix inter-étatique mutuelle absolue en Europe et s'abstiendraient de toute tentative de changer ou de renverser les gouvernements en place dans l'autre zone. En second lieu, l'URSS ne demanderait (et n'obtiendrait) aucune aide économique des Etats-Unis pour financer sa reconstruction économique. L'URSS pourrait prendre ce qu'elle voulait dans les pays d'Europe de l'Est, le gouvernement américain concentrant ses ressources financières (vastes, certes, mais pas illimitées) sur l'Europe de l'Ouest et le Japon.

Comme on le sait, ces accords ont fort bien fonctionné. En Europe, la paix fut absolue. Il n'y eut jamais de menace d'insurrection communiste en Europe occidentale (sauf en Grèce, où l'URSS mina de l'intérieur puis abandonna à leur sort les communistes grecs). Et les Etats-Unis n'accordèrent aucun appui aux multiples efforts faits par les Etats de l'Europe de l'Est pour relâcher ou mettre fin au contrôle des Soviétiques (1953, 1956, 1968, 1980-1981). Le Plan Marshall fut réservé à l'Europe de l'Ouest et l'URSS construisit un cocon appelé *Comecon*.

L'URSS peut être considérée comme un agent sous-impérialiste des Etats-Unis dans la mesure où elle a servi à garantir l'ordre et la stabilité dans sa zone à des conditions qui, en fait, renforçaient la capacité des Etats-Unis de maintenir leur hégémonie mondiale. La férocité même de la

lutte idéologique -qui, en dernière instance, n'est guère significative-représentait, pour les Etats-Unis, un "plus" politique important (comme elle l'était aussi, sans conteste, pour le *leadership* de l'URSS). Nous verrons que l'URSS a également servi de bouclier idéologique aux Etats-Unis dans le Tiers-monde.

## le lénino-wilsonisme pour la périphérie

On n'a jamais demandé au Tiers-monde, que ce soit en 1945 ou ultérieurement, s'il appréciait ou approuvait l'ordre mondial établi par les Etats-Unis en collusion avec l'URSS. Sa place dans cet ordre mondial n'était assurément pas très enviable. En 1945, on ne lui offrit pas grand-chose dans l'arène politique, et encore moins dans l'arène économique. Au cours des années, les offres se firent un peu plus généreuses mais toujours à contre-cœur, et uniquement parce que le Tiers-monde se montrait militant et agressif.

En 1945, nul ne prenait le Tiers-monde au sérieux en tant qu'acteur politique sur la scène du monde : ni les Etats-Unis, ni l'URSS, ni les anciennes puissances colonisatrices de l'Europe occidentale. Les plaintes étaient accueillies avec surprise et on prêchait la patience à leurs auteurs, en excipant d'une version au niveau mondial de l'hypothèse, de la "goutte d'eau" qui finit par user la pierre.

Certes, les Etats-Unis avaient un programme pour le Tiers-monde. Ce programme avait été proclamé par Woodrow Wilson en 1917 sous le nom d'autodétermination des nations. A terme, quand les temps seraient mûrs, chaque peuple devait recevoir ses droits politiques collectifs à la souveraineté de la même façon que chaque citoyen reçoit un droit politique individuel à voter. Ces droits politiques donneraient alors l'occasion aux peuples d'améliorer leur sort, ce qu'on a appelé après 1945 le "développement national".

En tant qu'idéologie, le léninisme se disait sans doute à l'opposé de la doctrine de Wilson. Il était en fait, à de nombreux égards, un de ses avatars. Lénine a traduit en langage marxiste le programme que Wilson voulait voir appliquer au Tiers-monde. On l'appellerait l'anti-impérialisme et la construction du socialisme. Certes, des différences réelles s'exprimaient quant

à ceux qui contrôlèrent les processus politiques à la périphérie du système-monde, mais le programme lui-même avait une forme identique: d'abord un changement politique qui permettrait l'accès à la souveraineté (pour la première fois dans l'histoire pour les colonies, pour la première fois dans les faits dans les Etats du Tiers-monde déjà indépendants) ; ensuite un changement économique incluant l'installation d'une bureaucratie étatique efficace et l'amélioration des processus de production ("industrialisation"), et la création d'une infrastructure sociale (particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé). L'issue promise à la fois par les léninistes et par les wilsoniens était le "rattrapage", la possibilité de combler le fossé entre pays riches et pays pauvres.

Les pays du Tiers-monde ont acheté ce "package" lénino-wilsonien. Mais ils étaient impatients, et on les comprendra. Puisque le "package" comprenait deux étapes, ils ont très raisonnablement entrepris de réaliser d'abord la première de celles-ci. Ce fut la voie des luttes anti-coloniales dans les colonies, et de révolutions politiques analogues dans ce qu'on a appelé avec beaucoup de justesse les "semi-colonies". Après 1945, le Tiers-monde a forcé le pas, partout. Les communistes chinois sont entrés à Shangaï. Les peuples d'Indonésie et d'Indochine ont refusé d'accepter la rentrée de leurs maîtres coloniaux. Le sous-continent indien demanda immédiatement l'indépendance. Les Egyptiens chassèrent la monarchie et nationalisèrent le canal de Suez. Les Algériens refusèrent d'accepter l'idée qu'ils faisaient partie de la France. A partir des années 50, on assista à une véritable "avalanche" de libérations africaines. En Amérique latine, la révolution politique était en marche ; son succès le plus éclatant fut le triomphe du Mouvement du 26 juillet à Cuba en 1958. Et, bien sûr, il y eut la conférence de Bandoung en 1955.

Cette évolution politique présentait deux traits essentiels : dès le départ, elle était d'origine entièrement indigène et dirigée contre le Nord. Les puissances coloniales étaient résolument hostiles à cette façon de brûler les étapes et firent tout ce qui était en leur pouvoir pour entraver ou ralentir le mouvement. Bien entendu, leur tactique pouvait varier : les Britanniques, en particulier, étaient plus souples que les autres, et les Portugais, de ce point de vue, étaient bons derniers. Les Etats-Unis, en dépit de l'anti-colonialisme théorique de la doctrine wilsonienne, eurent tendance à soutenir aussi longtemps que possible la stratégie de freinage des Euro-

péens, mais ils finirent par appeler à la décolonisation, sous l'égide de leaders modérés et à une cadence "modérée". L'attitude de l'URSS n'était guère différente. Sans doute le léninisme représentait-il une forme plus combative et plus agissante d'anti-colonialisme que la doctrine wilsonienne. Et l'URSS soutenait-elle bien évidemment, matériellement et politiquement, de nombreux mouvements anti-impérialistes. Mais, à des moments particulièrement cruciaux, les Soviétiques cherchèrent eux aussi à modérer ou à contenir le mouvement. On connaît le rôle qu'ils ont joué en Grèce et les conseils qu'ils ont donnés à Mao Tsé Toung. Dans le monde entier, quiconque a suivi de près les luttes au niveau local sait que l'aide soviétique n'a jamais été exemplaire et que, bien souvent, elle n'était acquise qu'au prix de grosses difficultés; très souvent, ceux qui la demandaient se la voyaient purement et simplement refuser.

Malgré cela, comme nous le savons, c'est le Tiers-monde qui a gagné la bataille politique principale. A la fin des années 60, le processus de décolonisation (ou son équivalent dans les Etats dits indépendants) avait été mené à son terme à peu près partout. Le moment vint donc d'entamer la seconde étape, celle du développement national. Mais en fait, au moment même où cette étape venait à l'ordre du jour, le système-monde entraînait dans une phase Kondratieff-B. Dans la plupart des pays, la seconde étape ne put être concrétisée.

## **la crise depuis 1970**

Vers 1970, les Etats-Unis avaient atteint l'apogée et les limites de leur puissance. La diminution de leurs réserves d'or les contraignit à abandonner la parité or-dollar. La croissance économique de l'Europe occidentale et du Japon avait permis à ceux-ci d'égaliser le niveau de productivité américain; ils commençaient à le dépasser, au moment précis où la phase Kondratieff-B débuta. Plus précisément, c'est l'expansion de leur production globale elle-même qui fut la source principale du changement de conjoncture. Le Vietnam était en train de faire la démonstration de ce que les Etats-Unis devaient tirer les conséquences de leur propre credo wilsonien même lorsqu'ils n'appréciaient pas le groupe demandeur; du même coup, il démontrait qu'en refusant cette ligne de conduite, le gouvernement américain payait le prix de son refus et affaiblissait ainsi sa propre légitimité sur le front intérieur. Et la révolution mondiale de 1968 sapa l'ensemble du

consensus idéologique qu'avaient bâti les Etats-Unis, en ce compris son joker, le bouclier soviétique.

Les deux décades qui ont suivi ont été marquées par un travail de "rapiéçage" américain. Chaque pièce ajoutée a été efficace en ce qu'elle a contribué à ralentir l'effilochement du tissu, mais au bout du compte, c'est la toile toute entière qui prend un aspect dépenaillé. Nixon se rendit en Chine : un coup brillant, qui permit à la Chine de reprendre place dans la structure de l'ordre mondial. Il mit fin aux pertes américaines en acceptant la défaite vietnamienne. Autre coup brillant : les Etats-Unis se firent complices (peut-être même furent-ils à la base) des hausses du prix du pétrole proclamées par l'OPEP. Sous le dehors d'un acte prouvant le militantisme tiers-mondiste, l'initiative de l'OPEP servit à drainer une bonne part des surplus mondiaux disponibles (et en tout cas tous ceux que possédaient les pays du Tiers-monde) vers les banques occidentales (essentiellement américaines) par l'intermédiaire des pays producteurs de pétrole (qui ne manquèrent pas de prélever leur dîme au passage). L'argent fut alors immédiatement retransféré vers le Tiers-monde (et vers les Etats du bloc soviétique) sous la forme de prêts à Etats permettant à ceux-ci de rééquilibrer momentanément leurs budgets et de continuer à importer des produits finis occidentaux. La facture viendrait à échéance dans les années 80.

Pendant les années 70, les Etats-Unis cherchèrent à calmer le jeu. Ils offrirent aux Européens et aux Japonais le trilatéralisme, c'est-à-dire la promesse d'être davantage consultés lors de la prise des décisions politiques affectant l'ordre mondial. Ils offrirent aux Soviétiques la détente, c'est-à-dire une réduction des décibels idéologiques, qui servit à adoucir les rigueurs pour la bureaucratie brejnévienne dans le sillage de l'onde de choc de 1968. Ils offrirent à leur propre population un relâchement des tensions de la guerre froide, et une sorte de consumérisme culturel incluant une certaine libéralisation des mœurs ainsi que les actions dites affirmatives (2). Au Tiers-monde, ils offrirent le syndrome post-vietnamien, impliquant certains gestes concrets comme par exemple le rapport du Comité Church sur la CIA, l'amendement Clark sur l'Angola, le retrait du soutien apporté jusque-là Somoza et au chah d'Iran.

A mon avis, la politique suivie par les administrations Nixon, Ford et Carter

doit être vue comme formant une continuité, que l'on pourrait qualifier de "profil bas" et que le président Carter a détaillée lors de sa célèbre proclamation au public des Etats-Unis sur la nécessité d'accepter les limitations de la puissance nord-américaine. Ces politiques semblèrent fonctionner raisonnablement bien jusqu'à ce que le Tiers-monde, une nouvelle fois, tire l'échelle. Le "profil bas" capota sur un os que l'on n'attendait pas, celui de l'ayatollah Khomeiny. Celui-ci n'avait pas l'intention de se laisser prendre au jeu. Profil bas ou pas, les Etats-Unis restaient le Satan n° 1 (et l'URSS, le Satan n° 2).

La stratégie de Khomeiny était d'une grande simplicité. Il refusait d'accepter les règles du jeu -que ce soient les règles dictées par les Etats-Unis dans l'ordre mondial d'après 1945 ou les règles du système inter-étatique du monde moderne, en place depuis cinq siècles. Quant au résultat net, il était d'une simplicité tout aussi évidente. Les Etats-Unis furent profondément humiliés, Carter fut battu aux élections et Reagan prit le pouvoir sur la base d'un programme rejetant le "profil bas" sous toutes ses formes. La stratégie Reagan-Bush consistait à remplacer le profil bas par un pseudo-machisme: dur avec les alliés, dur avec l'Union soviétique, dur sur le front intérieur, dur -bien entendu- avec le Tiers-monde.

Economiquement, le monde fut confronté à la facture du "rapiéçage" des années 70 : la crise de l'endettement, qui se manifesta pour la première fois en Pologne en 1980 et fut officiellement reconnue à Mexico en 1982. Il en résulta une spirale économique descendante dans tous les pays du Tiers-monde et les pays du bloc soviétique, à l'exception des pays nouvellement industrialisés de l'Asie orientale qui réussirent à accaparer les industries transférées du centre à la semi-périphérie vu le montant moins élevé du taux de profit de ces industries. Le regonflement de l'économie-monde en déclin par les pompes de l'OPEP ayant épuisé ses possibilités, Reagan les remplaça par un keynésianisme militaire américain et des prêts massifs provenant de ses alliés devenus ses adversaires économiques : le Japon et l'Europe occidentale. Vers 1985, il devint manifeste que la facture américaine, elle aussi, viendrait bientôt à échéance, comme celle des prêts au Tiers-monde des années 70.

Y avait-il encore des pièces à rajouter ? Gorbatchev fut le premier à décider qu'il n'y en avait probablement plus. Si l'URSS était une superpuissance,

c'était en premier lieu en raison de ses accords spéciaux avec les Etats-Unis, ce qu'on a appelé la guerre froide. Du moment que les Etats-Unis ne pouvaient plus jouer leur rôle de puissance hégémonique, la Guerre froide n'avait plus de raison d'être, et l'URSS risquait d'être traitée exactement comme l'un des Etats situés à la semi-périphérie de l'économie-monde capitaliste. Gorbatchev a cherché à permettre à la Russie/URSS de demeurer une puissance mondiale (ou, au moins, un Etat semi-périphérique **fort**) en défendant un programme en trois points : liquider unilatéralement la guerre froide (un plein succès); décharger l'URSS du fardeau, désormais inutile, de son quasi-empire en Europe de l'Est (un plein succès); restructurer l'Etat soviétique afin qu'il fonctionne de manière efficace dans l'ère post-hégémonique (sans trop de succès jusqu'ici).

Au début, cette manoeuvre a étonné les Etats-Unis; par la suite, ceux-ci décidèrent de dissimuler ce démantèlement conscient de l'ordre mondial américain en criant victoire. Cette dernière pincée publicitaire de poudre aux yeux aurait pu porter les Etats-Unis pendant cinq bonnes années encore si, une fois de plus, le Tiers-monde n'avait tiré l'échelle, cette fois en la personne de Saddam Hussein. Celui-ci se rendit compte de la faiblesse des Etats-Unis, telle qu'elle se manifestait particulièrement dans l'effondrement des régimes communistes du bloc soviétique et dans l'incapacité des Américains d'imposer à l'Etat d'Israël un processus pour les règlements régionaux (en Indochine, en Afrique du Sud, en Amérique centrale et au Moyen-Orient) qui faisaient partie de la liquidation de la guerre froide. Saddam Hussein décida que le moment était venu de se montrer audacieux. Il envahit le Koweït, et il était parfaitement possible qu'il pensait poursuivre sa marche vers le Sud.

Je crois que son calcul se fondait sur quatre variables. La première était la crise de l'endettement mondial, dont il savait que le Tiers-monde ne pourrait pas sérieusement se dégager. Lui, au moins, avait une solution à portée de main : se saisir des rentes accumulées au Koweït. La deuxième était la fin des pourparlers de paix entre les Israéliens et l'OLP. S'ils avaient continué, l'invasion aurait porté atteinte à la cause palestinienne, qui reste l'enjeu fondamental du sentiment populaire arabe. Les négociations enterrées, Saddam apparaissait comme le dernier espoir des Palestiniens et deviendrait le héraut du sentiment populaire arabe, ce qui semble avoir été le cas. Mais, en dernière instance, ces deux variables n'avaient qu'une

importance mineure.

Ce qui était beaucoup plus important, c'est l'effondrement des communismes. Du point de vue du Tiers-monde, la signification de ce phénomène était double. En premier lieu, Saddam Hussein savait que l'URSS ne le soutiendrait **pas**, ce qui le délivrait des contraintes automatiques du règlement soviéto-américain de tous les conflits menaçant de déboucher sur une escalade nucléaire. En deuxième lieu, l'effondrement des communismes constituait l'effondrement final de l'idéologie du développement national. Si même l'URSS, disposant du modèle léniniste dans sa plénitude, ne pouvait y arriver, il était clair que ni l'Irak, ni aucun autre Etat du Tiers-monde n'avait la moindre chance de "rattraper" les pays développés par un programme d'auto-suffisance collective dans le cadre du système-monde existant. Les wilsoniens avaient enfin perdu leur bouclier léniniste, qui leur avait permis de canaliser l'impatience tiers-mondiste et de la transformer en une stratégie qui, du point de vue des forces dominantes du système-monde, était celle qui menaçait le moins le système en place.

Convaincu de l'inefficacité de toutes les alternatives et de la faiblesse des Etats-Unis, Saddam Hussein prit en compte une quatrième variable. En envahissant le Koweït ses chances de réussite étaient de 50/50. Mais les Etats-Unis, eux étaient sûrs de perdre à 100 %. Ils étaient en effet dépourvus de toute option viable. S'ils acceptaient l'invasion, ils étaient un tigre de papier. S'ils s'y opposaient, les retombées du carnage ne pouvaient être que négatives pour la position des Etats-Unis au Moyen-Orient, en Europe, sur le front intérieur et, en définitive, partout dans le monde.

## **les alternatives de demain**

Où allons-nous à présent ? Puisque je crois que le système-monde évolue vers une polarisation accrue entre le Nord et le Sud, je parlerai d'abord de ce qui constituera, à mon sentiment, la restructuration du Nord et des conséquences qui en découleront pour le Sud, pour aborder ensuite ce que je crois être les options politiques possibles pour le Sud. Je m'efforcerai enfin de situer tout ceci dans le contexte de l'avenir de l'économie-monde en tant que telle.

## **les deux nords et leurs alliés**

Nous nous trouvons actuellement à la fin de la phase Kondratieff-B qui perdure depuis 1967-1973. Nous entrons dans le creux final et probablement le plus dramatique de cette phase, analogue au creux 1893-1896 de la phase Kondratieff-B qui se déroula de 1873 à 1896. Son impact sera variable dans différentes parties du Nord, mais il sera probablement très important pour la plupart des pays du Sud. Cela étant, l'économie-monde, après en avoir été rudement secouée, s'en sortira et nous entrerons dans une nouvelle phase A de grande ampleur. Celle-ci sera enclenchée -la chose a été annoncée depuis longtemps- par un nouveau cycle de production de nouvelles industries de pointe (micro-informatique biogénétique, etc.) et les trois principaux lieux de production seront évidemment situés au Japon, dans la CEE et aux Etats-Unis. Ils s'affronteront dans le cadre d'une compétition très dure, afin d'assurer à leur version technique spécifique des produits en question le contrôle quasi monopolistique du marché mondial, mais sans y parvenir tous.

On parle beaucoup, ces jours-ci, d'un partage en trois du marché mondial. Je n'y crois pas, parce que dans ce type de compétition aiguë les triades donnent lieu à une coupure binaire dans la lutte pour la domination. Les enjeux sont élevés, et le plus faible des trois cherchera à conclure une alliance de peur d'être totalement écrasé. Aujourd'hui -et sans doute pour la décennie à venir- le plus faible des trois, en termes d'efficacité productive et de stabilité financière nationale ce sont les Etats-Unis. Ils seront naturellement amenés à s'allier avec le Japon. Les modalités de l'échange sont évidentes. La force du Japon, ce sont les processus de production et les surplus en capitaux. La force des Etats-Unis, ce sont les capacités et les potentialités de recherche et de développement, le secteur des services de façon générale, la puissance militaire et le bien-être accumulé en termes de consommation. Une fois réunies, les deux Corées pourraient rejoindre l'alliance Japon-Etats-Unis, de même bien entendu que le Canada. Le Japon et les Etats-Unis feraient bénéficier l'alliance de leurs contacts en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Et ils feraient une offre d'un créneau approprié pour la Chine suffisamment alléchante pour qu'elle l'accepte.

Pour l'Europe, une telle alliance n'est plus une surprise depuis longtemps.

C'est ce qui explique que les accords de 1992 n'ont jamais déraillé et que, bien au contraire, ils vont prendre davantage d'importance à présent que l'Allemagne est réunifiée et que les Britanniques sont débarassés de Thatcher (tout comme la droite française le sera bientôt de Chirac). L'Europe doit mettre au point une stratégie de détail : soit l'expansion progressive de la CEE, soit une large confédération. La Russie constitue une clef dont il faut tenir compte si l'Europe entend avoir quelque poids face à l'alliance Japon-Etats-Unis. L'Europe s'opposera avec force à toute désintégration de l'URSS et, puisque le Japon, la Chine et les Etats-Unis craignent également semblable évolution pour des raisons différentes, l'URSS réussira probablement, d'une façon ou d'une autre, à se tirer d'affaire.

La deuxième étape consistera pour chacun des deux "Nords" à développer sa semi-périphérie principale (la Chine pour le premier, la Russie pour le second), afin d'en faire à la fois un producteur associé, un marché important et un fournisseur de main-d'oeuvre immigrée. Actuellement, la perspective d'un afflux de main-d'oeuvre russe ou chinoise fait très peur aux zones du centre. Mais en 2005, lorsque les économies seront en plein essor, le déclin démographique se poursuivra et les travailleurs immigrés seront accueillis à bras ouverts, à condition que leur arrivée se fasse de façon "ordonnée".

### **trois options pour le sud**

Qu'arrivera-t-il au Tiers-monde ? Rien de très positif. Bien sûr, de nombreuses enclaves noueront des liens avec l'un des deux Nords, mais la part du Sud dans la production et le bien-être mondial diminuera partout dans le monde, et je crois que nous assisterons à un véritable renversement des indicateurs sociaux (c'est-à-dire de l'éducation et de la santé), en particulier du niveau raisonnablement bon atteint par le Sud sur ces indicateurs au cours de la période 1945-1990. En outre, le Sud sera privé de l'instrument politique le plus important dont il put disposer au cours de cette même période - les mouvements de libération nationale. L'ANC d'Afrique du Sud serait le dernier grand mouvement à parvenir au pouvoir. Tous ces mouvements auront été au service d'un objectif historique unique - l'accomplissement de l'autodétermination - et auront tous échoué à réaliser l'autre objectif historique - le développement national. L'idée actuellement

fort répandue, mais totalement erronée, que "le marché" leur apportera ce que l'industrialisation et l'étatisation n'ont pas su leur donner, ne survivra pas à la récession aiguë que ces pays connaîtront dans les cinq prochaines années. La chute de Mazowiecki annonce l'impuissance généralisée qui sera le sort de ces régimes.

Quels sont dès lors les choix possibles ? Il y en a beaucoup, en fait, même si aucun d'entre eux ne cadre dans la conception du monde (*Weltanschauung*) qui a gouverné le monde au cours de l'ère lénino-wilsonienne.

Commençons par celui qui est le cauchemar du Nord, parce que celui-ci ne voit pas de possibilité d'y répondre. On parle généralement à son propos de fondamentalisme islamique, mais cette dénomination est totalement fautive. Il ne s'agit pas particulièrement d'un phénomène islamique. Il n'a rien non plus de particulièrement fondamentaliste, si l'on entend par là un retour à d'anciennes pratiques religieuses.

L'option khomeiniste est en premier lieu l'aboutissement de la colère que l'on peut ressentir face aux horreurs du système-monde moderne; cette colère a pour objet les principaux bénéficiaires et instigateurs de ce système. Le centre occidental de l'économie-monde capitaliste. C'est la dénonciation de l'Occident, y compris - même en particulier - les valeurs des Lumières, en tant qu'incarnation du Mal. S'il n'y avait là que mouvements tactiques, manières de mobiliser l'opinion populaire, il serait possible d'en venir à bout. Mais dans la mesure où il s'agit de véritables options, il n'y a aucun moyen d'engager la communication ou d'y apporter des solutions.

Combien de temps de telles explosions peuvent-elles durer ? Jusqu'où peuvent-elles aller ? L'Iran de Khomeiny semble être sur la voie de l'apaisement des passions, sur le point de faire sa rentrée dans l'orbite culturelle du système-monde. Mais si demain, des mouvements éclatent dans d'autres pays du Sud, ou dans plusieurs d'entre eux en même temps, et que le système-monde est moins stable, ne pourraient-ils pas durer plus longtemps ou aller plus loin ? Ne pourraient-ils pas faire progresser de façon substantielle la désintégration du système-monde, processus dont ils sont eux-mêmes issus ?

La deuxième option est l'option Saddam Hussein. Ici aussi, il faut être clair sur ce dont il est question. Il ne s'agit pas d'un rejet total des valeurs du système-monde moderne. Le parti Baas était un mouvement de libération nationale typique, et profondément laïc. A mon avis, l'option Saddam Hussein n'est rien d'autre que l'option Bismarck. Elle procède du sentiment que, puisque les inégalités économiques sont le résultat de rapports de forces politiques, les changements économiques ne peuvent se faire que si l'on dispose de la force militaire. Le conflit Irak/Etats-Unis est la première vraie guerre entre le Nord et le Sud. Les guerres de libération nationale (celle du Vietnam par exemple) avaient toutes un objectif limité et très clair: l'autodétermination. Du point de vue du Sud, toutes ces guerres avaient été déclenchées par le Nord et il était possible d'y mettre fin si le Nord laissait le Sud tranquille. Dans le cas de la crise du Golfe, les hostilités ont été déclenchées par le Sud dans le but non pas de parvenir à l'autodétermination mais de transformer les rapports de forces mondiaux. Il s'agit réellement de quelque chose de tout à fait différent.

Certes, Saddam Hussein pourrait bien perdre la guerre et être anéanti<sup>(3)</sup>. Mais il a tracé la voie d'une nouvelle option : la création d'Etats de plus grande taille, dotés d'un armement de niveau supérieur (et non plus de niveau secondaire), prêts à courir le risque d'une guerre véritable. Si les temps deviennent mûrs pour une telle option, quelles seront les conséquences ? Un terrible carnage, bien entendu, y compris sans aucun doute l'utilisation de l'arme nucléaire (et très vraisemblablement de l'arme chimique et biologique). Du point de vue du Nord comme de celui du Sud, l'option Saddam Hussein est plus terrible que l'option Khomeiny. Peut-être, diriez-vous, ceci n'est-il guère différent des guerres entre Nord et Sud qui ont fait partie intégrante de l'expansion historique des frontières du système-monde moderne ? La réponse est que d'un point de vue moral, il s'agit en effet du même phénomène ; mais que d'un point de vue politique et militaire, c'est quelque chose de fondamentalement différent. Les anciennes guerres coloniales étaient militairement déséquilibrées : l'agresseur venu du Nord avait confiance en sa force. Les guerres nouvelles seraient militairement plus équilibrées, et c'est au Nord que la confiance fait aujourd'hui défaut. Il est possible que la période 1945-1990 restera dans les mémoires comme celle d'une paix relative entre Nord et Sud (en dépit du Vietnam, en dépit de l'Algérie, en dépit des multiples luttes anti-coloniales), entre la vague des guerres d'expansion européenne et la

vague des guerres Nord-Sud du vingt-et-unième siècle.

La troisième option est celle que j'appellerai l'option de résistance individuelle par déménagement physique. Dans un monde où s'aiguisent les tensions entre Nord et Sud, où le déclin démographique du Nord se poursuit alors que le Sud est en pleine expansion démographique, comment sera-t-il politiquement possible de contenir les migrations massives et clandestines du Sud vers le Nord ? Je crois que la chose n'est pas possible, et que cette migration Sud-Nord s'ajoutera à l'immigration (clandestine ou non) de travailleurs venant de Chine et de Russie. Bien entendu, ce phénomène n'est pas neuf, mais je crois qu'il va prendre de l'ampleur et transformer les structures de la vie sociale dans le Nord. Il suffit à cet égard de faire une double constatation. La présence de gens du Sud dans les pays du Nord pourrait bien, d'ici 2025, atteindre la proportion de 30 à 50 %. Et l'on pourrait être tenté de leur refuser les droits politiques, ce qui voudrait dire qu'après deux cents années d'intégration sociale des classes ouvrières dans le Nord, nous en serions revenus à la situation du début du dix-neuvième siècle - l'absence de droits politiques pour la masse des classes laborieuses inférieures. Ce n'est certes pas là une bonne méthode pour assurer la paix sociale.

## **vers de nouvelles stratégies**

Ce choix entre trois options pour le Sud constitue un dilemme politique pour les élites dirigeantes du système-monde, dont les réactions ne sont pas prévisibles. Mais il constitue aussi un dilemme fondamental pour la gauche mondiale, pour les forces anti-systémiques du Sud comme du Nord.

La confusion au sein des mouvements de gauche du Nord est dès à présent manifeste. Ils n'ont pas su comment réagir face à Khomeiny. Ils ne savent pas comment réagir face à Saddam Hussein. Ils n'ont jamais eu de position claire sur l'immigration clandestine. Dans chacun de ces cas, ils n'ont pas voulu apporter leur soutien plein et entier, sans pour autant vouloir soutenir inconditionnellement la répression nordiste. En conséquence, la gauche du Nord est restée muette, et sans aucun poids sur les événements. Il était facile d'appeler à la solidarité avec les mouvements de libération nationale. De chanter "Ho, Ho, Ho Chi Minh" en 1968. Mais c'était parce que le *Vietminh* et le FNL invoquaient des valeurs lénino-wilsoniennes.



Une fois celles-ci disparues, une fois qu'il fut admis que le développement national est une illusion (et même une illusion pernicieuse), une fois que l'on eut abandonné la stratégie de base de transformation suivie pendant les cent cinquante dernières années, la gauche du Nord pouvait-elle faire autre chose, elle aussi, que du "rapiéçage" ?

La situation est-elle plus facile pour la gauche du Sud ? Est-elle prête à s'engager dans les rangs de Khomeiny ou de Saddam Hussein, à investir son énergie dans l'option immigration ? La chose me paraît douteuse. Ses hésitations sont les mêmes que celles de la gauche du Nord. Elle aussi veut secouer le système-monde et reconnaît que toutes ces options secouent le système-monde. Mais elle aussi doute que ces options puissent conduire au monde d'égalité et de démocratie dont se réclame la gauche du Sud comme la gauche du Nord.

La question sérieuse et ouverte à laquelle nous sommes confrontés, alors même que nous entrons dans la première moitié du vingt-et-unième siècle qui verra une crise aiguë et profonde de l'économie-monde capitaliste, est de savoir si de nouveaux mouvements transformateurs émergeront, s'ils se doteront de stratégies nouvelles et de nouvelles priorités. C'est très possible, mais c'est loin d'être certain. En effet, nul n'a pu mettre en avant de nouvelles stratégies et priorités pour remplacer les stratégies lénino-wilsoniennes suivies par le Tiers-monde, lesquelles ne sont elles-mêmes rien d'autre qu'une extension de la stratégie de conquête du pouvoir national développée au dix-neuvième siècle par les mouvements socialistes comme par les mouvements nationalistes.

Et pourtant, c'est cela le défi concret lancé à la gauche mondiale. Si elle n'y répond pas sérieusement et rapidement, l'effondrement de l'économie-monde capitaliste dans les cinquante années à venir conduira tout simplement à son remplacement par quelque chose d'aussi nuisible. En tout état de cause, la confrontation Nord-Sud sera, à partir d'aujourd'hui, au coeur des luttes politiques mondiales. Elle doit donc être au coeur des analyses que feront les scientifiques sociaux historiques comme les militants politiques.

## notes

(1) Le point de vue défendu ici est exposé plus en détails dans quatre articles récents.

- "Marx, Marxism-leninism and Socialist Experiences in the Modern world-system", *Thesis XI*, n°27, 1990, pp.40-53.

- "The lessons of the 1980's" Introduction à *Geopolitics and geoculture : Essays on the changing world-system*, Cambridge Univ.Press, 1991.

- "L'Amérique et le monde : hier, aujourd'hui, demain", *Futurs antérieurs* n°5, 1991.

- "The concept of national development, 1917-1989 : Elegy and Requiem" (à paraître).

(2) L'action affirmative est le sigle qu'on donne aux Etats-Unis aux programmes pour favoriser la montée des cadres provenant des groupes défavorisés, tels les Noirs ou les femmes.

(3) Evidemment, depuis l'écriture de cet article, l'Iraq a bel et bien perdu la guerre.

## Enseignement et économie(s)

# **l'enseignement aux enseignants ?**

claude herne

On connaît le refrain, familier ces tout derniers temps. *"Que l'école doive mieux répondre aux besoins du monde de l'entreprise au risque de fermer les orientations obsolètes, 'ceux qui comptent aujourd'hui dans le monde économique belge' le revendiquent tous"* (*Le Soir*, 31 août 1990). On se plaint donc que les écoles, les universités ne fournissent pas, *just at time*, les travailleurs et les cadres dont les entreprises ont besoin. On en conclut aussitôt que les formations dispensées par l'enseignement sont inadap-tées, toujours dépassées par les "progrès des technologies modernes d'un monde en perpétuel changement".

### **le sort de la prévision économique à moyen terme**

Peut-il en être autrement ?

Qui peut prévoir les débouchés réels, à cinq ou six ans de distance pour les cadres moyens et les techniciens et, pour les universitaires, parfois à douze ans, si on tient compte de la formation secondaire préparatoire indispensable ?

Les chefs d'entreprises ? Voyons concrètement leurs desiderata.

Il faut *"réorganiser l'école en fonction des attentes du marché"* réclame Jean-Claude Vandebosch, le directeur général de Hewlett Packard Belgique (*Le Soir*, 31 août 1990). On ne peut trouver propos plus à propos pour illustrer notre point de vue, ni plus approprié car il implique la technologie la plus pointue du moment. L'informatique a connu, voici quelques années, un engouement tel que tout qui ne se lançait pas dans ce type de formation avait l'air d'en rester à l'âge de la pierre. On s'attendait à voir fleurir des

*Silicon Valley* un peu partout. Steve Job était le héros identificateur des jeunes loups.

Et aujourd'hui ? I.B.M., le géant (67,2 milliards de dollars de chiffre d'affaires), le numéro un mondial, supprime, en 1990, 10.000 emplois aux USA pour arriver à 206.000 (contre 243.000 en 1985), sur un total de 387.000 emplois dans son réseau mondial. Toujours dans l'industrie informatique américaine, Control Data a liquidé 10.000 emplois, fin 1989. Unisys supprime 5.000 emplois (et son président Michel Blumenthal quitte le bateau pour la banque d'investissement Lazard frères), après un dégraissage de 6.000 emplois (sur un total de 82.300) en septembre 1989. Digital Equipment, qui s'est débarrassé de 7.500 emplois en septembre 1989, enregistre 230 millions de dollars de pertes pour le premier semestre 1990, et cela, pour la première fois depuis trente ans. Wang se débat dans les pires difficultés financières (*Le Monde*, 17 septembre 1990). "Privatisée en 1984, British Telecom a licencié de 4.000 à 5.000 cadres" (*Le Monde*, 12 mai 1990). Siemens a racheté Nixdorf, obéré d'un déficit de 6 milliards de francs pour le premier semestre 1989, et fait 5.000 chômeurs (*Le Vif*, 1 septembre 1989), et Fujitsu fait de même avec le britannique ICL.

Autres exemples. L'effectif des salariés de Philips est tombé, pour le monde entier, de 347.000 en 1985 à 305.000 en 1989, alors que le chiffre d'affaires net en milliards de francs était à peu près semblable (*Le Monde*, 8 juin 1990). Mais on n'en reste pas là. Au 30 septembre 1990, Philips employait encore 285.700 personnes et, le 26 octobre 1990, *l'Echo* titre sur cinq colonnes "Philips cogne dur : 45.000 emplois en moins", à cause de sa restructuration des deux secteurs informatique et circuits intégrés. Olivetti (joyau de l'empire de De Benedetti) employait près de 60.000 personnes au début de 1989, 55.000 en juin et en licencie 7.000 en avril 1990 (*Le Monde*, 15 novembre 1990). En deux ans, pour 1991, Bull aura mis en chômage 15% de ses 50.000 employés.

Mûrissement de la technologie et tassement du marché. La progression des nouveaux acheteurs, escomptés au vu des premières ventes, est stoppée. Les achats visent à renouveler l'ancien matériel, sans plus. "Les constructeurs dictaient leur loi, maintenant ce sont les clients. Nous passons d'un métier où nous faisons des produits de luxe, à une activité où nous travaillerons dans des conditions comparables à l'automobile ou

*l'électronique grand public, et cela se traduit par une diminution des marges*" reconnaît François Lorenz, le patron du groupe Bull.

Seuls les prétentieux et extralucides rétrospectifs pouvaient s'attendre à une déconfiture si rapide.

Ne parlons pas de l'exemple trop caricatural du surgénérateur de Kalkar, adopté par l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas en 1967, achevé en 1986, après avoir coûté 140 milliards de francs belges, et démantelé en 1991, sans avoir servi, pour un coût déjà évalué à une dizaine de nouveaux milliards.

## les secteurs les plus rodés

Les secteurs les plus traditionnels ne sont pas plus à l'abri des pénuries et des surchauffes non prévues. Au début des années 1970, le bâtiment occupait près de 250.000 personnes. Dans les années 80, durant six ans, le secteur de la construction, en marasme, voit baisser ce chiffre autour des 138.000 travailleurs. En 1989, l'effectif monte à 145.000 et, aujourd'hui, on se plaint du manque de main-d'oeuvre. Pas n'importe laquelle d'ailleurs. *"A quelque niveau que ce soit, ce sont des travailleurs très spécialisés et très mobiles qui manquent à notre industrie. En construction notamment, trop de travailleurs sont capables de faire du gros-oeuvre, surtout les chômeurs agés, ils rechignent donc à recevoir une formation nouvelle"* déplore Roland Maes, le président de la Confédération Nationale de la Construction (*Echo de la Bourse*, 11 mai 1990). Ne peut-on y voir une carence des écoles techniques et professionnelles incapables d'anticiper la demande (pour une date indéterminée) ? Et les jeunes qu'on inciterait maintenant à entrer dans la profession, leur garantit-on du travail dans quatre ans, alors que le taux des prêts hypothécaires vient de bondir et qu'on annonce une péréquation des revenus cadastraux (indexés de 5.3%, en 1991) ? Et qui oserait prendre le risque de le leur conseiller ? Celui qui lit en gros titres *"Des nuages pointent à l'horizon de la construction"* (quatre colonnes chapeautant l'article dans lequel Maes se plaint de la pénurie de main-d'oeuvre, ou *"Premiers signes de morosité dans la construction"* (*Le Soir*, 19 octobre 1990) et *"Rien ne va plus dans la brique"* (*Le Soir*, 24 octobre 1990) ? Seuls ceux qui rêvent de renforcer "l'armée de réserve industrielle", le volant de sécurité de chômeurs nécessaires aux

capitalistes pour faire pression, pour freiner sur les salaires, feront luire l'avenir prometteur dans le bâtiment.

Les patrons geignent devant ces gens "totalement démotivés" ! Peut-on comprendre ? Roland Maes est explicite : *"Sur les quelque 23.000 chômeurs ayant une 'aptitude normale', seuls 10% sont en fait aptes à travailler, après un stage de formation. Il faut dire que, pour un chômeur non spécialisé, chef de ménage, qui touche une vingtaine de milliers de francs de l'ONEm, il est peu tentant d'aller sur un chantier pour une trentaine de milliers de francs<sup>(1)</sup>, alors qu'il peut trouver plus que la différence en réalisant quelques travaux au noir, à gauche et à droite"*.

Pas un mot évidemment sur les conditions de travail plus que rudimentaires dans la construction, ni sur les accidents de travail, qui y sont toujours nombreux et dont l'actuelle recrudescence<sup>(2)</sup> inquiète, à juste titre, le ministre Van den Brande.

## antienne ancienne

La chanson sur la formation fait partie du répertoire des griefs (avec le poids des salaires, la lourdeur des charges sociales, l'absentéisme, les grèves du secteur public qui prennent tout le monde en otage, la rigidité des syndicats...) formulés à intervalles réguliers par le patronat pour détourner de regarder d'un peu plus près la conduite de ses affaires. Nous trouvons dans nos notes qu'en décembre 1976, Raymond Pullinckx y allait déjà sur le mode de la déploration. *"Nos entreprises relèvent de plus en plus d'inadéquations entre la formation scolaire et les besoins réels"* (Agefi, 20 décembre 76). Il invoquait des exemples du genre *"une société proche de Liège, à la recherche de quinze monteurs, a dû prospecter jusqu'en Hesbaye et, finalement, s'est résignée à n'en trouver que six"*. C'est littéralement du prêt à emporter qu'il leur faut. Il citait un deuxième exemple, meilleur encore pour jauger les exigences déréelles des patrons : *"Une entreprise de Charleroi recherche en vain des soudeurs (il est vrai qu'on réclamait qu'ils soient expérimentés)"*. Si, en plus, il faut que l'école sorte des travailleurs expérimentés, on n'a pas fini d'allonger encore le cursus scolaire !

*"Evidemment, admet M. Pullinckx, les entreprises industrielles et com-*

*merciales sont des réalités mouvantes, dynamiques, sans cesse remises en question et remodelées par l'événement et la technique. Tout cela n'est donc ni quantifiable, ni prévisible dans le détail" (Agefi, 20 décembre 76).* Voilà on ne peut meilleur argument, et qui enlève tout bien fondé aux gémissements patronaux contre la valeur productive et l'orientation prospective de notre enseignement.

Il est clair qu'une économie de marché libre, soumise aux caprices de l'offre et de la demande, ne peut que subir les à-coups qui rendent impossible la gestion rationnelle de la main-d'oeuvre et même des investissements en machines. Certes, les campagnes publicitaires, orientant les besoins, peuvent faire advenir des ventes qu'on avait cru prédire, mais les budgets publicitaires (qui grèvent les prix de revient de façon improductive pour la société globale) ont des limites et ne font que reporter les problèmes sur les sociétés concurrentes ou les autres secteurs économiques.

Seule une planification souple pourrait permettre une gestion prédictive des ressources. Mais si d'aucuns parlent "planification", on entend déjà hurler au complot en vue de détruire les plus solides bases de la société capitaliste. Surtout s'il s'agit de ces enseignants qui, à force de tirer le diable par la queue, pourraient bien être les suppôts occultes du Grand Satan. On ne rit pas. Lisez plutôt : *"On peut se demander jusqu'à quel point cette décadence de l'enseignement -quel autre mot employer ?- ne s'inscrit pas dans une entreprise de sape systématique de tout le mode de vie occidental". (Agefi, Echo de la Bourse, 11 août 1977).* Que les enseignants n'y soient pas parvenus, après quinze ans d'un tel travail de sape, doit être la preuve péremptoire de leur manque probant d'efficacité.

## **propos en sens divers pour vendre du vent et épaissir le brouillard**

Que suggéreraient donc "ceux qui comptent aujourd'hui dans le monde économique belge" ? <sup>(3)</sup> Pour notre édification <sup>(4)</sup>, Christine Simon dans *Eco-Soir* du 31 août 1990 nous livre leurs propos qu'on ne peut qualifier de propositions constructives et encore moins de "solutions réalistes".

Pour Marc Van Ossel, administrateur-délégué des Glaceries de Saint-

Roch, *"Il y a des gens que l'on forme pour des diplômes qui ne servent à rien. Si on ne forme pas bien les jeunes on le paiera cash* <sup>(5)</sup> *d'ici dix ou quinze ans. Il faut donc rehausser la qualité et avoir le courage de trancher dans le vif".* Ouais ! pour qui sait ce que parler veut dire c'est bien parler pour ne rien dire. *"L'école sert d'incitant à l'apprentissage futur des langues et de l'informatique"* pense François Cornelis (Petrofina), et *"L'école doit apprendre à communiquer dans différentes langues. Réorganiser l'école en fonction des attentes du marché"* souhaite Jean-Claude Vandebosch, directeur général de Hewlett Packard Belgique. On flotte toujours dans le vague. *"L'école prépare les jeunes pour développer les affaires de demain. Le secondaire est incapable de former des véritables bilingues. L'entreprise souhaite engager des jeunes compétents. L'école doit inculquer l'esprit d'entreprise aux jeunes"* estime Georges Jacobs (U.C.B.), président de la Fédération des Industries Chimiques. Pour Philippe de Buck, *"l'entreprise éprouve des difficultés à recruter des techniciens compétents. Les programmes scolaires ne sont plus adaptés aux changements technologiques. Il faut revaloriser l'enseignement technique et professionnel"*. On rabaisse ici ses exigences au niveau de la main d'oeuvre d'exécution. *"L'entreprise a besoin de techniciens qualifiés et d'un enseignement fort"* conseille Philippe Delaunois en parlant de l'entreprise en général, mais on a tout lieu de croire que ces techniciens, "prêts à l'emploi", serviront à son entreprise, Cockerill-Sambre.

Etienne Davignon <sup>(6)</sup> s'oppose par ailleurs à ces vues trop technicistes : *"Tout le monde (?) revient à la formation de base. (...) Le monde économique (?) prône un retour vers la culture générale et l'attente de jeunes spécialisés dans les domaines pointus relève du passé"*. Allons, bon, si Stévie, le Président de la Société Générale de Belgique traite implicitement de passésistes le Président de l'Union Wallonne des Entreprises et les gens de Fabrimétal, les réunions au top niveau ne doivent pas toujours être tristes. Quoique Davignon n'ait pas l'air toujours constant : *"Trop de jeunes font des études sans cerner les finalités"*. Cela demanderait des explications car ces "finalités" ne sont-elles pas en opposition, voire en contradiction, avec la "culture générale" ? Même son de cloche chez Théo Peeters, président de BBL, qui suggère de *"se réorienter vers les filières de base"* et donc entend sans doute en revenir aux anciennes divisions latin-grec/ latin-math/ scientifiques, etc., ce qui n'est pas spécialement novateur, ni révolutionnaire. Tous les mots qui donnent leur sens à l'interview sont

flous, vagues à souhait et montrent combien "ceux qui comptent aujourd'hui dans le monde économique belge" si complaisamment médiatisé, vendent du vent et se reposent sur des conceptions molles et buissonnantes. Comment fonder une politique prospective de l'enseignement sur des propos aussi inconsistants et souvent contradictoires ?

## comment décident les décideurs ?

Rien donc n'est suggéré pour faire des femmes et des hommes intégraux. Ces pensées d'entre-la-poire-et-le-fromage ne visent qu'à faire des pions d'un jeu d'échec grandeur nature, des pièces détachées ajustables aux besoins immédiats et contingents des entreprises sans même tenir compte des nécessités globales de la machine sociale. Et on s'étonnerait que les jeunes pussent manquer de grandeur de vue ?

Rien de neuf, donc. Davignon ne précise nullement si la culture générale va du *Clavecin bien tempéré* au *Beau Danube Bleu*, si Samuel Beckett y entre avec Molière; si le cinéma, le jazz, la BD... y ont droit de bourgeoisie.

On dit "bilingue" sans préciser si c'est le français avec l'anglais, le néerlandais... le japonais ou le russe... Et "polylingue" ? Est-ce pour comprendre plusieurs langues mais en s'exprimant dans la sienne propre dont on maîtrise mieux toutes les nuances (donc sur le mode de la version), ou (en thème) en parlant la langue étrangère ? Nous choisissons la première option. Il est plus aisé de reconnaître (plutôt passivement) que de connaître en s'obligeant à mobiliser, activement, les mots et expressions toujours richement frappés d'idiomatismes.

Pas un mot sur la suppression des contraintes du sur-codage de l'orthographe du français, bien inutiles à la communication précise, mais désespérément lourdes pour le codage futur des machines "à penser", à traduire et à transfert d'écrits. Cette simplification (du type orthographe fonctionnelle proposée par André Martinet) dégagerait, en prime, un temps scolaire immense pour apprendre, cette fois, à penser en français. Et même surtout, une lecture du dit et du non-dit, de la gestuelle et des techniques du corps, selon une méthode micro-sociologisante (du type inter réactionniste de Goffman).

Mais ici encore, pas un mot pour inciter à développer le raisonnement

dialectique (si tant est que la pensée logique fasse déjà l'objet d'un souci systématique de formation dans le cadre actuel).

S'ils avaient des connaissances notables en matière d'éducation, ces décideurs auraient pu réclamer un enseignement non dogmatique des sciences et des mathématiques (euclidiennes ou...). L'apprentissage de toutes les notions des mathématiques, de tous les théorèmes resitués dans leur histoire et dans l'histoire qui leur a donné le jour. Le latin et le grec comme moyens d'explication originelle et historique des mots et expressions (donc des choses) du français, et d'approche de notre fonds de culture antique (sans l'obligation de mémoriser mécaniquement déclinaisons et conjugaisons... et d'ânonner péniblement des traductions de bouts de textes dont on ne lira jamais l'ensemble, si riche cependant, fût-ce dans une traduction de chez Budé).

Une étude concrète des différences de culture (en fonction de l'opposition des différentes classes sociales dans leur lutte pour les privilèges et le pouvoir), s'avère un préalable indispensable à tout qui veut comprendre la marche de notre société (on renvoie au Bourdieu de *La distinction*). Une connaissance des phénomènes humains (y incluse l'histoire des gens et du monde), par une économie doublée d'une sociologie globalisante et critique.

"Etc, donc...", pour dire comme nous le conseille la sémantique générale de Korzybski. On s'arrêtera (provisoirement) à ces quelques propositions que nous croyons indispensables à une éducation de qualité. Pour ne pas dépasser l'espace qu'on avait accordé aux décideurs de notre économie et de nos groupements sociaux mais quand même pour leur montrer combien les enseignants pourraient leur apporter dans la connaissance, non seulement de l'enseignement, mais aussi de l'économie et du social.

## **l'école est parfaitement efficace**

Qui est responsable d'un fait social ? Seule, une analyse par une sociologie globalisante peut apporter une réponse. En la matière, la psychologie et la pédagogie ne sont que des béquilles. Et le bon sens et la bonne volonté ne sont que leurre.

Fin octobre, au plus chaud de la grève des enseignants, Philippe Delaunoy, nouveau président de l'Union Wallonne des Entreprises et patron de Cockerill-Sambre discours : *"Les entreprises sont inquiètes. Elles constatent avec angoisse que le système éducatif est loin du zéro défaut, que l'échec scolaire est trop fréquent, que les diplômés sont parfois inutilisables, que le technique perd des élèves au bénéfice du professionnel, que les connaissances de base font défaut au niveau universitaire. L'enseignement est malade mais ne crions pas haro sur les enseignants."* (L'Echo, 24 octobre 1990).

Déjà, les culpabiliser n'est pas si mal. Mais, tout le monde n'est pas aussi prudent. Certains vont jusqu'à les dénoncer à l'indignation de tous. D'autres, d'office, les vouent à la potence. *"Je pense que les enseignants sont les plus grands ignorants qui existent sur l'enseignement, son fonctionnement. Ils connaissent tout juste ce qu'ils gagnent en net, et, pour la plupart, ne se préoccupent pas du reste. (...) Or, ce secteur a connu une dérive corporatiste très grave<sup>(8)</sup>, tellement grave qu'il en est arrivé à ne plus regarder que son nombril. Ce n'est pas au monde de l'enseignement qu'il faut confier la tâche de sauver l'enseignement"*<sup>(9)</sup> déclare François Martou, président du Mouvement Ouvrier Chrétien (Libre Belgique, 22 août 1990).

De tous ces décideurs qui déplorent le mauvais rapport qualité/prix des productions de l'enseignement (élèves et étudiants, si on sort du jargon de *marketing*), aucun ne se demande si les échecs scolaires ne sont pas intrinsèquement inhérents à une société capitaliste qui, sous le couvert affirmé d'une sélection apparemment technique des intelligences, reproduit les différences et les oppositions de classes par des mécanismes cachés qui aboutissent au but réel, espéré quoique tu et camouflé, d'une sélection sociale.

Notre enseignement est impeccablement efficace. Il a pu fournir les médecins qu'exigeait l'explosion de demandes de soins permise grâce à la lutte des travailleurs pour la Sécurité sociale (jusqu'au jour où nos mires et carabins ont crié au *numerus clausus* par pléthore). S'il manque des infirmiers(ières), c'est, qu'à partir de 1983, on a crié à la saturation (de médecins, de kinés...) mais on avait quadruplé le nombre de diplômés de 1965 à 1984 (passant de 1.116 à 4.762). Mais si un tiers des infirmières travaille à temps partiel (60% de temps moyen), c'est que les conditions de

travail les épuisent. Et quand on augmente leur masse salariale de 2%, dans le même temps, les honoraires médicaux croissent de 5 à 7% (et pareil pour les médicaments). On compte, chez nous, 12.000 pharmacies (contre 9.000 agences de banque), soit une par 840 habitants contre un *Apotheke* pour 22.000 habitants en Allemagne (il est vrai que les médicaments sont distribués par un deuxième circuit : les drogueries). Voilà des réalités économiques, incontournables dans notre système mais non inéluctables. Chiffrées, mesurées, elles expliquent ce que l'idéologie capitaliste appelle "vocations".

Aucun de ces décideurs logorrhéiques, n'évoque même la masse impressionnante des 400.000 chômeurs <sup>(10)</sup> qui bouche l'horizon des jeunes, les prive de cet avenir sans lequel rien n'advient, abaisse leur niveau d'aspiration et annihile la volonté d'apprendre. Cette réalité extérieure, objective, détermine leur vécu subjectif donc, statistiquement, leurs chances de réussite ou leurs risques d'échec scolaire.

Mais pour faire une telle analyse, il faut sortir des idées spontanées que chacun se fait au vu de quelques cas particuliers. Il faut dépasser des réalités si aveuglantes qu'elles empêchent de voir, et, par une analyse statistique et le dévoilement scientifique visant à conquérir et à construire les faits, montrer que ce sont les enfants des familles privilégiées qui tirent profit du système scolaire en place et bénéficient des diplômes et des postes pour reproduire les privilèges acquis. Pour connaître et accepter ces analyses (pour autant qu'on ait intérêt, fût-ce intellectuel, à la vulgarisation de la chose), il faut repousser les explications rapides, faciles, paresseuses, et étudier de façon critique (avec la plus vive vigilance épistémologique) les travaux des Bourdieu, Passeron, Chamborédon, Boltanski... Habités à l'empirisme qui préside aux affaires, nos décideurs se montrent bien incapables de se plier aux exigences d'une telle démarche.

## la qualité pour juger

Mais on pourrait leur montrer aussi l'aptitude des enseignants à juger les juges de l'enseignement. Pierre Bourdieu aurait tôt fait de les situer dans un champ où leurs déclarations sur tel sujet seraient analogues à leurs positions de classe. Par exemple, le bref, mais dénué de toute hésitation, plaidoyer pour la culture générale à laquelle donne ses droits de noblesse

un grand bourgeois comme le vicomte Etienne Davignon, président du plus grand holding belge, s'oppose "aux filières de base" (avec la précision, cependant, que *"notre enseignement reste de qualité"*) d'un membre de la "suite" de la haute bourgeoisie mais déjà blanchi sous le harnais, comme Théo Peeters, président de BBL. Lesquels avis, tous deux, tranchent avec le mépris obligatoire de jeunes managers comme Philippe Delaunois "de Cockerill-Sambre" et Jean-Claude Vandenbosch, directeur général de Hewlett Packard Belgique, frais arrivés dans ces sphères de décideurs et, par cela, obligés de montrer leur zèle à défendre le système et son *establishment*, qui les valorisent si bien.

## on peut se priver du privé

Pas d'unanimité non plus sur les moyens. *"Il faudrait peut-être dépêcher quelques managers du privé pour redresser le secteur public"* estime Marc Van Ossel, administrateur-délégué des Glaceries de Saint-Roch, tandis que Philippe de Buck, administrateur-délégué de Fabrimétal est d'un avis radicalement contraire : *"rationaliser l'école, mais, en tout cas, en n'appliquant pas au système scolaire les règles de rationalisation de l'entreprise"*.

Il a raison. Là aussi règne l'empirisme du profit immédiat sans vue large et lointaine. Un exemple. Vandestruck, l'ex-P-D.G. de la FN (Fabrique Nationale) était très apprécié, fin des années 70, pour ses brillants résultats financiers. Porté aux nues comme *manager* de l'année, il se répandait fort médiatiquement en avis prisés. Il expliquait comment un investissement de 2,5 millions (qui correspond à un emploi en mécanique fine) devait aller à une rationalisation de l'outil existant plutôt qu'à une production nouvelle. *"Les 2,5 millions utilisés pour mécaniser un emploi rapportent annuellement une économie de 675.000 francs, c'est-à-dire le coût d'une personne au travail. L'investissement de 2,5 millions est récupéré en 3,7 ans. Par contre, si on crée un nouveau produit qu'on commercialise, en imaginant que l'emploi nouveau s'inscrit dans la moyenne de Fabrimétal, avec par exemple un chiffre d'affaires de 2,3 millions par personne occupée et par an, et avec un cash-flow de 7,6% du chiffre d'affaires par an, on voit que les 2,5 millions investis vont produire un cash-flow de 180.000 francs par an et qu'il faudra 14 ans pour récupérer la mise de départ. Mais dans 14 ans, le produit sera-t-il encore valable ?"* (Tendances, 8 mars 78).

Un produit nouveau, c'est toujours un risque tandis que des armes on en vendra toujours, n'est-ce pas ! Mais voilà, ne faut-il pas que les patrons fassent leur métier de patrons ? Moins de douze ans après cette brillante justification de haute prévision gestionnaire, la FN sombrait dans le marasme le plus complet.

On comprend pourquoi les entreprises rechignent à engager des capitaux à long terme. Mais alors, ce devrait être aux Etats ou aux collectivités à le faire ? Et l'Etat va encore avancer quelque trois milliards justifiant la formule du capitalisme (atténué, non sauvage) "Privatisation des profits et nationalisation des pertes".

### **oh ! dites-moi, l'audit qu'est-ce ?**

*"Il faut absolument un audit de la situation de l'enseignement"*, conseille ce toujours pince-sans-rire de François Martou. Etonnant, quand on sait que l'audit est une technique présentée comme un ensemble de décisions neutres, purement justifiées par la gestion scientifique des entreprises, rendue indispensable par les "contraintes extérieures" alors qu'en réalité il ne sert qu'à dégraisser le personnel en espérant faire l'économie de quelques grèves, en désamorçant la lutte des classes. En réalité, toute technique est idéologique car les mesures dépendent des outils utilisés (donc fabriqués selon une idée qui ne peut jamais être une "immaculée conception" comme dit Nietzsche) et, bien souvent, on appelle "variable indépendante" une variable dont la dépendance est ignorée ou purement camouflée. D'ailleurs, l'audit réalisé par McKinsey-van Dijk à la demande de Bertouille et publié en avril 1986, a déjà bien montré que l'enseignement belge était le plus cher d'Europe, à la plus vive satisfaction du ministre Damseaux. Les libéraux, à l'époque, n'espéraient rien d'autre, ni de mieux. Une simulation réalisée, en 1986, par la Chase Econometrics, à la demande de la Confédération de la construction a montré que la politique de Martens VI allait faire 34.200 chômeurs en plus, non du chômage partiel mais des "hommes jetés à la rue". Cette même Chase Econometrics, à la demande de Gol, avait sorti, un an plus tôt, une autre simulation, publiée avec force publicité, pour prouver que, sans Martens V, la Belgique n'aurait pu être ce qu'elle était.

Ceci montre bien que le pouvoir de l'audit est de dire au Pouvoir ce qu'il

attend qu'on lui dise.

Dans son livre *L'Homme qui croyait au management*, Michel Vilette, lui-même consultant et spécialiste des questions de "mobilisation des ressources humaines, de réorganisation et de gestion sociale", nous brosse un tableau sans complaisance du *consulting*. Il est net, sans fards : *"Les managers poursuivent des buts pratiques très simples : obtenir un plus grand zèle au travail sans augmenter la rémunération; éliminer une génération de salariés vieillissants sans altérer la confiance des jeunes en l'avenir; empêcher toute activité syndicale efficace en respectant à la lettre les principes de notre Constitution"*.

Et, comme s'il avait voulu répondre avant la lettre à François Martou, il souligne la naïveté des "nouveaux croyants" qui ont foi dans ces techniques de gestion. Toutes gens qui vivent, dit-il, *"loin du coeur de l'entreprise et qui sont dans les secteurs qualifiés d'attardés, comme l'administration, les hôpitaux, l'enseignement (...) sont séduits par un discours qu'ils connaissent mal, et tendent de ce fait à prendre les lieux où la richesse est concentrée pour l'alpha et l'omega de l'efficacité."* (*Le Monde*, 06 octobre 1989). C'est dur, mais c'est clair. L'audit n'est qu'un (mauvais) moyen de bourrage de crâne idéologique dont devrait bien se méfier tout défenseur des travailleurs, fût-il du MOC.

## **valeur des théories économiques**

Comment gérer l'enseignement et, par delà, le monde ?

Ben, voyons ! en se fondant sur les théories mises en lumière par nos "meilleurs" économistes. Et j'entends par là ceux qui, au moins, sont, maintenant, honorés par un prix Nobel, par exemple.

Justement, voyons !

La faillite du système bureaucratique de l'Est (qu'il faut bien appeler "communisme" si on veut bien le baptiser "réel" pour en prendre nos justes distances), autorise à parler avec plus d'honnêteté de nos théories économiques capitalistes. Dans une de ses chroniques, Paul Fabra attirait l'attention, textes à l'appui, sur *"le semblant de justification doctrinale que*

*certaines travaux théoriques apportent aux pratiques financières les plus contestables, celles, par exemple, qui ont conduit à la faillite des caisses d'épargne américaines" (Le Monde, 22 mai 1990).*

Faut-il en remettre ?

Rendant compte d'une étude analysant les variations dans les thèses soutenues par la nouvelle Ecole de Chicago, qui a cependant connu un vif succès dans les années 80, Michel Beaud termine sur cette conclusion désabusée et juste : *"Ainsi se vérifie une nouvelle fois l'idée que le succès d'une théorie économique tient bien moins à ses vertus logiques et à ses capacités explicatives propres qu'au besoin qu'en a le pouvoir pour justifier intellectuellement la politique qu'il a choisi de mettre en oeuvre" (Le Monde, 26 mai 1990).*

Le *Monde diplomatique* de décembre 1990 cite un jugement de la meilleure source. Jugeant l'oeuvre de Hary Marcowitz, William F. Sharpe et Merton Miller, les trois théoriciens qui ont enlevé le prix Nobel d'économie en 1990, Robert Kuttner écrit dans l'hebdomadaire américain *Business Week* (12 novembre 1990) que, la décision du jury n'étant *"pas totalement innocente politiquement ou idéologiquement"*, les théories à prétention d'objectivité mathématique masquent ce présupposé : il ne faut pas se mêler du fonctionnement des marchés financiers, *"par définition vertueux"*. Il a ajouté *"voilà qui a abouti aux Etats-Unis à une folle accumulation de dettes, à une orgie d'OPA hostiles, à la débâcle des caisses d'épargne et de crédit, à une réduction de l'idée de firme à celle de manipulation en Bourse. Les choix du jury de Stockholm s'enfoncent, d'année en année, dans le conservatisme le plus étroit"*.

Dans son livre récent <sup>(11)</sup>, Louis Franck, l'ancien directeur général des prix, montre par ses notes soigneusement conservées d'année en année, que *"la doctrine économique naît dans les digestions arrosées. On s'amuse bien, à faire la politique de la France. (...) On plaisante en traficotant l'indice, on lutte mollement contre les betteraviers, les pharmaciens, qui maudissent ces antibiotiques qui soignent trop vite la syphilis, Boussac et ses cotonniers qui refusent d'ouvrir les frontières, les maîtres de forges qui veulent dévaluer..."*.

Voilà pour ceux qui croient naïvement que l'économie est pure technique, somme de raisonnements fondés sur les contraintes extérieures et matérielles de la vie sociale. Ceux qui prétendent "bien gérer", "être de bons gestionnaires responsables" ne sont que ceux qui dissimulent le mieux leurs choix politiques en faveur des plus puissants pour bernier les plus faibles qui, en général, n'ont pas engrangé assez de connaissances pour comprendre combien ils sont grugés et leurrés. Confronter les enseignants avec l'économie n'est que la manière douce, astucieuse, de les préparer aux économies.

Comment en sortir si, du moins, on veut en sortir ? Il ne reste plus qu'à laisser la gestion de leurs affaires aux intéressés eux-mêmes, à la condition que tout le monde donne son avis en fonction de ses intérêts sociaux, mais ici soyons honnêtes, à la condition que ces intérêts soient clairement et hautement proclamés.

## NOTES

(1) On ne doute pas que de tels salaires démotivent. Il est probable que Roland Maes souhaite, dans sa logique patronale, une diminution des allocations de chômage. La logique des travailleurs est tout autre.

(2) Le taux de fréquence des accidents de travail - nombre par millions d'heures prestées - y est de 111,23 (moyenne nationale de 46,05), et le taux de gravité - nombre de jours d'absence par millier d'heures prestées - de 5,67 (moyenne nationale 1,51) selon les dernières statistiques disponibles de 1988 (28 avril 1990).

(3) Soit dit en passant, nous feignons ici verser dans cette illusion que, dans son livre iconoclaste *L'Homme qui croyait au management*, Michel Vilette, lui-même consultant, stigmatise en ces termes : "Nous vivons, en France, sur le mythe d'un dirigeant omniscient et omnipotent".

(4) Si nous relevons la chose, c'est que nous ne sommes pas certain que tout le monde ait le temps et le goût de lire ces déclarations dans un esprit de distanciation nécessaire (presque au second degré). Nous pensons qu'incontestablement, en publiant simplement ces phrases à l'état brut, *Le Soir* nous fait un clin d'oeil de

connivence : "Jugez de la haute portée réflexive de nos principaux chefs d'entreprise", comme Flaubert pensait qu'il suffisait de décrire le bourgeois pour le rendre odieux et constater avec lui "que le bourgeois est celui qui pense bassement". Au contraire, nous pensons qu'il faut mettre le doigt sur la plaie de sorte que les mots crient toute leur vanité, parfois leur sottise, et que les idées soient géhennées par le scepticisme actif et la contestation revigorante.

(5)Ce paiement "comptant", à terme de 10 ou 15 ans, est sans conteste une innovation. L'école, toujours rétrograde, ferait bien de se renseigner à bonne source et de l'enseigner sans tarder.

(6)Lui, il est particulièrement habilité à traiter de ces problèmes comme il arrive à résoudre les *"difficultés relationnelles entre de Carmoy et ses collaborateurs"* à la Générale où *"on se plaint de voir renaître la bureaucratie, l'une des plaies de la Vieille Dame d'avant 88"* (*Echo de la Bourse*, 27 septembre 1990).

(7)Curieux de constater qu'à la tête de la "Générale", on entend ne pas parler comme Monsieur-Tout-le-Monde mais, en toute simplicité, pour "tout le monde".

(8)La tentation autoritaire et l'aspiration au centralisme bureaucratique sont si fortes, dans nos pays, qu'on sera à peine étonné de la remarque de François Martou : *"Les syndicats sont complètement paumés, n'étant pas suivis mais précédés par leurs troupes"*. Certes, une troupe doit marcher au pas (quoique pas au pas de l'oie, si possible) mais, nous pensons que la bureaucratie syndicale doit avoir un simple rôle d'exécutant des décisions (adultes, pensons-nous) de ses mandants. Partisan de la démocratie sociale et économique, nous voulons qu'elle soit, comme la démocratie politique, le "gouvernement du peuple et pour le peuple".

(9)Depuis Clémenceau, qui estimait que la guerre était une chose trop sérieuse pour la laisser faire par des généraux, la boutade est régulièrement resservie dans les polémiques quand on se dispense soi-même d'apporter des arguments. Parole creuse qui peut se saisir dans deux sens opposés. Tout le monde doit avoir droit de regard et de décision sur tout, et alors bravo. Ou, "votre comportement est si incapable, si rassoté que c'est moi, spécialiste auto-proclamé ou "comité de sages" qui ai seul le droit de penser, de diriger...", et alors haro !

(10)Petit à petit, estime l'OCDE, les pays de la CEE se sont accoutumés à un taux de chômage élevé, jugé implicitement "nécessaire pour maîtriser l'inflation" (*Le Monde*, 07 septembre 1990).

(11)FRANCK Louis. *697 ministres*, Imprimerie nationale, 213 pp.,1991.

## livres

***C'était au temps où Bruxelles contestait***

Serge GOVAERT

Ed. du CRISP, Pol-His, Bruxelles, 1990

*"Ne recommençons pas avec l'histoire des pères".* C'est par cette citation que Serge Govaert, collaborateur des *CM* bien connu des lecteurs, clôt son livre. Pourtant, c'est à la génération précédente, qui a connu de près ou de loin les événements de mai 68 qu'est consacré cet ouvrage. Plus particulièrement, il s'est intéressé non pas à Paris - l'ouvrage *Génération* de Hamon et Rotman est consacré au mai 68 français: Govaert y renvoie pour *"la signification des événements au regard de l'histoire de notre société"* (p. 10) - mais à Bruxelles et à la société belge en pleine mutation dans les années 60. Tout comme Hamon et Rotman, qui replaçaient mai 68 dans le contexte français *"avec sa part de frustrations et de ruptures : guerre d'Algérie, fin de la IV<sup>e</sup> République, avènement du gaullisme"*, Govaert s'est employé à montrer la détermination sociale, économique, politique et culturelle des événements survenus à Bruxelles en 1968 par une actualité propre à la Belgique: grèves de 60, situation du Congo, etc., le tout dans un contexte général de politisation de la jeunesse due en partie à la situation internationale (guerre du Vietnam, Algérie, révolution culturelle chinoise, etc.).

Le livre présente un vaste panorama de la situation en mai 68, non seulement à l'Université mais également dans les autres établissements d'enseignement supérieur. Les troubles survenus dans les divers lycées bruxellois trouvent également leur place dans l'ouvrage. L'occupation du rectorat de l'ULB à partir du 13 mai, la scission linguistique de l'université, la tentative de cogestion pour la direction de l'IAD (l'Institut des Arts de Diffusion) sont autant d'exemples de faits minutieusement décrits, notamment grâce aux nombreux témoignages recueillis par l'auteur auprès des acteurs des événements.

Bien plus, Govaert ne s'est pas limité au milieu enseignant: il rapporte également la participation au mouvement des milieux artistiques bruxellois, le bouleversement du monde de l'audio-visuel et médiatique, les parutions éphémères de journaux dans la foulée des événements de 68 ... bref, la contestation dans les années soixante en Belgique semble avoir eu une ampleur comparable à sa voisine française.

Face à ce récit détaillé des faits, on aurait aimé un peu plus de précisions sur l'interprétation historique, même si l'auteur, modestement, a préféré pour l'analyse renvoyer à l'ouvrage de Hamon et Rotman. Là est le paradoxe: tout en s'employant à nous montrer la spécificité d'un mouvement de contestation belge, Govaert nous renvoie pour l'analyse à la situation française !

Dans la (très courte) conclusion, il fait allusion à l'interprétation mendélienne du mouvement soixante-huitard (mai 68 = initiation = meurtre du père), ainsi qu'à la volonté des contestataires de se démarquer du communisme. Si, en France, ce démarquage paraît clair (les meneurs sont soit trotskistes soit maoïstes), Govaert reste assez flou quant à l'étiquette idéologique des participants au mai 68 bruxellois. Ça et là, quelques faits peuvent mettre la puce à l'oreille, mais de manière globale cette dimension d'analyse politique fait défaut ...

Pas d'allusion non plus à l'interprétation d'un Bourdieu pour qui mai 68 signifie surtout la redistribution des pouvoirs au sein de l'université française; or s'il semble y avoir un point commun avec la France, c'est bien dans cette redistribution des pouvoirs (avec l'émergence d'une véritable représentation étudiante), liée chez nous à la situation linguistique particulière.

Sans doute n'était-ce pas là le but de l'entreprise. Govaert s'est posé dans ce livre en chroniqueur d'une époque de plus en plus mise entre parenthèses comme référence culturelle, en ces temps de mutation politique à l'échelle planétaire. Mais ceci est une autre histoire ...

Laurence ROSIER

## ***Racisme, continent obscur***

sous la direction de Jean-Pierre JACQUEMIN

CEC - Le noir du blanc/wit op zwart - 215 pp.

Si vous n'avez pas vu l'expo "le noir du blanc", courez-y, avant la fin du mois de juin, au Vieux marché aux grains (n°5), à deux pas de Sainte Catherine et des quais de poissonniers à Bruxelles.

Et puis il y a aussi le bouquin, qui réunit quinze auteurs sous un fort joli titre, si opportunément polysémique. Et le sous-titre n'est pas mal non plus : "clichés, stéréotypes, phantasmes à propos des noirs dans le royaume de Belgique". On ne peut plus précis.

L'expo et le bouquin se complètent et ont été produits par des équipes complémentaires, majoritairement flamandes et néerlandaises. Si l'expo a d'abord été conçue et montée aux Pays-Bas, le bouquin est lui tout à fait centré sur la Belgique et la Flandre, et sur des matériaux "texte" : manuels scolaires d'histoire et de géographie, littérature coloniale, messages publicitaires (y compris ceux des ONG!), etc..

Salutaire exercice : les stéréotypes sont partout.

J'aurais aimé quelque indulgence pour la part d'humour qui permet de piquer les collectifs triomphalistes, mais l'enjeu demeure : *"veut-on d'une Europe, nous demande JP. Jacquemin dans son introduction, d'un monde où s'ébrouent -en toute impudence et en toute impunité- des représentations des autres injurieuses, péjoratives, réductrices ou fausses, tout bêtement?"*

M.G.

# contradictions

SOMMAIRE DU N° 64 - 1991  
176 p., 350 FB, 70 FF

## LOGIQUES MARCHANDES ET ACTION PUBLIQUE

*Georges LIENARD &  
Guy BAJOIT* Préface 1

### ANALYSES SECTORIELLES

*Luc CARTON* L'extension de la sphère marchande dans  
l'enseignement et la formation 4

*Riccardo PETRELLA* L'extension de la logique marchande  
dans la science, la recherche et la  
technologie 17

*Pierre REMAN* L'extension de la sphère marchande dans  
le domaine de la santé 31

*Jacques DELCOURT* Marchandisation de la culture et  
nouveaux espaces culturels 46

*Paul VERMEYLEN* Extension de la sphère marchande et  
aménagement du territoire 69

*Vincent CARTON* L'extension de la sphère marchande dans  
le domaine des déplacements 80

### ANALYSES TRANSVERSALES

*Robert LEROY* Une société réticulée par le marché 91

*Eugène MOMMEN* Le système est plastique 102

*Abraham FRANSSSEN* Trois scénarios pour une mutation 129

*Georges LIENARD* Extension de la sphère marchande :  
facteurs culturels et sociaux 147

*Guy BAJOIT* Une mutation culturelle est en cours 161

*Luc CARTON* Conclusions : les traces d'un nouveau  
compromis 171

ISSN-0770-8521

## revues

**Contradictions**

n°64 - 1991

Logiques marchandes, action publique

**Alternatives wallonnes**

n°73-74, mars 1991

Monde associatif : la cinquième roue ?

Le dernier numéro de *Contradictions* héberge le compte-rendu des travaux d'un séminaire de la FOPES\*, organisé pendant l'année académique 1989-90, sur le thème de "l'extension de la sphère marchande". Les préfaciers ajoutent que leur projet s'appuie sur un constat préliminaire - comprendre plutôt une hypothèse- celui/celle de l'hégémonie actuelle de la pensée néo-libérale, contre laquelle il s'agit pour eux de "*structurer de nouvelles régulations, (...) d'esquisser de nouvelles conjugaisons positives entre l'économique, le social, le culturel, le politique.*" Les contributions au séminaire sont, dans cette optique, soit sectorielles -enseignement, recherche et technologie, soins de santé, industries culturelles, aménagement du territoire, transports- soit "transversales", et elles visent alors la société dans son ensemble.

Le numéro spécial du bimestriel *Alternatives wallonnes\*\** est lui, pour l'essentiel, soutenu par un texte du "Groupe X-Y pour la qualité publique" présidé par Jacques YERNA, texte intitulé "Les associations dans la société". Le numéro comprend de nombreuses analyses plus concrètes, la plupart marquées par le climat -ou rendant compte- des discussions sur l'emploi dans le-dit secteur de l'économie sociale (passage des TCT au régime PRIME, e.a.), climat qui a été influencé fortement par la mobilisation parallèle des enseignants.

Ces références conjoncturelles suffiraient déjà à souligner l'intérêt des deux produits éditoriaux qui réunissent un large éventail de contributions. Dans des termes stratégiques qui ne sont pas ceux des auteurs, on aura



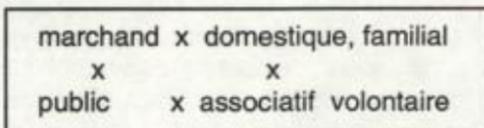
reconnu les problèmes nouveaux de l'articulation production/reproduction du capital dans des formations sociales dominées par le capitalisme monopoliste d'Etat; ou encore, plus tactiques, les questions d'alliances entre un mouvement ouvrier basé "à l'entreprise", et donc déstabilisé par la crise-restructuration économique, et un mouvement social en principe complémentaire.

L'ampleur de la matière, la diversité des auteurs et la richesse de la plupart des articles (qui sont souvent des synthèses de recherches en cours) défie évidemment la recension. Je me limiterai à pointer quelques questions particulières ou en suspens, manière de disposer quelques dégustations et épices pour encourager à la consommation du menu entier.

### le système a quatre roues

Il faut en l'espèce recommander la lecture en premier du texte d'Eugène MOMMEN dans *Contradictions*, car ce texte est la référence théorique déclarée et développée de la note précitée de X-Y dans *Alternatives wallonnes* (motif pour lequel, accessoirement, la présente recension est unique). Intitulé "Le système est plastique", il commence par un inventaire conceptuel assez audacieusement -par force dans un espace limité-synchrétique: mode de production (Marx), instances (Harnecker + Leroy), champs (Bourdieu), niveaux systémiques (Ardoino + Bonami).

Le corps de la proposition théorique intégratrice, qu'on retrouvera ensuite chez la plupart des auteurs des deux revues, est un modèle de société à quatre pôles :



S'agissant de pôles, ils s'opposent deux par deux : formels/informels, individuels/collectifs, etc.. Et une institution donnée peut être marquée par plusieurs pôles : par exemple, une entreprise publique relève du marchand et du public.

Le modèle a des vertus sociographiques certaines, mais aussi le défaut de

ses qualités formelles : outre un certain empirisme, concrètement il peut conduire, comme on le voit dans les deux revues, à occulter à peu près complètement le rapport déjà existant et étroit de "l'associatif" au pouvoir d'Etat, à ne pas questionner, par exemple, MOC, FGTB, mutuelles, réseaux scolaires, Eglises, Loges, "mouvements" divers, etc., sur leur rapport au politique. Dans l'inclination à dissocier citoyenneté politique et citoyenneté associative ("public" x "associatif" dans le modèle), même en faisant de l'une la contestation de l'autre, le risque est de laisser *de facto* le politique aux bureaucraties et autres *nomenklatura*: elles n'ont jamais demandé fondamentalement que ça.

D'un point de vue théorique, c'est le concept d'appareil idéologique d'Etat qui n'entre pas dans l'inventaire conceptuel utilisé, ce qui est un peu paradoxal puisque "le structuralisme marxiste", lui, y est nommé. De même, le concept d'hégémonie est éliminé, la fonction d'organisation du pouvoir étant entièrement masquée par la contre-fonction d'assomption de l'autonomie du Sujet (de consentement volontaire).

Autre façon d'aborder le même problème, le syncrétisme esquissé par Mommen me paraît passer à côté de la dimension proprement **matérialiste** des approches marxistes évoquées: leur modèle est la dualité production-pouvoir (*alias* politique). Les "instances" (économique, politique, idéologique) y fonctionnent non pas comme "pôles" mais comme articulations de cette dualité: l'économique, par exemple, est à la fois production *et* politique.

## **l'enjeu culturel**

Certes, l'analyse matérialiste des appareils et effets idéologiques, des fonctions "intellectuelles organiques", des pratiques symboliques, et de la culture en général reste toujours à reconstruire, d'autant qu'elle a souvent été dominée par l'économisme, social-démocrate ou stalinien. Si l'enjeu culturel est dominant dans la problématique présentée par les deux revues, c'est donc d'abord et principalement, il faut le souligner, tout à fait stimulant.

Mais n'y a-t-il aucune distance à prendre avec un néo-idéalisme ambiant? Le mécréant sarcastique en voit vite le cousinage -certainement involon-

taire- avec la pensée-Woytla: échec du communisme réalisé / capitalisme insatisfaisant / troisième voie pour ... la culture, la catholicité, selon, et sans trop toucher aux cléricatures réellement en place, là où on cause. En corollaire, *revival* "solidariste" (le mot est repris par Guy BAJOIT dans *Contradictions*), et liquidation du tryptique Progrès-classes sociales-Raison au profit d'un autre: Sujet-qualité de la vie-autonomie (*bis* Bajoit). La enième revanche sur 1789 est-elle vraiment l'objectif ?

Au registre des analyses sectorielles dans *Contradictions* (de la FOPES), le texte de Riccardo PETRELLA sur "l'extension des logiques marchandes dans la science, la recherche et la technologie" m'a paru très utile dans la mise en évidence des capacités de régénérescence du capitalisme. L'article de Pierre REMAN sur le marché des soins médicaux, le coût de la régulation par les pouvoirs publics et les enjeux de l'aide socio-sanitaire informelle constitue également une fort intéressante mise au point.

Dans ce dernier domaine, une approche historique des mutuelles comme produit de "l'associatif" devrait sans doute conduire à quelques bonnes questions, du genre de celles qui viennent après lecture du texte de Jacques DELCOURT: dans le domaine des industries culturelles, c'est "le marchand" qui a triomphé; et par exemple, dans les media, c'est "l'associatif" qui a conduit récemment au marchand ... (ne serait-ce que de papier, si on pense à des revues pour, et non pas de consommateurs).

Du côté d'*Alternatives wallonnes*, l'entrée en matière est plus concrète, avec la republication d'une "Déclaration de principes du mouvement associatif" signée en 1984 par diverses organisations, entre autres PAC, MOC, et Caritas catholica. Quitte à susciter l'ironie par leur appel à "une déontologie du pouvoir subsidiant", leur ambition d'être "source et garant, parmi d'autres, d'animation démocratique et de réflexion critique", nécessaire et indispensable "support à l'échange intellectuel et à la création culturelle" donne l'équivalent du quatrième pôle de Mommen.

Le texte déjà cité de X-Y enrichit le modèle à quatre roues de Mommen d'une description de la diversité du monde associatif. L'accent est mis sur la fonction de contestation, notamment par rapport au "public" (ce qui explique la dénomination du groupe -(associations) "pour la qualité publique"), et sur la possibilité d'un rassemblement des associatifs ainsi que

d'une complémentarité avec les syndicats de salariés. Une des pistes signalées *in fine* met en appétit pour l'avenir: les associations visées se situent en dehors des "piliers" de la société belge, elles s'opposent de façon plus ou moins explicite au(x) partage(s) clientéliste(s). Ca c'est pire que tout.

Je pointe encore le texte de Pierre GEORIS, "Les associations, c'est la démocratie!", qui offre, dans un ton très direct et amusant, une analyse de la mobilisation contre le projet PRIME: rapport aux partis politiques, aux syndicats, aux services publics.

Plusieurs autres articles donnent encore des informations sur divers enjeux du projet PRIME, tous visant à cerner la notion d'intérêt général, de service (au) public, et les droits corrélatifs des salariés concernés.

M.G.

\* FOPES : Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale créée par l'UCL et le MOC.

\*\* *Alternatives wallonnes* av. Général Michel, 1B - 6000 Charleroi - t. (071) 33.39.52

## LES BONNES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE LA CGER.

Un véritable partenaire, qui veille à vos intérêts ? A la CGER, c'est ainsi que nous envisageons notre rôle. Des spécialistes toujours prêts à vous écouter et à vous conseiller : voilà un des services bancaires que vous trouverez chez nous, en particulier si vous sollicitez un prêt. Car la CGER offre un large éventail de formules dans ce domaine : des crédits à court et à long terme, du "prêt à porter" au "sur mesure", calculés selon les besoins de votre entreprise. Et, cela va de soi, les taux de la CGER pour ce genre d'emprunt sont parmi les plus intéressants du marché. Quelle que soit votre situation, venez nous en parler. Il vous suffit de faire appel à nos experts en crédit via votre agence CGER.

**CGER** 

nous sommes à vos côtés

Les *Cahiers Marxistes* sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER

rue du Midi, 162  
1000 Bruxelles

LIBRIS - TOISON D'OR  
avenue de la Toison d'Or, 29  
1060 Bruxelles

F.N.A.C.

City II, rue Neuve  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE L'AVENIR  
rue St Léonard, 102  
4000 Liège

PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES

avenue Paul Héger, 42  
1050 Bruxelles

LIBRAIRIE ANDRE LETO  
rue d'Havré, 35  
7000 Mons

LE LIVRE INTERNATIONAL

bd. Lemonnier, 171  
1000 Bruxelles

L'ILE LETTREE  
6890 Redu

TELE-LIVRES

Court St Michel  
1040 Bruxelles

LIBRAIRIE LA DERIVE  
Grand Place, 10  
4500 Huy

TROPISMES

galerie des Princes, 5-11  
1000 Bruxelles

CLUB ACHILLE CHAVEE  
rue Abelville, 34  
7100 La Louvière

Editeur responsable : FREE asbl

20 av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles - Tél : 02/514.53.52 - Fax : 02/512.23.84

ISSN : 0591-0633

Revue bimestrielle

Membre de l'Association  
des revues scientifiques et culturelles (ARSC)

**200F**